

EUROPE

Espagne

INCUPLÉS D'ASSOCIATION ILLÉGALE

M. Santiago Carrillo et ses camarades pourraient être prochainement libérés sous caution

Une série de manifestations pour la libération de M. Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C. espagnol, qui a passé les fêtes de Noël en prison, devait avoir lieu, ce lundi 27 décembre, à l'initiative des communistes. Des assemblées et des réunions seront tenues dans les entreprises, a précisé M. Marcelino Camacho, chef des commissions ouvrières. Samedi 28 décembre, des manifestations en faveur de M. Carrillo et de l'amnistie ont eu lieu à Madrid, au Pays basque et en Galice. La police est intervenue à plusieurs reprises. A Moscou, M. Luis Corvalan, secrétaire général du P.C. chilien, a réclamé — selon l'agence Tass — la

libération immédiate de M. Carrillo, affirmant que la démocratie n'était pas possible « si on essaye d'en écarter les communistes ».

En fait, M. Carrillo et les sept autres dirigeants communistes détenus à la prison de Carabanchel et inculpés d'association illégale à titre de dirigeants, pourraient être prochainement libérés sous caution et autorisés à circuler librement dans le pays, en attendant d'être jugés par un tribunal de l'ordre public dont plusieurs juristes du groupe « justice démocratique » contestent d'ores et déjà l'indépendance.

De notre correspondant

Madrid. — Les trois avocats de M. Santiago Carrillo et des sept autres membres du comité exécutif du parti communiste arrêtés à Madrid le 22 décembre, ont présenté ce lundi un recours formel contre la décision du magistrat du tribunal d'ordre public qui, le 24 décembre, les a inculpés de « séquestration illégale à titre de dirigeants ». Ces avocats sont le professeur Joaquín Ruiz-Giménez (dirigeant démocrate-chrétien et président du parti de la gauche démocrate) M. Manuel López et M. Antonio de Rato (membres du parti communiste).

Le magistrat, en prenant cette décision, a utilisé pour la première fois à cette occasion le nouveau texte de l'article 172 du code pénal, dont le paragraphe 5 (approuvé par les Cortes lorsque M. Carlos Arias Navarro était président du gouvernement et M. Manuel Fraga ministre de l'Intérieur) considère, parmi les associations illicites, « celles qui, soumises à une discipline internationale, se proposent l'instauration d'un système totalitaire » (1). Dans les attendus de sa sentence, le juge souligne que le délit a été commis après l'amnistie royale du 30 juillet 1976, ce qui permet de penser que les autres « délits » éventuellement commis par M. Carrillo avant cette date ont été amnistiés.

Personne ne croit que M. Car-

rillo et ses camarades resteront longtemps en prison. Il est en effet probable que, d'ici peu, leur sera appliqué le régime de la liberté provisoire sous caution. Dans les milieux judiciaires, on estime que les dirigeants communistes pourraient sortir de prison, deux par deux, à partir du 28 décembre et que cette opération durerait une dizaine de jours, jusqu'à ce que le secrétaire général du parti communiste espagnol soit remis en liberté.

La possible libération de M. Carrillo et de ses camarades ne résout pas l'un des problèmes les plus urgents qui se posent au gouvernement : celui de ses conversations avec l'opposition. Bien que le président Suárez ait accepté, le 28 décembre, de recevoir deux représentants de la commission de négociations de l'opposition (M. Enrique Tierno Galván, président du parti socialiste populaire, et Jordi Pujol, secrétaire général de la convergence démocratique catalane), il semble difficile qu'il admette une négociation avec le P.C. et le P.S.U. La commission, qui comprend neuf membres, dont M. Carrillo (ou son suppléant, M. Simon Sanchez-Montes), actuellement en prison avec lui, s'il est malade d'imaginer que le gouvernement puisse parler directement avec les communistes, il est peu probable que le parti communiste accepte que l'opposition démocratique négocie sans lui avec le gouvernement.

Pourquoi, dans ces conditions, M. Carrillo et ses camarades ont-ils été inculpés ? La loi semble bien avoir été appliquée d'une façon « sélective ». Comment expliquer en effet que le congrès

du parti socialiste ouvrier espagnol, qui est une association aussi illicite que le parti communiste espagnol, ait été autorisé à y a participer d'un mois ? Le quotidien libéral *El País*, dans son édition du 26 décembre, estime que « l'inculpation et l'emprisonnement du secrétaire général du parti communiste et d'autres hauts dirigeants de cette organisation, sont un symbole du manque de libertés publiques et de la dégradation juridique qui existe dans notre pays ».

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

LE P.C.F. ORGANISE UNE MANIFESTATION DEVANT L'AMBASSADE A PARIS

Le parti communiste français appelle à une manifestation à 18 heures ce lundi 27 décembre devant le siège de l'ambassade d'Espagne, avenue George-V. A cette occasion, M. Gaston Pilsont, membre du secrétariat du P.C.F., a déclaré dimanche 26 décembre :

« Santiago Carrillo et ses compagnons furent les initiateurs de la politique de réconciliation nationale en vue d'unir le peuple espagnol, de sortir le pays de la dictature et de lui assurer un avenir démocratique. Ils se sont comportés en dirigeants hautement responsables et patriotiques. [...] La défense des libertés est une et indissoluble. Tant que Santiago Carrillo et ses camarades ne seront pas libres, tant que le parti communiste d'Espagne ne connaîtra pas la liberté, il n'y aura pas de progrès démocratique et social en Espagne. P.S.U. et la Ligue communiste révolutionnaire se sont associés à cette manifestation ».

A Barcelone

UN « PLAN ANTISUBVERSIF » PROVOQUE UN MALAISE AU SEIN DE LA HIÉRARCHIE MILITAIRE

Selon des informations de sources militaires catalanes parvenues à Paris, un malaise se développe entre les capitaines et les commandants de la garnison de Barcelone en raison de la mise en œuvre du plan militaire de Catalogne et qui prévoit une intervention éventuelle de l'armée dans la répression des grèves et des manifestations.

Ce plan, baptisé « Cuccana », qui est entré en vigueur le 15 décembre (le jour même du référendum), a pour objet « d'assurer l'ordre et de remplacer » les forces de l'ordre dans leurs missions. Il a été élaboré par le colonel Luis Martínez Pozuelo, chef de la région militaire de Catalogne, et par le colonel M. Mayrales, en chef, comme un des dirigeants de l'extrême droite de Barcelone. Le « plan Cuccana » consiste à diviser la capitale en plusieurs zones vers lesquelles, en cas de besoin, seraient envoyées des sections de troupes armées, placées chacune sous les ordres d'un lieutenant.

Les capitaines et les commandants ne sont pas lucides dans ce plan, par manque de confiance en eux (ce furent des capitaines et des commandants de la garnison de Barcelone qui, en juillet 1974, avaient créé l'union militaire démocratique). La première phase du plan peut être déclenchée par le colonel Martínez Pozuelo, tandis que la mise en application de l'ensemble du plan dépend du général Gálvez, commandant la région militaire de Catalogne et ancien ministre de l'Armée du temps de Franco. Le « plan Cuccana » n'exclut pas la participation de certains groupes de civils ultras. Plusieurs capitaines et commandants ont d'ores et déjà protesté contre le « plan Cuccana ».

Un jeune homme se réclamant des Groupes armés pour la liberté en Europe a revendiqué, dimanche 26 décembre, au nom de cette organisation, la responsabilité de l'attentat à la bombe qui a endommagé, vendredi soir 24 décembre, la synagogue de Madrid. Par téléphone, il a donné lecture à l'agence de presse espagnole EFE d'une note de l'organisation dans laquelle celle-ci présente le sionisme et le capitalisme comme ses ennemis, et annonce qu'elle va passer à l'action.

AMÉRIQUES

Le ton monte entre le Pérou et le Chili à propos de l'accès de la Bolivie à la mer

De notre correspondant

Lima. — Les relations entre le Pérou, le Chili et la Bolivie traversent une période difficile depuis que le Chili a rejeté, le 19 novembre, la solution proposée par le Pérou pour permettre à la Bolivie d'avoir accès à la mer. Le Pérou suggère de créer une zone de « souveraineté partagée » entre les trois pays, au nord d'Atacama, la ville la plus septentrionale du Chili (le Monde du 28 novembre).

M. Hugo Banzer, président bolivien, a demandé, vendredi 24 décembre, au gouvernement chilien de renoncer à son désir de compensation territoriale et

au Pérou d'abandonner l'idée de la zone de « souveraineté partagée ». Le gouvernement bolivien, qui est à l'origine de toute l'affaire — il avait relancé lui-même la question de l'ouverture sur la mer — affirme aujourd'hui ses intentions pacifiques, tout en critiquant les « courses aux armements » des pays voisins. On déclare à La Paz que le gouvernement du général Banzer aurait notamment entamé des négociations avec plusieurs pays afin de

faire « reconnaître sa neutralité ». La Bolivie propose — elle — comme on le pense, des négociations tripartites ? Le gouvernement de Lima a déjà fait savoir, indirectement, qu'il serait disposé à y participer. Le journal *El Mercurio* de Santiago, de son côté, exprimant vraisemblablement un point de vue semi-officiel, considère que de telles conversations à trois seraient « inacceptables » puisqu'elles laisseraient à la question de l'accès de la Bolivie à la mer une « dimension bilatérale » entre la Bolivie et le Chili.

Les efforts diplomatiques se poursuivent. Le vice-amiral Jorge Parodi, ministre de la marine de Lima, a fait récemment une visite de quatre jours à Santiago, où il portait un message personnel du président péruvien à son collègue chilien. Durant la visite, les deux parties ont multiplié les déclarations de bonne intention. Plusieurs ministres ont, dans les deux capitales, insisté sur les bonnes relations entre les deux pays.

Le ton monte cependant dans la presse chilienne, et celle du Pérou s'est mise à l'impression. Étroitement contrôlés dans les deux pays par leur gouvernement, les journaux s'étaient jusqu'à présent abstenus de tout commentaire trop vif sur la question. Ils font maintenant tout pour rejeter sur la partie adverse la responsabilité de l'impasse actuelle, et ils ont entamé une vive polémique. Ainsi, un éditorial de *La Prensa* de Lima a qualifié le 28 novembre, d'« inacceptable, par son irresponsabilité », la « manière de jouer avec les faits internationaux » du journal *El Mercurio* de Santiago. Quant au Pérou, le *Chili*, la presse publique presque quotidiennement les déclarations d'organisations nationales de type professionnel, syndical, étudiant ou autre appuyant la position de leur gouvernement sur la question.

THIERRY MALINIAK.



Difficultés au Brésil

(Suite de la première page.)

La fin du miracle économique a entraîné une dégradation des perspectives politiques. La « révolution » a trouvé sa justification dans les taux de croissance accélérée, et sa base d'appui dans une bourgeoisie industrielle naissante et des classes moyennes reconnaissantes. En période d'austérité, de tels appuis diminuent considérablement. Ainsi, les milieux d'affaires sont-ils entrés dans une campagne contre l'administration en place. Depuis plusieurs mois, ils ont entrepris de démontrer, dans les journaux qui leur sont liés, comme le *Jornal do Brasil* et le périodique *Viso*, que le Brésil vit sous une dictature technocratique, dominée par la volonté du prince et soumise aux ukases des hauts fonctionnaires de l'Etat.

Les arguments ne leur manquent pas. L'Etat a créé une lourde machine de financement et de production, qui réduit beaucoup l'initiative privée (80 % des investissements sont publics). Son rôle est de diriger, de contrôler, de pratiquement de tout. Cela aboutit à une concentration, parfois caricaturale, du pouvoir. D'importantes mesures économiques ont été adoptées depuis un an (restrictions de crédit, limitation des importations, contrats passés avec l'étranger, réduction des programmes publics), sans que les milieux d'affaires se sentent consultés.

Le pacte qui les liait à la « révolution » est donc rompu. En 1964, ils avaient apporté aux militaires leur fidèle interprète. Douze ans après, c'est le même Magalhães Pinto, devenu président du Sénat, qu'ils poussent en avant pour réclamer une « libéralisation » de l'économie. Ils ne veulent pas, cependant, que celle-ci s'arrête aux portes des usines et que les droits d'association et de grève restent interdits.

Les apparences de la démocratie

Le miracle est fini. Geisel a échoué dans son projet de détente, dit-on dans ces milieux. La révolution a fait son temps. Le moment est venu pour les militaires de retourner aux casernes. C'est, personne ne croit sérieusement, la possibilité, pour le général Geisel, de succéder au général Médici. La manœuvre consisterait à faire de lui le vice-président d'un nouveau général-président, plus militaire que l'actuel chef de l'Etat. Ce pourrait être l'actuel ministre de l'Armée, le général Silvio Frota, dans la raideur en matière de « sécurité interne » est propre à rassurer les entrepreneurs.

Au sortir des élections municipales, qui ont donné au parti gouvernemental une avance confortable sur l'opposition, tout le monde songe déjà à 1978, date à laquelle seront renouvelés les gouverneurs et les diverses assemblées parlementaires. Si le général Geisel était fidèle à ses promesses de départ, les nouveaux mandataires seraient choisis au

suffrage universel — conformément à la Constitution. Il prendrait ainsi le risque de voir le M.D.B. obtenir la majorité au Sénat et emporter quelques postes de gouverneurs. Car le chef de l'Etat ne peut pas se faire d'illusions sur sa victoire de novembre dernier (et il semble bien qu'il n'en ait pas). Il a gagné, en ballonnant l'opposition et en déployant tout l'appareil de propagande gouvernementale dans un type de consultation qui, de surcroît, favorisait les choix conservateurs.

On devine, à de nombreux indices, que ce « risque » ne sera pas couru. Le M.D.B., par exemple, aurait toutes les chances d'obtenir le gouvernement du Rio-Grande-do-Sul, où il est majoritaire. Mais, déjà, court le bruit que les militaires ne pourront tolérer que cette région — « stratégique » entre toutes, car située à la frontière de l'Argentine — « tombe » aux mains d'une opposition dont plusieurs milliers de sympathisants ont récemment écrit à *Amnistie* et à *Liberté* lors de l'enterrement de João Goulart.

Plusieurs projets de réforme politique, visiblement inspirés en haut lieu, sont actuellement suggérés par les inconditionnels du régime. Ils visent soit à ajourner à 1980 les élections prévues pour 1978, soit à remplacer le suffrage direct par le suffrage indirect, pour offrir à l'Armée le parti gouvernemental, une victoire sans problème. De nombreuses combinaisons ou innovations sont envisagées. Toutes sont destinées à barrer la route au M.D.B. et à la ligne révolutionnaire doit rester parallèle à la ligne démocratique, sans être absorbée par elle », écrit l'extravagant *Viso*, le bulletin du système. Autrement dit, les militaires veulent rester maîtres du jeu, tout en gardant quelques apparences de démocratie.

Une telle perspective assombrit les dirigeants de l'opposition, prêts à composer avec le chef de l'Etat, mais pas au point de renoncer à toute chance électorale en 1978. « Le M.D.B. a étouffé la contestation violente, dit M. Saturnino Braga. S'il était victime d'un nouveau coup de force, une telle contestation pourrait très bien resurgir ». Apparemment, c'est dans les milieux militaires qu'un nourrit le moins d'illusions sur les prochaines initiatives politiques du général Geisel : « S'il fait des élections en 1978, il mettra tous les diables dans son jeu pour les gagner. La croissance économique, qui favorisera l'opposition, ne lui permet pas de maintenir des élections au suffrage universel. Elle ne nous permet pas non plus de nous, militaires, d'abandonner le pouvoir, même si nous en avions envie. En période difficile, il faut à la tête du pays un homme et dans les conditions actuelles, ce ne peut être qu'un général ».

Le successeur probable du président Geisel est même déjà connu. Il s'agit du général João Baptista de Figueiredo, chef du S.N.I. (Service national d'information). « C'est le militaire qui sera le plus mûr pour assumer la présidence », dit-on. En 1978, le général Figueiredo aura passé

États-Unis

Dans une interview à « Time »

M. CARTER SE PROPOSE DE RENCONTRER M. BREJNEV AVANT SEPTEMBRE 1977

M. Carter, président élu des États-Unis, déclare dans une interview à *Time*, qu'il espère rencontrer M. Brejnev avant septembre 1977 et « jeter alors les bases d'une réduction radicale des armements nucléaires ». Il révèle qu'il a déjà eu, par l'intermédiaire de ses échanges avec M. Brejnev, les Soviétiques lui ont laissé entendre qu'ils pourraient accepter une interdiction totale des essais nucléaires, sous réserve d'un droit d'inspection sur place.

M. Carter, qui a été désigné « homme de l'année » par *Time* (les seuls précédents à ce honneur ont été Franklin Roosevelt en 1932 et John Kennedy en 1960), affirme également qu'une éventuelle participation des communistes aux gouvernements français et italien précéderait beaucoup les États-Unis. La réaction américaine à cette éventualité dépendrait, selon M. Carter, de cette participation, mais aussi de l'ampleur « de la perte du respect et de la confiance des citoyens de ce pays » dans le processus démocratique.

LES COMMANDES AMÉRICAINES DE PRODUITS MANUFACTURÉS ont progressé de 0,8 % en octobre, pour atteindre 94,3 milliards de dollars. Les commandes de biens durables ont augmenté de 2,1 % (à 47,6 milliards), mais celles de biens non durables ont reculé de 0,6 % (à 46,7 milliards). En revanche, les livraisons de produits manufacturés ont baissé de 0,3 %, tombant à 93,6 milliards de dollars. — (A.F.P.)

M. Arthur Hedges, directeur du bureau de Paris de l'agence américaine U.P.I., vient d'être élu président de l'Association de la presse anglo-américaine de Paris pour 1977. Les vice-présidents sont Mlle James Goldsmith et M. Robert Mauthner (Financial Times).

Union soviétique

Selon les « Izvestia »

M. BOUKOVSKI EST « UN INDIVIDU À MOITIÉ ILLETTRÉ ... AUX ALLURES DE BANDIT »

Moscou. — Les *Izvestia*, journal du gouvernement soviétique, ont publié, samedi soir 26 décembre, une violente attaque contre M. Vladimir Boukovski, qualifié d'« idiot de la propagande occidentale ».

Selon les *Izvestia*, M. Boukovski « n'a enrichi nul domaine de la connaissance de l'après-guerre, n'a pas écrit un seul livre, n'a fait aucune découverte scientifique », et cela « pour cette bonne raison qu'il a eu du mal à terminer ses études au sein d'une université pour son incapacité totale ». C'est un « individu à moitié illettré, malade mentalement, qui essayait de compenser son infériorité intellectuelle et de s'affirmer par le biais de l'extrémisme, de provocations et d'actes de terreur ».

Le journal qui estime que les « anticomunistes préjugés » se sont emparés de Boukovski, accuse le dissident d'avoir « ouvertement proclamé la nécessité d'une lutte armée contre le pouvoir du peuple » et d'avoir, dans ce but, coopéré avec des « centres occidentaux de sabotage » qui lui fournissaient les moyens de « transmettre en secret des renseignements menaçants ».

C'est, concluent les *Izvestia*, un criminel de droit commun, un agent stépendé des anticomunistes étrangers, un homme aux allures de bandit, qui est présenté comme le martyr de la vérité.

LA « PRAVDA » CRITIQUE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

La *Pravda* est revenue samedi 25 décembre sur le congrès de l'Internationale socialiste qui s'est tenu à Genève du 28 au 30 novembre. La *Pravda* note que le bilan de ce congrès n'a rien de positif. « Il y a eu, précise-t-elle, la position adoptée par les leaders sociaux-démocrates pour semer la division dans le mouvement communiste, des conseils pour faire ou pour ne pas donner de réponse favorable à l'appel de la conférence des partis communistes européens de Berlin en vue d'une coopération sur un pied d'égalité ».

Trouv, quotidien des syndicats soviétiques, a également attaqué M. Boukovski. Il le portait que trace à trois traits : « les Izvestia » intéressera les innombrables témoins de la propagande qui ont pu voir cet « individu à moitié illettré... aux allures de bandit ». Il est vrai, certes, que M. Boukovski, qui a passé en prison ou en camp près de la moitié de sa vie, n'a guère eu le temps de faire de découvertes scientifiques. Mais, continuons à en questionner le malade mental. Il a quand même composé un ouvrage (« Une nouvelle maladie mentale en U.R.S.S. : l'opposition »), publié en France au début de l'année 1976, et qui a été traduit en quelques langues. Il y fait preuve, une fois encore, d'une vertu apparemment peu prise des propagandistes soviétiques : le courage politique.

Les autorités soviétiques ont libéré les militants juifs assignés à résidence à la suite de l'interdiction d'un symposium sur la culture juive en U.R.S.S., mardi dernier. On apprend, d'autre part, que M. Ilya Levin, dont la demande d'émigration en Israël a été rejetée à plusieurs reprises par les autorités de Moscou, a été arrêté le 23 décembre et condamné à quinze jours de prison pour « parasitisme ».

Un groupe de soutien aux grévistes de la fonderie de la prison de Vladimir, en U.R.S.S., a été constitué. Des communistes soviétiques habitant Paris ont également donné leur adhésion. Plusieurs formes d'action ont été envisagées : organisation d'une journée de grève de la faim en signe de soutien ; conférence de presse de M. Boukovski à Paris ; établissement de contacts avec Amnesty International ; envoi de courriers et de livres aux grévistes de la prison de Vladimir. (Adresse : M. Basile Karlinsky, 225, avenue Daumesnil, Paris-12^e. Tél. : 828-51-65.) Ce comité annonce d'autre part que la potasse dissidente soviétique Youlia Voznesenskaya, arrêtée à Leningrad (le Monde daté 26-27 décembre), a commencé une grève de la faim. Il déclare également qu'un des fondateurs du Mouvement pour la défense des droits de l'homme, M. Vladimir Borissov, résidant à Leningrad, âgé de trente-trois ans, vient d'être à nouveau arrêté et placé dans un hôpital de type normal.

هكذا من الأهل

ASIE

Japon

M. Fukuda a dû composer avec la faction de M. Tanaka pour former le nouveau gouvernement

De notre correspondant

Tokyo. — Bien qu'il compte des éléments jeunes, le cabinet formé le 24 décembre par M. Fukuda (« le Monde » daté 26-27 décembre) ne satisfait guère ceux qui attendaient un renouveau du parti libéral démocrate (P.L.D.). Les partis d'opposition, qui, contrairement à ce qu'avait déclaré le premier ministre avant sa nomination, n'ont pas été consultés sur la composition du gouvernement, ont affirmé que le nouveau cabinet est en contradiction évidente avec la volonté populaire exprimée aux élections du 5 décembre.

La question est de savoir comment peut fonctionner ce cabinet. M. Fukuda dispose, certes, d'une assise plus grande que son prédécesseur, M. Miike, au sein du P.L.D. Il n'est pas pour autant l'homme d'un « courant dominant », comme ce fut le cas, par exemple, de l'ancien premier ministre, M. Sato, qui était assuré du soutien total de son parti. M. Fukuda devra, pour sa part, négocier sa politique avec ses alliés libéraux démocrates.

Les clans Miike et Nakasone, qui se sont finalement ralliés à la candidature de M. Fukuda, ne lui témoignent pas de sympathie et ne l'aideront guère en cas de faux pas. Le pouvoir du premier ministre a pour assise, en plus de son propre clan, les factions de M. Ohira (secrétaire général) et de M. Tanaka (ancien premier ministre, impliqué dans le scandale Lockheed).

Il est paradoxal que M. Fukuda, qui a été élu par la Chambre basse avec une voix de majorité, doive sans doute son poste de premier ministre à M. Tanaka, son rival en 1972. L'ancien premier ministre est en effet (avec M. Hashimoto, ancien ministre des transports, lui aussi impliqué dans l'affaire Lockheed) l'un des deux députés indépendants à avoir voté pour M. Fukuda.

Dix députés libéraux démocrates et indépendants ralliés au P.L.D., qui, normalement, soutiendraient la candidature de leur président, ont « mal » voté. Le secrétaire général a expliqué cette anomalie en disant que, nouvellement élus, ceux-ci ne connaissent pas encore les mécanismes de la Diète.

En fait, la faction de

M. Tanaka (que celui-ci ne dirige plus officiellement depuis qu'il a démissionné du P.L.D.) apparaît comme la cheville ouvrière du nouveau gouvernement. Certains commentateurs vont jusqu'à dire qu'il s'agit d'un « troisième cabinet Tanaka ». L'ancien premier ministre, pratiquement cloîtré dans sa somptueuse demeure de Tokyo, depuis le 5 décembre, a reçu à plusieurs reprises des « émissaires » de M. Fukuda. Outre le poste de président du conseil exécutif du P.L.D., les membres de la faction de M. Tanaka ont obtenu trois portefeuilles, dont ce qui ne manque pas de piquant dans le contexte de l'affaire Lockheed, celui des transports.

La « dette » qu'a contractée le nouveau premier ministre à l'égard de M. Tanaka pourrait avoir des conséquences sur l'enquête concernant le scandale Lockheed et sur le procès de l'ancien premier ministre, qui doit commencer le 27 janvier. Il est évident, constatent certains journaux, que lorsque les fonctionnaires du ministère des transports seront appelés à témoigner au procès de M. Tanaka, l'influence qu'exercera leur ministre ne sera pas négligeable.

L'association des tempêtes du printemps

Un autre courant devrait également faire sentir son influence sur le gouvernement Fukuda : la droite du P.L.D. M. Tatsuo Tanaka (qui n'a aucun lien de parenté avec l'ancien premier ministre), nouveau ministre du commerce international et de l'industrie, est, par exemple, un membre influent du « lobby » sud-coréen.

Les milieux sud-coréens de Tokyo ont d'ailleurs accueilli avec un soulagement évident l'arrivée au pouvoir de M. Fukuda. On estime dans ces milieux que les demandes répétées de M. Fukuda à Washington de ne pas changer de politique à l'égard de Séoul pourraient offrir un « prétexte » à l'administration Carter pour différer la décision éventuelle d'un retrait des troupes terrestres américaines stationnées en Corée du Sud.

Autre symptôme de l'orientation à droite du gouvernement Fukuda, la présence dans le cabi-

net, pour la première fois, de deux membres de la Seirankai (Association des tempêtes de printemps), dont M. Ishihara, directeur de l'Agence pour l'environnement. Jeune écrivain devenu homme politique, celui-ci fut l'un des fondateurs d'un mouvement qui a pour particularité d'être le seul au sein du P.L.D. à revendiquer son appartenance à l'extrême droite.

Créée en 1973, la Seirankai préconise la restauration des pouvoirs de l'empereur et la consolidation des liens avec le « monde libre », notamment la Corée du Sud et Taïwan. Ses membres ont scellé leur pacte pour cette « mission historique » par l'échange de leur sang, comme le faisaient les jeunes officiers en 1930. L'association a grandement contribué à la chute de M. Tanaka. Rédigée par la suite à un noyau de cinq membres, elle a porté son soutien au gouvernement Miike et demandé énergiquement la poursuite de l'enquête sur l'affaire Lockheed (la cible étant toujours M. Tanaka).

Après avoir dû faire l'apologie des factions et des groupes de pression au sein du P.L.D., le nouveau premier ministre va voir sa tâche compliquée par les difficultés qu'il ne manquera pas de rencontrer à la Diète. L'opposition n'est certes pas en mesure de faire prévaloir ses vues, mais elle peut gêner le gouvernement au Parlement. Pour conserver la haute main sur le jeu parlementaire, comme il l'a fait pendant deux décennies, le P.L.D. aurait dû obtenir 271 sièges (il n'en a que 261). Aussi, pour la première fois, perd-il la présidence de quatre commissions : il n'a plus la majorité dans une dizaine d'entre elles, dont celle, fort importante, du budget. M. Fukuda devra donc trouver des alliés dans l'opposition. Dans le cas contraire, les projets de loi risquent d'être bloqués un certain temps en commission.

M. Fukuda a certes fait preuve d'une grande habileté pour accéder au poste de premier ministre. Pourra-t-il concilier, et surtout dominer, les courants divergents qui l'ont mené au pouvoir ? L'éditorialiste du quotidien *Yomiuri* commente ainsi la situation : « Si le gouvernement Miike était un petit bateau sur une mer agitée, celui de M. Fukuda semble une frêle embarcation lancée sur des rapides. »

PHILIPPE PONS.

AFRIQUE

République Sud-Africaine

DES AFFRONTEMENTS ENTRE AFRICAINS FONT DIX-NEUF MORTS DANS LA RÉGION DU CAP

Le Cap (Reuter). — Dix-neuf morts et quatre-vingt-dix blessés ont été le bilan de violents affrontements qui ont opposé des Africains pendant le week-end de Noël dans deux cités-dortoirs proches du Cap, Nyanga et Gugulethu.

Les autorités sud-africaines rapportent, lundi 27 décembre, que des centaines de familles noires ont quitté les deux agglomérations au cours de la matinée avec leurs biens placés sur des charrettes pour fuir la zone trouble.

PREMIÈRE « PLAGE MULTIRACIALE »

Port-Elizabeth (Reuter). — Pour la première fois, les Sud-Africains de toutes races purent se baigner sur une même plage. Le conseil municipal de Port-Elizabeth vient en effet de décider de faire élever les panneaux assignant des emplacements aux Blancs, Métis, Indiens, Malais et Chinois. Les Noirs étaient exclus de la plage. Le secrétaire du conseil municipal, M. N.W. Anderson, a expliqué qu'une autorisation avait été demandée aux services du plan pour créer une « plage multiraciale ». Les panneaux ont été élevés et ils ne rappelleront pas à moins que l'ordre ne soit donné de les remettre en place. « En attendant, rien ne s'oppose à ce que Blancs et autres Sud-Africains se baignent ensemble », a-t-il dit.

La plupart des quatre-vingt-un détenus politiques, dont la sortie de prison imminente avait été annoncée par M. James Kruger, ministre de la justice sud-africain, ont été remis en liberté, a annoncé mercredi 22 décembre M. Van Der Merwe, sous-secrétaire d'État à la justice.

Parmi les premières personnes libérées figurent Mme Fatima Meer, sociologue et chef de la communauté indienne de Durban, et M. Barney Ngikane, soixante-quatre ans, journaliste et président de l'Institut des études africaines. — (Reuter.)

La médiation saoudienne sur le Sahara occidental aurait tourné court

De notre correspondant

Alger. — On déclare, dans les milieux officiels algériens, « s'accorder aucun crédit à la campagne déclinée par les Marocains et leurs journalistes », à la suite du V^e congrès de l'Union des journalistes arabes, qui s'est tenu à la mi-décembre à Alger. Cette déclaration nous a été faite dimanche 26 décembre, à la suite de rumeurs persistantes selon lesquelles un « sommet », réunissant les présidents Boumedienne, Assad, Sadate et les rois Hassan II du Maroc et Khalid d'Arabie Saoudite, se tiendrait prochainement à Riyad, en vue de trouver une solution à la crise du Sahara occidental.

C'est principalement la médiation saoudienne, entamée par le prince héritier Fâhd et poursuivie par le ministre des Affaires étrangères, le prince Saoud El Fayçal, qui est à l'origine des rumeurs concernant un éventuel rapprochement entre l'Algérie et le Maroc. Tout le monde a remarqué que le prince Fâhd avait été accueilli à Alger comme un ci-devant. Il est vrai, précisait-on

dans certains milieux occidentaux, que, lors de l'annonce de la « marche verte », le gouvernement de Riyad avait été divisé et que le roi Khalid avait tranché en faveur de l'envoi symbolique d'un petit contingent saoudien au Maroc, alors que le prince Fâhd y était hostile. On a également noté que le prince Saoud El Fayçal, chef de la diplomatie saoudienne, a passé plusieurs jours à la chasse avec le colonel Bencherif, membre du conseil de la révolution et commandant de la gendarmerie.

Compte tenu du rôle joué par Riyad dans le monde arabe en général et dans la solution de la crise libanaise en particulier, l'Algérie pouvait difficilement écarter la médiation saoudienne. Toutefois, au cours des entretiens, le président Boumedienne aurait rappelé que son pays défend un principe, celui de l'auto-détermination, et souligné une fois de plus que le conflit n'opposait pas l'Algérie au Maroc, mais Rabat et Nouakchott au peuple sahraoui.

« Manœuvres d'intoxication »

Par la suite, on a laissé discrètement entendre dans les milieux bien informés que la médiation avait tourné court. Par conséquent à l'égard de Riyad, on a évité de le dire officiellement. Dans le même temps, des journalistes marocains venus à Alger pour le congrès de la presse arabe ont été reçus par un ministre et par M. Messadia, responsable du département orientation et information du parti. Ce sont ces entretiens, indiqués-on, qui ont relancé, sans fondement, les rumeurs concernant la réunion d'un « sommet », et des journaux du Proche-Orient, dont *Al-Ahram* au Caire, leur ont fait écho.

M. Ould Sallak, ministre sahraoui de la R.A.S.D. (République arabe sahraouie démocratique) affirme pour sa part qu'il s'agit là de « manœuvres d'intoxication » destinées à démolir l'opinion et les gouvernements à l'approche du « sommet » extraordinaire africain sur la crise du Sahara occidental (prévu pour le premier trimestre 1977), en tentant de faire croire que cette crise est en voie de règlement. Interrogé au sujet d'une suggestion concernant la « création éventuelle d'un État sahraoui dans la partie du territoire qui a été attribuée à la Mauritanie,

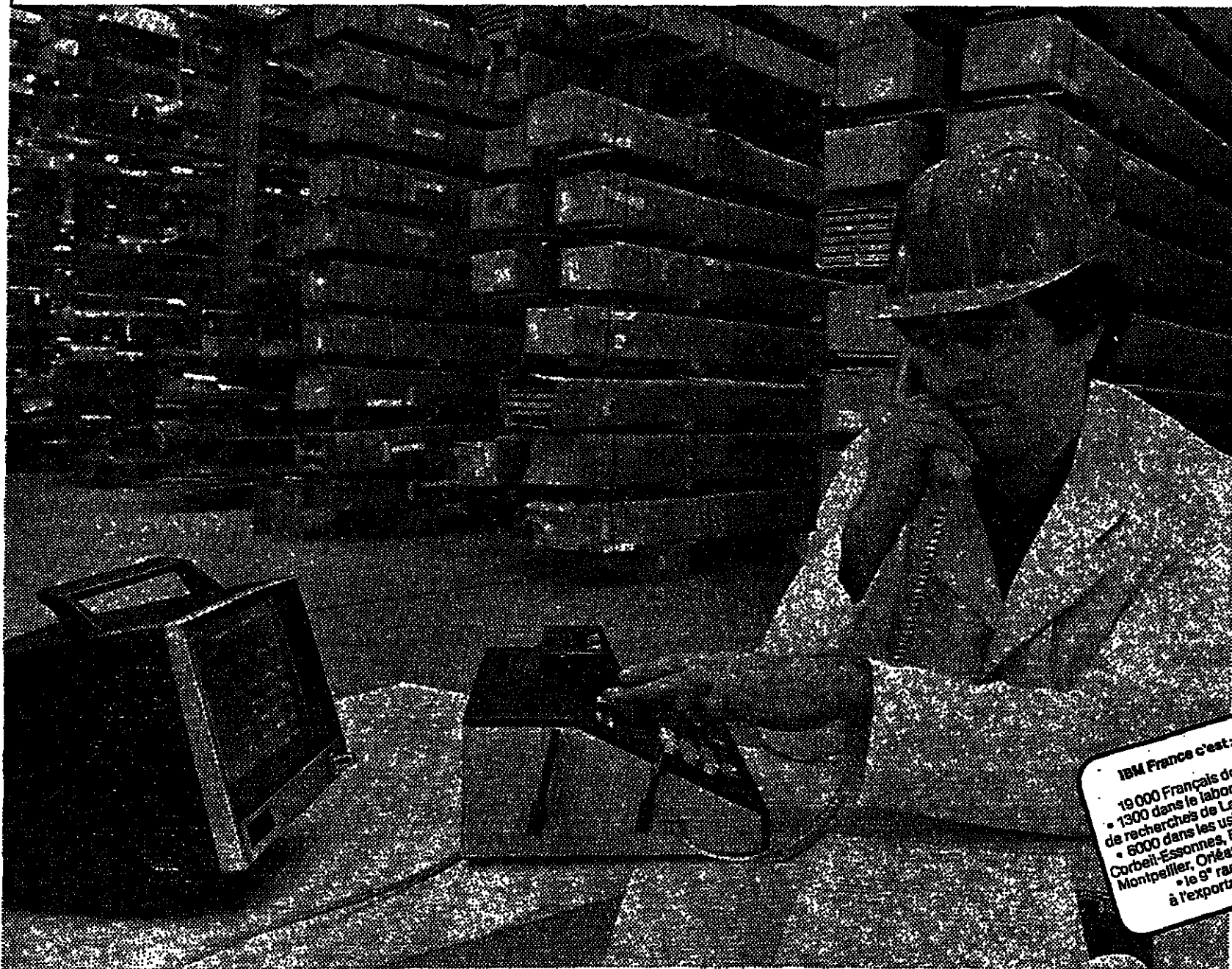
M. Sallak a rejeté cette idée, en faisant remarquer avec ironie que c'est la partie la plus pauvre de ce territoire.

Il a affirmé en outre que, sur le plan militaire, les forces sahraouies continuent à marquer des points. L'offensive actuelle baptisée « Châliid (martyr) » et « Ounil », du nom du secrétaire général du Front Polisario tué dans l'attaque de Nouakchott en juin dernier, a abouti, selon lui, à des résultats et a permis notamment d'interrompre l'exploitation des mines de phosphates de Bou-Craa. En un an, a-t-il précisé, le train minéralier mauritanien a été attaqué trois fois.

En présentant récemment le bilan d'un an de combats, M. Ould Sallak a précisé que, selon un décompte arrêté à la fin septembre, treize mille Marocains et Mauritanais avaient été mis hors de combat, dont six mille cinq cent dix avaient été tués, tandis que vingt-cinq avions et hélicoptères étaient abattus. L'époque, les Marocains avaient admis qu'ils avaient été vingt-trois par mois. Les Sahraouis affirment enfin détenir à ce jour trois cent quarante-cinq prisonniers.

PAUL BALTA.

IBM 3750 : le téléphone qui donne à chacun son autonomie.



Chacun, dans son travail, fournit aux autres des informations. Mais généralement, il n'en reçoit pas assez en retour. Beaucoup perdent de vue très vite les effets de leur activité.

Dans les entreprises dotées d'un ordinateur, le système IBM 3750 permet de confier travail et contrôle à la même personne. Elle est ainsi responsable de la saisie des données, elle maîtrise mieux sa contribution et peut, à chaque instant, en connaître le résultat.

Cet enrichissement de la vie professionnelle n'est plus le privilège de quelques-uns : l'autocommutateur électronique IBM 3750, système intégré de gestion des communications, permet à chacun de dialoguer avec l'ordinateur dans le cadre de son travail.

Il augmente, en outre, votre sécurité, multiplie les services rendus par votre téléphone et vous offre la maîtrise de votre emploi du temps. Il procure ainsi à chacun une meilleure efficacité dans sa fonction.

L'IBM 3750 est l'instrument de communication qui vous aide à vous sentir mieux dans votre entreprise.

IBM

IBM 3750. Améliore la vie des hommes dans l'entreprise.

IBM France c'est :
• 19 000 Français dont
• 1300 dans le laboratoire
de recherches de La Gaudie
• 8000 dans les usines de
Corbeil-Essonnes, Bordeaux,
Montpellier, Créteil-Boigny
• le 1^{er} rang
à l'exportation

هكزام الأتمل

AFRIQUE

APRÈS UNE RÉVOLUTION SANS LARMES

Un vent de liberté au Burundi

De notre envoyé spécial JEAN PLANCHAIS

...burundi, décembre. — Depuis
semaines, M. Michel Micombero
obsédé par la mort,
sident de la République du
i, ancien officier de police,
chef de l'Etat après avoir
à la monarchie des Mwambi,
homme intelligent, jovial, bien
la main lourde, grand ama-
bère et de longues soirées
suse compagne. Il se savait
solon. Au pouvoir depuis 1966,
gouvernait plus depuis 1972
il de l'ou un pays traumatisé.
l'année où une révolte des
l'ethnie majoritaire tradition-
ni dominée par une féodalité
a tutsi, avait abouti au mas-
le centaines de milliers d'hom-
d'adolescents.

...de la Toussaint 1976, le
ni reçoit, par téléphone, la
nication qu'il appréhenderait
zail suprême révolutionnaire
sa le somme de quitter le
M. Micombero consulte un
de dans le jugement duquel
siance, se met en liaison avec
chets militaires : n'est-il
néral et chef de l'armée ? A
don du chef d'état-major et
ficier trop compromis, il ne
que des pensées négatives.
sion est finie. Trop d'amis
couverts les trafics. Trop de
blanches qui avaient vieilli
ège cet homme de trente-
op de bâillons. Le Conseil
révolutionnaire désigne, le
mbra, comme chef de l'Etat
r le plus élevé en grade après
d'état-major, le colonel Jean-
Bagaza : celui-ci désigne
premier ministre, le lieute-
nant Edouard Nzabanza, bre-
géné et ancien ministre des
rts, tous deux âgés de trente

...te des morts ne fut cepen-
s fatale à Michel Micombero,
que son épouse continuait à
avec ses enfants au palais
niet, il était renvoyé sur « sa
». La colline est l'unité de
mmune dans ce pays monta-
où les villages sont l'except-
y est toujours, sous surveil-
u sous protection, mais libre
e à sa guise. Un petit coup
sans effusion de sang. Une
on de palais entre gens qui

...se connaissent et qui sont souvent
apparentés ? Trompeuses appa-
rences. Les jeunes officiers récem-
ment sortis des écoles militaires belges et
les civils qui travaillent à leurs côtés
voyaient plus loin qu'un changement
de président.

« Micombero, nous dit, au cours
d'un entretien sans formalisme, le
nouveau premier ministre, n'avait plus
d'idées. Son entourage et lui avaient
utilisé tous les moyens pour conser-
ver le pouvoir qu'ils avaient gardé
grâce aux événements de 1972. Tout
était défilant et tout le monde le
savait. Seule, l'armée (!) avait les
moyens de dire : « M. Micombero,
vous n'êtes plus en mesure de gou-
verner. » Seule l'armée pouvait
rendre possible la transformation
actuelle ». Quelle transformation ?
Les jeunes cadres, militaires ou non
— tous les cadres sont jeunes chez
nous, car la Belgique, toi comme au
Zaire, n'avait formé avant l'indépen-
dance que des techniciens mais ni
managers — ni intellectuels. —
frais émoulus des écoles militaires
et des universités, ont refusé les « mo-
dèles classiques des années 60.
« Socialisme ? Parlez à un paysan
avec sa vache, de socialisme, il ne
comprendra pas. Nous voulons don-
ner à tous les moyens de vivre et
d'être responsables. Nous voulons
protéger notre pays de la pollution
et de la destruction de la nature. »

Démocratisation et agriculture...
Démocratisation où le parti unique
l'UPRONA, fondé lors de l'indépen-
dance, joue un rôle essentiel. Il avait
perdu tout caractère représentatif et
n'était plus qu'un instrument du pou-
voir. Des élections doivent avoir lieu
dans les semaines qui viennent, sans
exclusivité, des cellules de base jus-
qu'à la commune : une commune
peut embrasser des milliers d'hec-
tares et des dizaines de milliers
d'habitants. Ainsi, l'administration
sera-t-elle contrôlée sur les lieux. Un
nouveau bureau national vient d'être
désigné. Il doit céder la place, après
les scrutins communaux, à un or-
ganisme issu des urnes. D'ores et déjà
les débats sont libres et la presse
s'exerce à son rôle de « contre-pou-
voir ».

premier ministre qui ajoute : « Le
nickel ne sera pas le pétrole du Bu-
rundi. »

Reste à effacer le souvenir de la
sanglante folie de 1972 dont l'image
des Burundis reste largement affec-
tée. Tandis qu'au Rwanda voisin les
Hutus d'origine bantoue avaient im-
posé par la violence leur loi aux
Tutsis, peuple hamitique de taille éle-
vée et de traits classiques, au
Burundi, où les mariages entre eth-
nies ne sont pas rares, des Tutsis
détenaient l'essentiel du pouvoir. Jus-
qu'à l'année terrible, les règlements de
comptes politiques avaient lieu « au
sommet » et n'étaient pas exactement
déterminés par des critères ethniques.
Aux élections pour l'indépendance,
ces derniers n'avaient d'ailleurs joué
aucun rôle. La révolte hutu, encoura-
gée par des éléments extérieurs
mal déterminés, eut sa capitale,
Rumonge, où des tracts annonçaient
la création d'une république popu-
laire. Ce fut une sorte de tuite en
avant, où la drogue, la superstition
et le machette furent les armes prin-
cipales. Elle fut déterminée par des
éléments économiques, par une inter-
prétation mal comprise de la notion
nouvelle de « majorité » dans un
peuple qui venait à peine de sortir
d'une monarchie féodale et par l'ex-
ploitation qu'avait faite la colonisa-
teur, peu avant son départ, des
luttes de clans. A partir de là et
d'autres éléments sociologiques et
politiques fort complexes, des gens
qui vivaient en bonne intelligence
et étroitement mêlés, se sont en-
traînés, parfois entre Hutus, saisis par
une peur mutuelle. L'Eglise catho-
lique elle-même, fortement majori-
taire, a été incapable de mettre fin
aux affrontements entre ses propres
fidèles. Les Tutsis l'ont emporté et
ont décapité l'élite hutu, qui, la veille

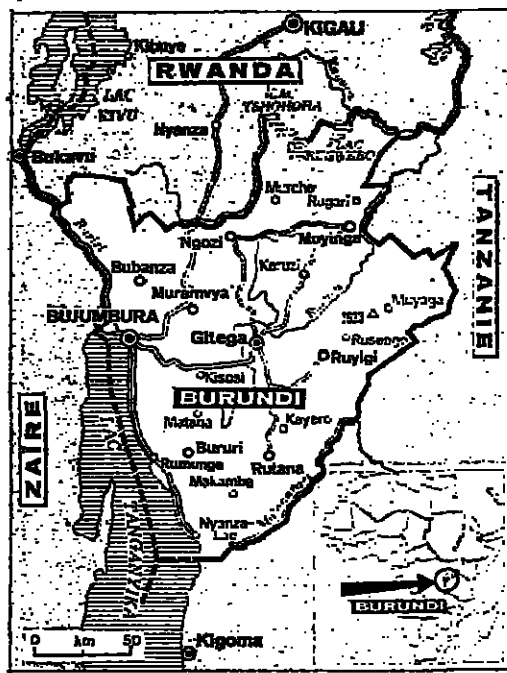
encore, avait sa place — restreinte
— au gouvernement.

Rumonge, parmi ses palmeraies,
entre lac et montagne, est aujourd'hui
une grosse bourgade qui revit peu
à peu. Des réfugiés sont revenus de
la brousse et des pays limitrophes.
La haine règne-t-elle toujours dans
ces cases souvent délabrées où règne
l'odeur de l'huile de palme ? Bien
difficile au journaliste de passage de
s'en rendre compte. A la mission
catholique italienne, on se montre
optimiste. Point de soldats, en tout
cas, ni de police visibles. Pour les
autorités comme pour la plupart des
observateurs étrangers, on n'observe
pas de signes d'une volonté de
revanche.

Comment le nouveau pouvoir —
essentiellement tutsi — compte-t-il
régler le problème ethnique ? « Par
la démocratisation et par une an-
térieure justice sociale », répond le
premier ministre. Reste à savoir si les
jeunes frères des garçons hutus qui,
en 1972, avaient été tués de la ter-
minale à la troisième, accéderont
à l'enseignement supérieur : un test.

La politique étrangère du nouveau
régime diffère peu de l'ancienne.
Aucune querelle ne l'oppose à ses
voisins. Le Zaïre fournit une énergie
électrique que Bujumbura n'arrive
pas à utiliser entièrement. Avec la
Tanzanie, des accords ont été con-
clus pour le transport, à des tarifs
spéciaux, des marchandises depuis
le port — encore embourbé — de
Dar-es-Salaam. On songe d'ailleurs
à prolonger le chemin de fer qui
relie le grand port à Kigoma, sur le
Tanganyika. Des études avaient été
faites par les premiers colonisateurs,
les Allemands. Mais les archives
burundaises d'avant la première
guerre mondiale se trouvent toujours
à Berlin-Est.

Avec la France, qui fournit déjà



Ancienne posses-
sion allemande
placée sous mandat
belge à la fin de
la première guerre
mondiale, le Bu-
rundi a accédé à
l'indépendance en
juillet 1962. La mo-
narchie fut abolie
en 1966. La super-
ficie du pays est
de 27 830 kilomé-
tres carrés. La
densité démogra-
phique atteint 153
habitants au kilo-
mètre carré. La po-
pulation, estimée
en 1971 à 3 615 000
habitants, se com-
pose principale-
ment de deux gran-
des ethnies : les
Hutus et les Tut-
sis. La capitale, Bu-
jumbura, compte
100 000 habitants.

une quarantaine de coopérants tech-
niques et culturels — l'un d'eux,
titulaire d'un C.A.P. de jardinier, a
créé dans la montagne, avec l'appui
des autorités locales, une centaine
de « dins scolaires », — « nos rapports
vont s'améliorer ».

Le premier ministre souhaite que
soit accordée une aide financière
actuellement très modeste. « Nous
recevons peu de visites d'hommes
d'affaires français. »

La présence soviétique en Afrique
suscite des craintes très nettes, d'ers
que les Chinois, nombreux mais dis-
crets et qui travaillent de leurs mains
à construire une route, se sont fait
apprécier par leur apparente simplici-
té et leur abstention de propagande
idéologique.

Au-dessus du Tanganyika, à une
dizaine de kilomètres du sud de
Bujumbura, une stèle de pierre ocre
porte deux noms et une date :
LIVINGSTONE-STANLEY - novembre

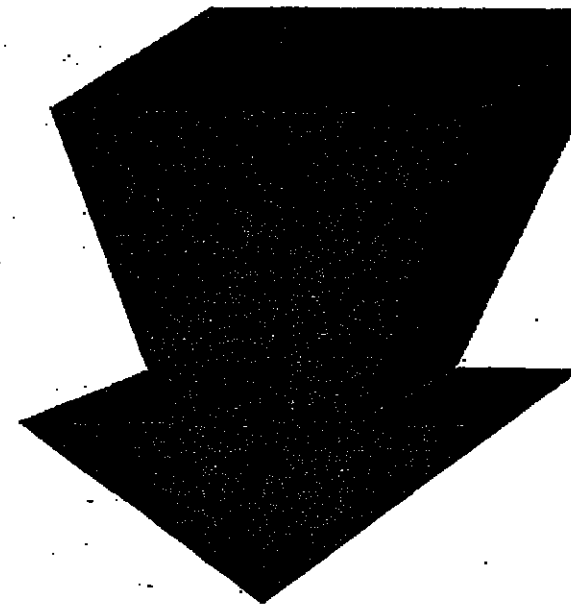
1870. C'est là que se rencontrèrent,
à la recherche des sources septen-
trionales du Nil, les deux explora-
teurs.

Sur une petite pelouse, un aïsal
joue le rôle de livre d'or : sur ses
larges feuilles aiguës, les visiteurs
ont gravé leurs opinions. On y lit
déjà : « Vive la révolution ! » Les
nouveaux dirigeants de Bujumbura
parviendront-ils, dans les trois années
qu'ils se sont fixées comme délai
pour amorcer leur action, à jeter les
bases de cet Etat paysan, nationa-
liste, dont ils rêvent ? La révolution
de novembre est trop jeune, la popu-
lation reste encore d'une méfiance
trop prudente pour qu'un pronostic
soit aisé. Du moins, un vent de liberté
d'une qualité assez rare souffle-t-il
pour l'instant sur les montagnes d'un
des plus petits et des plus beaux
pays de l'Afrique noire.

(1) Environ cinq mille hommes.

Commerçants, appliquez la baisse
et dites-le sur vos vitrines,
dès le 1^{er} Janvier.

la TVA. baisse...



nos prix aussi.

Pour vous aider à calculer vos nouveaux prix en
baisse, le Ministère de l'Economie et des Finances adres-
sera personnellement, à chacun d'entre vous, une notice
explicative.

L'Administration met à votre disposition, aujourd'hui
27 et demain 28 décembre, un service de renseignements
téléphoniques.

"Inter Service Commerçants" Paris: Tél. 524.13.33 ou 224.37.37 Province: Tél. 16.1.524.13.33 ou 16.1.224.37.37

Dès demain tous vos clients
connaîtront cette affichette.

« Choisir nos priorités »

urundi produit un café et un
excellente qualité. Paradoxale-
ment en apparence, le
régime ne veut pas dévelo-
per sa culture. Bien au contraire,
ux des dirigeants de la révo-
lution de l'un et de
n'a profité et ne profitera
is firmes étrangères et à une
te privilégiée M. Micombero
implacé la féodalité ancienne
le bourgeois d'argent peu
use mais aussi rapace. De
Burundi a bien mal profité
vies acquises en partie grâce
ntations. Sous de vastes har-
rés de la capitale, s'alignent
entaine de Mercedes et de
sugot noires destinées aux
d'Etats africains qui doivent
nir à Bujumbura. Qu'en fera-
sulte ? L'hélicoptère du pré-
jugé ruineux, est au rencart.
ngtains d'amis et de protégés
rs de M. Micombero, aux tor-
rop voyantes, acquises, assu-
dans le trafic des devises,
dre, des diamants venus du
dans la prostitution et dans
cussion, ont été, le 6 décem-
bré, conduits jusqu'à l'avion de
es. Expulsion sans larmes et
siet. Les intéressés — Yémé-
Greco, Portugais et Belges —
ur la plupart de solides comp-
banque à l'extérieur et leur
ra évoqué devant la justice,
nocents éventuels, affirme-t-on,
ni revenir et récupérer leurs

Tanganyika. Il existe des études sur
les semences sélectionnées pour
nos terres. Elles n'ont jamais été
utilisées. Des terres-moèles ont
été créées, mais les paysans n'ont
pas été associés à leurs travaux. «
Le grand spécialiste belge de l'agri-
culture burundaise a été lui aussi
prié de quitter le pays. Un peu de
nationalisme — on ne s'en cache pas
— et beaucoup de rancœur devant
des années de recherches sans résul-
tats visibles.

Tout l'avenir est donc orienté vers
des innombrables paysans (plus de
trois cents au kilomètre carré dans
certaines régions), qui vivent dans
leurs cases disséminées sur les pen-
tes. On leur apprendra que le bana-
nier n'a qu'une seule vie pour un
seul régime et qu'il épuise la terre,
que les multitudes d'enclos disper-
sés au flanc des collines déboisées
favorisent l'érosion et empêchent de
creuser les courbes de niveau qui
retiennent la terre.

Le regroupement en petites aggro-
mérations se heurte à des habitudes
ancestrales qui commencent d'ailleurs
à perdre de leur force. Le tout est
de ne point aboutir à désastreux
exode rural qui vide les campagnes
africaines au profit de bidonvilles mi-
sérables. Les coopératives doivent
amener le peuple des collines à
prendre conscience de ses droits
et de ses responsabilités ».

us voulons choisir nous-mêmes
priorités, dit encore le lieute-
nant Nzabanza. Le paysan sou-
disettes annuelles. Nous allons
per les cultures vivrières, afin
r à chacun les moyens de
ter. Les régions seront apé-
s : dans la plaine, les pro-
tropicaux, un peu plus haut,
le maïs et les céréales ; sur
sieux de l'Est, la canne à
pour notre consommation inté-
e celle de nos voisins ; sur
uteurs, l'élevage. Ajoutons l'ex-
n de la pêche dans le lac

L'Union nationale des étu-
s du Kamerun (UNEEK),
nce universitaire d'Antony,
G.102) organise le mardi
décembre, à 19 h. 30, un
ng de solidarité avec la lutte
uple camerounais, au Ciné-
de la résidence universitaire
onv

POLITIQUE

Le Noël de Mme Claustre

M. Giscard d'Estaing a déjeuné samedi 25 décembre au palais de l'Élysée avec Mme Treinen, mère de Mme Claustre, qui vient de passer son troisième Noël en captivité « quelque part dans le nord du Tchad ». Le chef de l'État, qui a regagné ensuite sa propriété d'Anthon dans le Lot-et-Cher, devait être de retour à Paris mardi 28 décembre. Il présidera mercredi matin le conseil des ministres et enregistrera dans l'après-midi du même jour son allocation de vœux qui sera diffusée à la radio et à la télévision le 31 décembre.

L'Élysée refuse de commenter l'invitation présidentielle. La mère de l'ethnologue avait rendu visite, au début de l'année, au chef de l'État pour lui demander de poursuivre ses efforts afin d'obtenir la libération de sa fille. Toutes les tentatives faites au cours des trois dernières années pour obtenir la remise en liberté de l'otage ont échoué les uns après les autres.

En septembre 1975, M. Hissène Habré, qui la détenait alors, ayant menacé d'exécuter Mme Claustre si une rançon de 10 millions de francs ne lui était pas versée immédiatement, le gouvernement lui fit parvenir la somme exigée, mais, en violation de ses engagements, le ravisseur conserva sa prisonnière.

Au début de décembre, l'annonce d'un ralliement de la faction des rebelles conduits par M. Hissène Habré au Front de libération nationale du Tchad (FROLINAT) du Dr Abba Sidick avait suscité de nouveaux espoirs, mais, malheureusement, rien n'est venu.

Lors de sa conférence de presse du 22 avril, le président Giscard d'Estaing avait fait état d'une

« importante initiative française » qui aurait été prise en faveur de l'ethnologue et dont la nature devait rester secrète. Mais l'inquiétude subsiste sur le sort de l'otage, qui, le 28 décembre, n'aura son Noël que quatre-vingt-troisième jour de captivité.

Dans cette affaire dramatique, le gouvernement français a accumulé les échecs, sans doute parce qu'il avait multiplié les tentatives : en tentant de négocier avec les ravisseurs, contrairement au gouvernement de Bonn, qui obtint très vite la remise en liberté de ses deux ressortissants ; en faisant ultérieurement trop largement confiance à M. Hissène Habré, sans s'assurer aucune garantie ; en envoyant à plusieurs reprises au général de Gaulle des lettres de réclamation différentes ; en s'en remettant intégralement au gouvernement de N'djamena, dépourvu de tout moyen d'action réelle contre les rebelles Toubous qui mettent ainsi à l'opinion publique le sentiment que le sort de l'otage est purement et simplement sacrifié à la cause de la coopération franco-tchadienne. — Ph. D.

La préparation des élections municipales

« CE QU'IL VOUS FAUT SAVOIR » SUR LE POUVOIR COMMUNAL

La collection « Ce qu'il vous faut savoir » des éditions Delmas publie une étude de M. Pierre Bruneau, maître-assistant à la faculté de droit et des sciences sociales de Poitiers, consacrée aux fonctions municipales. Après une courte introduction historique, politique et juridique, l'auteur examine la mécanique des fonctions électives (y compris celles qui concernent les régimes particuliers, comme Paris, Lyon, Marseille, auxquelles s'ajoutent désormais Toulouse et Nice), et le statut du personnel communal. Il ouvre enfin la lourde dorsière des finances municipales.

M. Bruneau relève que « cinq articles seulement de la Constitution de 1958 sont directement consacrés aux collectivités territoriales de métropole et d'outre-mer ». Malgré ce, il ne faut pas croire que cette situation soit due à une carence de dispositions générales, l'abondance, et parfois l'hermétisme, de l'ensemble de la législation sur ce sujet justifient certainement des efforts de vulgarisation de ce type. Vulgarisation qui reste d'ailleurs fidèle à l'esprit d'une collection dont l'ambition est de débrouiller notre maquis juridique en se gardant cependant des simplifications excessives. A quelques mois des élections municipales, candidats et électeurs y trouveront un certain nombre de précisions, et les réponses à leurs interrogations sur plusieurs importants points de droit. Les uns et les autres pourront utilement nourrir leur réflexion sur le pouvoir communal, le plus proche et pourtant le plus méconnu des citoyens. — B. B.

* Fonctions municipales, par Pierre Bruneau. Ed. Delmas et Cie, coll. « Ce qu'il vous faut savoir », 78 p.

A propos des élections européennes

LA « PRAVDA » CRITIQUE M. GISCARD D'ESTAING ET LE P.S.

Moscou (A.F.P.). — L'élection du Parlement européen au suffrage universel est une « violation directe » de la souveraineté des États de l'Europe de l'Ouest au profit de l'« hégémonie » américano-occidentale, écrit, dimanche 26 décembre, la Pravda, en citant les adversaires du projet.

L'organe du P.C. soviétique accuse sans ambiguïté les auteurs de ce projet, MM. Schmidt, Giscard d'Estaing et Andreotti, de vouloir « coordonner les intérêts

des monopoles internationaux », et « diviser les forces de gauche » en Europe occidentale. La lutte est devenue « aiguë » dans cette région du globe au sein du prétendu « Parlement européen », poursuit la Pravda. Elle rappelle que le P.C. français, une fraction de la fonction publique, le général de Gaulle et le parti travailliste britannique sont opposés à « l'idée de l'élection du Parlement européen au suffrage universel », contrairement au parti socialiste français « qui la soutient ».

M. Pierre LeFranc, président de l'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle, a déclaré, dimanche 26 décembre, à quelques jours de la décision du Conseil constitutionnel qui doit se prononcer avant le 3 janvier sur la conformité à la Constitution du projet de ratification de l'élection de l'Assemblée parlementaire européenne au suffrage universel direct : « Le problème est plus politique que juridique et a mis en lumière les profondes diver-

gences qui, sur ce sujet, séparent les Français. C'est pourquoi les membres du Conseil constitutionnel estimeront certainement qu'une décision de cette nature, et si lourde de conséquences, ne leur appartient pas et qu'elle doit être renvoyée à ceux dont l'avenir est en jeu, c'est-à-dire à tous les Français. En effet, c'est eux seuls qui ont le droit de décider s'ils acceptent ou de rejeter tout processus risquant de mener à une supranationalité ».

(Suite de la première page.)

En caricaturant à peine la réalité, nous avons jugé plus noble d'avoir un ministre de l'Industrie. Rares, en effet, sont ceux qui, au sortir d'une grande école, ont l'idée sage de créer une entreprise.

Mais on ne vole pas impunément la nature : par bonheur pour pour les individus, comme pour l'intérêt général, le détour productif des pantoufles, élevé dans certains ministères à la hauteur d'une institution, vient, par un phénomène quasi biologique de compensation, modifier à temps tout cela.

En sein même de l'administration, une tendance analogue s'est affirmée avec la montée en puissance de ces institutions : Conseil d'État, Cour des comptes, Inspection des finances, qui se sont donnés avec une tranquille simplicité l'appellation de « grands corps de l'État » : il est plus honorable de contrôler que d'être contrôlé, de juger que d'être jugé. La forme, toujours, l'emporte sur le fond. La parabole de Marthe et de Marie trouve, dans cette situation, une illustration saisissante.

C'est une grande chance que la noblesse, a dit Pascal. C'est vingt ans de gagnés d'un coup. Les grands corps gardent certains avantages objectifs. Ils constituent pour leurs membres une raison sociale valable, ainsi qu'un tremplin, un filet de sécurité et un organisme payeur. Mais leurs privilèges de fait s'érodent lentement. Parfois même, dans tel ou tel ministère, il peut sembler préférable d'être administrateur civil. L'inspection n'en garde pas moins l'assurance tranquille des fils de famille riches, qui peuvent ne pas vouloir l'avantage d'être « nés ».

Après tout, c'est peut-être là une attitude raisonnable.

Quel qu'il en soit, au sommet des administrations parisiennes, la combinaison de nos traditions centralisatrices et de l'instabilité ministérielle avait fait d'un certain nombre de hauts fonctionnaires, pendant le long déclin de la III^e République et tout au cours de la IV^e, les maîtres apparents de l'État : on se souvient plus de Philippe Berthelot ou des Carboneux que de tel ministre, les affaires étrangères ; de même, il y a trente ans, on connaissait mieux le nom de tel directeur des finances que celui de ses éphémères ministres. Un pouvoir ainsi dénué de contrepoids avait de quoi séduire des esprits brillants, attirés certes par le grif du service public, mais aussi, d'une façon moins avouable, par celui de la puissance sans risque. Cette dichotomie était contraire à la morale du pouvoir politique, procédé du suffrage universel, seule légitimité des temps modernes. Il n'y a pas de raison pour qu'un individu qui n'a pas été élu s'en attribue arbitrairement l'exercice. Au surplus, c'est le fonctionnaire qui est fait pour l'État et non l'État pour le fonctionnaire. Il faut se résoudre à cette condition seconde.

Après vingt années de stabilité politique, tout peut se combiner pour cette tendance à l'émancipation des hauts fonctionnaires : le prestige de la fonction publique a diminué d'une façon singulière. La stabilité ministérielle n'est pas la seule raison de ce retour à la normale. Le fait que le président de la République est de nombreux ministres — qu'ils aient ou non été élus — sont d'anciens fonctionnaires montre

Servir l'État

qu'il y a désormais ceux qui ont franchi le pas et ceux qui n'ont pas osé — ou n'ont pas voulu — le faire. De part et d'autre de ce Rubicon, si l'on parle la même langue, on n'adopte pas le même comportement : la position change la disposition.

Un fonctionnaire... devenu ministre n'a pas de révérence particulière envers ses anciens collègues. Il a été élu — ou choisi. Il est donc différent, et, puisqu'il est différent, il se sent supérieur. Il y a vingt ans, il était relativement facile à un directeur de ministère d'imposer sa volonté, sous couleur de technicité, à un vétérinaire bienveillant, à l'heure actuelle, même s'il tutoie son patron qui peut se trouver être un camarade de promotion de l'École d'administration, les liens qu'il a avec lui sont, en fait, de stricte subordination. Le pouvoir politique a monté d'un cran, et les directeurs ont descendu deux marches sur l'échelle de la puissance, puis, se sentant désormais entre eux et leur ministre le filtre permanent de cabinets qui constituent une administration parallèle. Il peut en résulter, chez les moins philosophes, une sorte de désenchantement qui se traduit à l'extérieur par une ironie de façade. Ce sentiment, si convenable en apparence, puisqu'il voile un désarroi purement personnel sous le masque d'idées générales, est parfois pris, à tort, pour une manifestation de désaccord politique. Il ne marque que la stérilité d'une caste qui se sent déclassée. Mais ce n'est pas d'elle que naîtra une fronde...

Le rôle des cabinets ministériels

J'ai fait plus haut allusion au rôle croissant des cabinets ministériels. Certes, ils fournissent un banc d'essai aux futures élites administratives et politiques, mais deux inconvénients viennent contrebalancer cet avantage : les cabinets permettent à des hommes trop jeunes, formés d'une façon abstraite à des arts d'agrement techniques, de prendre part à la formation de décisions essentiellement politiques. C'est ainsi que l'on peut perdre de vue, lors de la préparation de ces décisions, les aspirations, les craintes et les désirs de la France réelle et particulièrement de la province.

Il y a plus grave : le rôle excessif des cabinets enlève aux administrations compétentes non seulement toute initiative, mais aussi tout sens critique puisqu'elles ne conviennent plus, à tort ou à raison, leur rôle que comme celui d'un agent d'exécution. L'inévitable heurt avec le réel prend ainsi place à l'extérieur du processus de décision. Une défense immunitaire a sauté, minée par une déférence excessive. La fonction de conseil qui est non pas un droit, mais un devoir essentiel du fonctionnaire — pour peu qu'elle s'adresse à l'intérieur des filières hiérarchiques — tend ainsi à s'estomper, voire à disparaître. Une servilité, souvent inconsciente, mais réelle, annihile ainsi une des traditions les plus remarquables de notre administration, assez récente à vrai dire, puisqu'elle ne date que de la III^e République. On retrouve ainsi la vertu d'exemples plus anciens : la soumission aveugle et longue de la région. De qui est cette phrase étonnante : « Tous les mots de la langue, toutes les syllabes, nous paraissent précieux, parce que nous les regardons comme autant d'instruments qui doivent servir à la gloire de notre illustre protecteur... » Elle est d'un des plus grands écrivains qu'ait produits notre pays, Jean Racine...

On est ainsi conduit, tout naturellement, à examiner les répercussions sur la psychologie de la fonction publique de la tendance constante depuis le début de la V^e République, à une personnalisation accrue du pouvoir dont le terme de présidentialisation marque assez bien le sens et la limite.

Une réflexion d'ordre purement mécanique est ici nécessaire : les grandes décisions, évidemment, se prennent à l'Élysée. Or, tous les circuits administratifs restent branchés sur Matignon. Il est certain que, dans un tel système, les courtoises de transmission sont appelées à souffrir. Peut-être même certaines maladroites apparences s'expliquent-elles simplement par une inadéquation de cet état de fait. L'exécutif, en France, ressemble à ces animaux préhistoriques qui ont longtemps hésité entre deux genres : ni reptile, ni poisson. Un jour, il faudra choisir.

La tentation à la personnalisation...

tion du pouvoir conduit également à ceci : un fonctionnaire d'un certain niveau est incité, s'il veut accéder à des responsabilités réelles et détenir une parcelle de pouvoir par personne interposée, à attacher sa carrière à un homme. Ainsi s'introduit d'une façon discrète et presque honteuse, le « système des poulx », comme on dit aux États-Unis. Une telle évolution constitue un danger : chaque nation a son génie propre. Nous aurions tort d'aller dans cette voie plus loin que ne le justifie la nécessité de récompenser le talent reconnu et le surcroît de travail de quelques fonctionnaires.

En définitive, on aperçoit aisément que ces réflexions s'appliquent aux relations qui se développent à l'intérieur de ce que les mathématiques modernes appellent un ensemble. Cet ensemble

politique et administratif — est formé d'éléments qui, pour l'essentiel, sont recrutés parmi les anciens élèves d'une seule école : l'École nationale d'administration. Peut-être un jour un phénomène de rejet se manifestera-t-il dont pâtira cette classe de mandarins qui fourrit à l'établissement la quasi-totalité de ces jeunes messieurs ? Mais, dans l'immédiat, il paraît plus probable que l'emprise de l'ENA se perpétuera. Il n'est peut-être pas inutile, dans cette hypothèse, d'examiner les avantages et les inconvénients de l'existence et du fonctionnement de cette école.

JEAN-RENÉ BERNARD.

Prochain article :

L'IMPOSSIBLE ET NÉCESSAIRE RÉFORME DE L'ENA

Libres opinions

Conservatisme et rigidité

par JACQUES DE MONTALAIS (*)

L'ERREUR, regrettable, du Rassemblement de M. Chirac est d'être trop orienté, en termes d'affrontement, contre d'autres rassemblements, plutôt que centré sur ses propres propositions. Tel n'était pas le cas du rassemblement recherché jusqu'au bout par de Gaulle. Ne condamnerait-il pas, également, capitalisme et collectivisme ? Ne disait-il pas, en 1968, qu'une fois de plus la France était « exemplaire » ?

Toutefois l'erreur « chiracienne » ne lui est pas particulière. Le directeur pour l'Europe du magazine américain *Newsweek* raconte qu'un étranger ayant demandé dans un restaurant « si le bœuf qu'il avait devant lui était bien ce qu'il avait commandé », le garçon de répondre : « Ce n'est pas un tournedos, command ! » (1). L'anecdote caractéristique d'un grand nombre d'habitants de la région parisienne, chaque jour aggrava par leur irritant mode de vie, que l'ensemble du peuple français. Il reste que notre vie politique est un peu à l'image de cette abrupte condescendance.

C'est que les Français ne conçoivent jamais rien. Contestataires, parfois révolutionnaires, ils sont conservateurs jusque dans ses opinions les moins conservatrices. Épris de raison, il donne difficilement raison sur quoi que ce soit à un adversaire. Volontiers logiques, nous sommes cependant fort peu créatifs, quel qu'en dise la tradition, car nous ne « doutons » pas. Lorsque Français s'invectivent dans le catchisme aussi rigoureux et même, préférentiellement, aussi « scientifique » que le marxisme, le voilà inexpugnable comme un dominant sous l'inquisition. Et quand la mode touche les « intellectuels », la condescendance atteint des sommets comme chez le bourgeois des caricatures. Il est donc difficile de dialoguer, ne parlons pas de s'unir, même sur l'essentiel, puisque l'on cultive les différences en ne cherchant guère qu'à les accentuer. Et pourtant...

Si l'on campait moins sur ses positions ; si la théorie, toujours décevante quand elle est appliquée, je cédait quelque peu au pragmatisme ; si l'obstination, pour ne pas dire l'aveuglement, n'empêchait plus de reconnaître ce qu'il y a de positif chez l'adversaire, que de progrès ne deviendraient-ils pas aussitôt réalisables ! L'ancien premier ministre exilé, M. Orléans, battu, et pourtant de peu, aux dernières élections législatives, il est possible, dit-il en substance, que nous ayons voulu aller trop vite. Ou encore : nous ne ferons rien pour empêcher la réussite de ceux qui sont maintenant au pouvoir, ce serait nuire à la Subde. Ou encore (dans cette nation que les socialistes gouvernent depuis des décennies, où il n'y a point de nationalisations, mais où l'éventail des saïettes est bien plus fermé que dans telle superpuissance qui, pratique, le collectivisme depuis bientôt soixante ans) : la participation de tous aux bénéfices, aux responsabilités et aux décisions que nous voulons introduire, cela prendra vingt ans, trente ans peut-être... Et il est vrai que le nouveau premier ministre conservateur parle sensiblement le même langage pour l'essentiel. Ce qui montre que le consensus éventuel que l'on évoque ici n'est nullement impensable.

Mais quel représentant du pouvoir actuel ou de l'opposition à ce pouvoir parlerait-il en France de la sorte ? Aucun. Cela ne se fait pas. Ce serait concéder un avantage, admettre que l'on n'a peut-être pas raison en tout. Ce serait « avouer », « collaborer ». On ne le comprendrait pas. Car il ne s'agit pas de comprendre l'autre, d'admettre un quelconque point de vue de l'autre, il s'agit d'avoir raison en bloc. Et pourtant...

Si, par exemple, la participation « au capital, aux bénéfices et aux responsabilités » avait été appliquée, comme la voulait de Gaulle, à quels changements n'aurait-on pas déjà assisté ! Seulement les chefs d'entreprises étaient contre : ils craignaient à la fois de perdre leur autorité et l'action de syndicats révolutionnaires. Mais les syndicats aussi étaient contre : ils craignaient tout le contraire : l'affaiblissement de la lutte des classes. Enfin tout d'hommes politiques, officiellement gaullistes mais attentifs aux arguments du patronat et sourds aux vœux de la base, ne savaient guère leur chef qu'en paroles dans ce domaine. Conservatisme et rigidité, de toute manière, dans les trois cas.

De même si la décentralisation proposée par de Gaulle en 1969 avait été acceptée, que de premiers progrès seraient déjà accomplis ! Seulement l'ambition à cactus de l'un, l'hostilité systématique à l'égard du général des autres, enfin l'opposition au « régime » d'un grand nombre firent échouer le projet, et le clairvoyant se retira. Bref, si les Français n'abaissent pas comme des wagons sur leurs rails, si les partis et les partis pris n'étaient pas installés dans leur rigidité comme l'administration dans ses aveuglements, il pourrait naître un vaste consensus sur les abus flagrants à condamner, les réformes hardies à opérer, les institutions à maintenir et l'indépendance nationale à garantir, par la rigueur économique et financière autant que par la force de dissuasion.

Seulement, il y a le programme commun. N'est-ce pas ? Le marxisme, orthodoxe ou corrigé ; le macédoine, dont on se demande pourtant où il va ; l'Europe des utopistes... et le nouveau rassemblement qui, au nom de la liberté, est contre tout cela, mais dont les dirigeants, longtemps au pouvoir, découvrent bien tardivement les inégalités et les enrichissements absolument injustifiés que cette liberté — certes vitale mais en l'occurrence abusive — autorise ; des dirigeants, d'autre part, qui ne sont guère plus ouverts que ceux de l'autre bord à l'explication exhaustive, à l'accueil inélastique et, dès lors, à une entente éventuelle, même quand l'horizon s'assombrit, sur des solutions qui pourraient bien être des révolutionnaires sans révolution.

A croire que tous les hommes en place, quelle que soit cette place, protègent une sorte de professionnalisme politique, idéologique, syndicaliste, patronal ou administratif, comme les bénéficiaires de rentes de situation protègent leur état.

Conservatisme et rigidité. Parviendrons-nous un jour à nous en apercevoir ?

(*) Journaliste.

(1) *Le Monde*, 5 décembre 1976.

EN BREF...

M. Guy Ducloux, vice-président communiste des Hauts-de-Seine a adressé une lettre à M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, dans laquelle il lui demande de réunir le bureau de cette assemblée, dès le début de 1977. M. Ducloux souligne que le bureau examine la compatibilité des activités professionnelles de M. Marcel Dassault avec l'exercice de son mandat de député R.P.R. de l'Oise.

M. Mohamed Bouleïss, 41 ans, l'un des trois anciens barons qui observent la grève de la faim dans l'église des Carmes, à Carcassonne, a été hospitalisé le 26 décembre. M. Bouleïss, qui est le premier à entamer le mouvement le 27 novembre dernier, a eu un léger malaise dimanche après-midi.

Les deux autres harkis pouvaient leur grève. L'un d'eux, M. Abdallah Bouleïss, en est à son vingt-deuxième jour de jeûne. Les cinq anciens harkis qui faisaient la grève de la faim à Marseille depuis près de trois semaines, ont décidé, on le sait, de suspendre jeudi leur mouvement (*Le Monde* du 25 décembre).

هناك المثل

Des etu

RESPONDANCE
2 lettre du recteur
de Versailles

VENEZ
ACHETER VO
"DOSSIE

QUARTZ

Des étudiants sans étiquette

 Tobacco Research and Development Institute
Dr M. Ehrbar, Director.

ARMÉE

Sécurité de l'emploi et carrière stable...

D'avantage d'engagés dans les trois armées

Signe des temps : longtemps délaissée par rapport aux besoins, la carrière des engagements ou des rengagements au terme du service militaire a repris, et, actuellement, les trois armées enregistrent un accroissement de leur recrutement de volontaires, hommes du rang et sous-officiers.

Dans l'armée de terre, certains régiments connaissent un afflux de demandes de rengagement, qui a entraîné la courbe décroissante des entrées observée il y a quelques années seulement. Au point que, ne pouvant engager tous les candidats comme engagés volontaires spécialisés, engagés volontaires du rang ou engagés volontaires sédentaires (liés à une fonction précise), des chefs de corps en sont à conseiller à ces volontaires sous-officiers, voire officiers dans le cas des aspirants, de solliciter un emploi dans d'autres corps de l'Etat, les sapeurs-pompiers à statut militaire, les agents des eaux et forêts ou la gendarmerie, par exemple.

Le même phénomène est constaté dans la marine et l'armée de l'air, traditionnellement moins affectées que l'armée de terre par une baisse du recrutement. Plusieurs députés ou sénateurs, rapporteurs du budget de la défense au Parlement, ont noté cette évolution, les uns pour observer que le nombre des candidatures à l'engagement s'est maintenu à un bon niveau depuis 1975, les autres pour avancer que le recrutement, notamment de sous-

officiers, est redevenu d'excellente qualité. A cette double constatation, il faut ajouter que le nombre des départs chez les sous-officiers — au terme de leur premier contrat ou de leurs quinze premières années de service actif — a sensiblement diminué. Pour les sous-officiers de l'armée de terre, estime M. Pierre Nosi, député R.P.R. de l'Orne, l'insuffisance de ces départs conduit à un sur-effectif dont la résorption ne pourra être achevée qu'en 1978. Ce sur-effectif peut, du reste, bloquer momentanément la pyramide des grades et les promotions.

Deux raisons semblent à l'origine de ce renouveau du recrutement militaire. Une raison traditionnelle, d'abord, liée à la crise de l'emploi et au chômage, qui n'incite pas les militaires à quitter l'uniforme mais qui peuvent pousser de jeunes civils sans travail à s'engager. Une raison plus récente, ensuite, apparue avec l'adoption par le Parlement des nouveaux statuts d'officiers ou de sous-officiers, souvent avantageux pour la carrière des cadres.

Il est malaisé d'évaluer celle de ces deux raisons qui a compté la plus pour interrompre la décroissance du recrutement dans les armées depuis les deux ou trois dernières années. Cependant, force est d'admettre que de tels mobiles se rattachent, en réalité, à l'image que se font les engagés de la carrière militaire : celle d'une carrière stable et de la sécurité de l'emploi. — J. L.

RELIGION

DANS SON MESSAGE DE NOËL

Paul VI a défini l'humanisme chrétien

Dans son message de Noël, prononcé le 26 décembre devant une foule estimée à quarante mille fidèles, sur la place Saint-Pierre, Paul VI a défini l'humanisme chrétien qui « n'est pas plus l'humanisme moderne des siècles passés », ni « celui de tant d'esprits modernes, entortillés par l'illusion de pouvoir engendrer un humanisme à partir seulement du progrès scientifique et de l'évolution sociale ».

En rappelant que « l'humanisme chrétien commence avec la naissance du Fils de Dieu qui s'est fait fils de l'homme », le pape a exhorté les fidèles à honorer dans la naissance du Christ la vie naissante de l'homme.

« Honorer aussi l'homme qui qu'il soit, dans lequel se reflète la ressemblance de l'image divine du Christ, là où se fait davantage sentir le besoin de reconfort et d'aide. Honorer encore l'homme qui progresse dans la conquête de la Terre et de l'univers, à tout cela aussi Dieu l'a destiné. » Et, a-t-il ajouté, honorer finalement la vie de ceux qui sont morts dans la justice de Dieu et auxquels le Christ garantit sa paix et sa prodigieuse résurrection.

En France, plusieurs évêques ont évoqué dans leurs homélies de Noël « la difficulté qu'ont aujourd'hui les plus pauvres et les plus déshérités » (cardinal Marty).

« La fête de Noël, c'est une grande joie dans le monde triste et insatisfait », a déclaré Mgr Jean-Baptiste Brunon, évêque de Tulle.

Dans un message commun, les archevêques et évêques des douze diocèses de la région Midi-Pyrénées et du Languedoc ont attiré l'attention des fidèles sur le chômage et la récession économique dans le Sud.

Mgr Jean Bernard, évêque de Nancy, a évoqué pour sa part la situation dans la région lorraine, et s'est demandé si l'on pouvait encore fêter Noël quand « tant d'inquiétudes pèsent sur nous, depuis les redoutables suppressions d'emploi jusqu'aux épreuves personnelles ».

La situation internationale, la violence, la guerre, d'autres évêques en ont parlé, comme Mgr Roger Etcheberry, président de la conférence épiscopale et archevêque de Marseille, dont le message a été moins pessimiste : « Malgré les temps d'incertitude, d'insécurité, de violence, et les nouvelles d'aujourd'hui nous font rappeler — allusion à l'assassinat de M. de Broglie — Noël nous rappelle cependant que l'homme même bafoué, blessé, écorché, est un membre de Dieu, c'est-à-dire un membre de la famille de Dieu ».

Enfin Mgr Henri Lheureux, évêque de Perpignan, s'en est pris à certaines régions dans le monde où : « Il n'y a pas de Noël tranquille ou chaud. Il y a Jésus qui naît dans les poulx de l'Est, les fétides du Cameroun, et les paniers de crânes de l'Occident. Il y a Jésus qui naît immigré, prisonnier misérable, il y a Jésus qui naît de trop dans les pays du tiers-monde et qui est tué avant de naître dans les pays de l'abondance ».

JEUNESSE

Une enquête de l'OFAJ...

LES JEUNES ET LES ÉCHANGES FRANCO-ALLEMANDS

Quatorze ans après sa création, en application du traité de coopération franco-allemand ratifié le 22 janvier 1963 par le général de Gaulle et le chancelier Adenauer, l'OFAJ (OFAJ) a tenté de cerner l'image que se font les jeunes de quinze à vingt-quatre ans des deux rives du Rhin de l'autre pays ainsi que leurs connaissances et leurs opinions sur les échanges franco-allemands.

De l'enquête par sondage menée au début de 1976, auprès d'un échantillon d'un millier de jeunes dans chaque pays, il ressort que les jeunes Français et jeunes Allemands connaissent encore assez mal l'autre pays et qu'ils ont des stéréotypes : ordre et discipline d'une Allemagne économiquement forte d'un côté, douceur de vivre d'une France riche d'attraits touristiques de l'autre.

D'après cette enquête, « la R.F.A. intéresse un Français sur six tandis que la France séduit un jeune Allemand sur trois ». Les responsables de l'OFAJ se déclarent disposés à tenir compte des enseignements de cette enquête, notamment pour mettre en œuvre la nouvelle orientation décidée lors du dernier conseil d'administration de l'Office : développer les échanges de jeunes salariés qui sont pour le moment sous-représentés par rapport aux écoliers et aux étudiants.

★ OFAJ, 6, rue Gastimir-Delavigne, 75006 Paris. Tél. 01-34-04.
★ D.F.J.W., 524, rue Rodier, 75017 Paris. Tél. (229) 111.

SCIENCES

LE KOWEIT VEUT ACQUÉRIR DES « MINI-REACTEURS » NUCLEAIRES

Koweït (A.F.P.). — Le Koweït vient de lancer un appel d'offre international en vue de l'acquisition de « mini-réacteurs nucléaires » destinés à la production de l'énergie électrique, apprend-on de sources officielles koweïtiennes. M. Abdel Aziz Hassan, ministre d'Etat pour les affaires de la présidence du Conseil, a indiqué, dimanche 26 décembre, à la presse que trois pays occidentaux : la France, l'Allemagne fédérale et les Etats-Unis avaient fait savoir qu'ils étaient intéressés par ce projet. « L'important pour le Koweït est que les réacteurs soient en service à partir de 1982, et cet élément sera pris en considération quelle que soit l'identité du pays intéressé par le marché », a affirmé M. Hassan, qui s'est abstenu de donner des précisions sur le nombre de réacteurs ou la valeur du contrat.

● NOUVEL ORDINATEUR CHEZ UNIVAC. — Univac, division informatique du groupe américain Sperry Rand, vient d'annoncer la sortie d'un grand ordinateur — le 1100/80 — qui sera disponible dans le courant de 1977. Cette machine, mue par une nouvelle étape dans la miniaturisation. Son volume est trois fois moins important et sa puissance bien plus grande que ceux du plus puissant des ordinateurs de la ligne 1100 d'Univac.

JUSTICE

ARRÊTÉ PAR LA POLICE ISRAËLIENNE

L'homme d'affaires Flatto-Sharon est visé par une demande d'extradition des autorités françaises

A la demande de la police française, la police israélienne a arrêté, dans la nuit du 24 au 25 décembre, M. Samuel Flatto, qui fera incessamment l'objet d'une demande d'extradition.

A Paris, on fait valoir que cette demande d'extradition n'est pas fondée sur une fraude fiscale. En effet, la convention franco-israélienne — qui fut signée à l'occasion de l'affaire Lipiski, autre financier français réfugié en Israël, — ne permet pas l'extradition lorsqu'une accusation de fraude fiscale en est le seul fondement. Mais on indique que le mandat d'arrêt international, lancé le 10 décembre dernier, contre M. Flatto-Sharon, avait pour base une affaire d'escroquerie et d'abus de biens sociaux, probablement l'affaire dite de la Paternella.

Jérusalem. — Arrivé en Israël en 1973, M. Samuel Flatto a bénéficié de la loi du retour, qui accorde à tout juif désirant s'installer dans le pays la nationalité israélienne. Devenu citoyen, il prend aussitôt un nom hébreu et devient Shimon Shalom. Très vite, il s'installe dans les affaires, et particulièrement l'immobilier. Ses moyens financiers paraissent illimités, et on le trouve à la tête de nombreuses entreprises dont les ramifications s'étendent bien au-delà des limites trop étroites pour lui de l'Etat d'Israël. Un grand mystère entoure ses activités, qui ont des centres nerveux notés à Panama et au Liechtenstein : on ne connaît pas l'origine des sommes considérables qu'il brasse dans ses multiples affaires et peu de personnes connaissent l'identité des investisseurs qui lui apportent leurs capitaux.

Le groupe Flatto-Sharon ayant investi près de 30 millions de dollars dans divers grands projets, toutes les portes de la capitale israélienne lui sont largement ouvertes. Ses libéralités en faveur d'œuvres de bienfaisance, ses grandes réceptions dans sa somptueuse villa de la banlieue

De notre correspondant

de Tel-Aviv, font rapidement de lui un personnage central du Tout-Tel-Aviv. Il se fait photographe — et fait publier les photos dans la presse — aux côtés du premier ministre, du ministre des finances ; il se lie d'amitié avec le maire de la grande cité. Les affaires qu'il crée le mettent en rapport avec les milieux influents de la finance et de l'industrie. Avec l'ex-général Shmouel Gonen, qui commandait le front sud lors de la guerre d'octobre 1973, il fonde la société D.N.I.T., qui exporte du matériel de guerre israélien. En association avec la société Solel-Boneh, entreprise de travaux publics dépendant de la centrale syndicale Isradrouh, il est en train de réaliser un gigantesque projet de construction au Venezuela et vient de se rendre acquiescer de biens immobiliers à New-York.

Cinq passeports

Dimanche 26 décembre, M. Samuel Flatto était conduit par des policiers devant un juge du tribunal de Jérusalem afin d'obtenir un mandat d'arrêt pour une durée de quinze jours. Le policier qui a présenté la requête a déclaré avoir la demande de la police française en attendant que soit engagée la procédure d'extradition. M. Flatto-Sharon était accompagné de ses avocats israéliens et de son conseil parisien, M. Claude Guet.

Lorsque le juge a demandé au policier s'il croyait que M. Flatto pourrait tenter de fuir dans la crainte de son extradition, le policier a répondu par l'affirmative et a révélé que cet homme d'affaires, recherché par la justice française, n'avait en sa possession pas moins de cinq passeports et deux faux-contrats, tous d'origine israélienne et établis aux noms différents que M. Flatto a eus à un moment de son existence : Shalvitch, Flatto-Sharon et des combinaisons de ces différents noms.

Le juge a cependant estimé que si le ministre de l'Intérieur avait cru pouvoir accorder tant de titres de voyages à M. Flatto, c'est qu'il avait sans doute de bonnes raisons de le faire. Il n'en

a pas moins décidé de le libérer sous caution d'une caution sans précédent : 10 millions de livres (1,76 livre = 1 franc), mise sous séquestre de ses biens et retrait de tous ses passeports.

Une machination antisioniste ?

Pour empêcher l'extradition, les défenseurs de M. Flatto Shalom semblent vouloir placer toute l'affaire sur un terrain tout à fait différent de celui sur lequel elle se situe pour l'instant. Devant le magistrat du tribunal de Jérusalem et devant la presse, les avocats ont présenté leur client comme la victime d'une machination antisioniste. Cette démarche de la police française, après trois ans de silence, n'est-elle pas, ont-ils fait valoir, une conséquence directe de la publication récente en France du livre *L'Internationale des citoyens d'Israël* (le Monde du 2 novembre), dans lequel M. Flatto demande à tous les juifs du monde de prendre la nationalité israélienne ?

Mais si les Israéliens étaient convaincus que M. Flatto est recherché pour délit d'opinion, l'accord d'extradition franco-israélien ne jouerait pas. Pour difficile qu'il soit de prendre au sérieux un tel argument, dont toute la presse a fait état, il demeure pas moins que la demande française du vendredi 24 décembre, confirmée par une seconde d'émarche le dimanche 26 décembre, se repose sur une infraction postérieure à 1973.

Ce n'est certainement pas la seule question qui mérite d'être éclaircie dans cette sombre histoire. Le journal *Messier* se demande si « toutes les personnes nées qui ont eu des rapports avec M. Sharon et qui ont accepté si volontiers tous ses investissements » pourraient ignorer les accusations portées contre lui par la justice française. Et si le ministre israélien de l'Intérieur a été si libéral dans l'octroi de tant de passeports, n'est-ce pas — comme le soufflait un officier de police qui ne cachait pas son mécontentement devant la décision du magistrat — parce que le parti national religieux était maître de ce ministère et que M. Flatto avait résumé offert un million de dollars pour la construction d'un foyer d'étudiants religieux ? Ce foyer, selon le vœu de M. Flatto, porte le nom de William Simon, secrétaire d'Etat américain au Trésor, qui était à Jérusalem le jour de la remise du chèque. Le ministre israélien était venu en personne dans les salons du Hilton remercier le généreux donateur en présence d'une foule considérable d'invités et de nombreux photographes.

ANDRÉ SCHEMAMA.

A LA COUR DE CASSATION

Responsabilité de la mère et responsabilité de l'employé

Réunie pour la dernière fois en cette fin d'année sous la présidence de M. Raoul Combaldiéu, qui prend sa retraite, la chambre criminelle de la Cour de cassation a statué sur une question de responsabilité civile : il s'agissait de savoir si une mère veuve peut être déclarée civilement responsable de son fils mineur habitant avec elle lorsque ce dernier a commis une infraction pénale sur le lieu et pendant le temps du travail au service de son employeur.

En l'espèce, le jeune B., employé dans une brasserie de Sedan, avait, au cours d'une discussion survenue dans l'atelier avec un autre travailleur, l'assauté à coups de poing et de poignets, blessant ainsi le jeune B., décédé à son camarade un direct du poing au visage qui l'avait expédié à terre et mortellement blessé. L'autopsie a établi que B. était finalement décédé par les assés des Ardennes pour le crime de coups ayant entraîné la mort sans intention de la donner, sa mère était déclarée civilement responsable de son fils

mineur et condamnée, d'une part, au paiement des frais de l'instance criminelle, d'autre part, à la réparation du dommage causé au travailleur de la victime, partie civile.

An nom de la mère, qui avait formé un pourvoi contre l'arrêt de la cour d'assises des Ardennes, M. Armand Lyon-Caen soutenait que le mineur échappait à la surveillance et à la garde de sa mère pendant qu'il était subordonné au commandement sous les ordres duquel il travaillait.

Statuant sur le rapport de M. Falva, conseiller, et les conclusions de M. Aymond, avocat général, la chambre criminelle a cassé l'arrêt civil statué en tant qu'il a déclaré la mère civilement responsable de son fils mineur et renvoyé l'affaire devant la même cour d'assises autrement composée et statuant sans l'assistance du jury. Elle a estimé en effet que la motivation de cet arrêt civil ne lui permettait pas d'exercer son contrôle sur la légalité de la décision rendue.

PRIX DE GROS
G.C.A.
Chocolats - Champagnes - Vins
Alcools - Fois Gras - Joints
Marques Prestigieuses

103, rue de Turenne
75003 PARIS

Ouvert du lundi au samedi
de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h

LA GRANDE
A tous les étages, dans tous les rayons, des centaines
Galerias Lafayette

هكذا من الأصل

JUSTICE

SOCIÉTÉ

REGARDS

Aubusson, comme Alençon

Ce pouvait être l'histoire banale d'une rixe qui finit mal, par une nuit noire, au beau milieu de la grand-rue d'une sous-préfecture endormie, la conclusion logique d'une querelle d'alcooliques qui ferait libre et photo parmi les faits divers du journal local. On en parle le lendemain, et on oublie... Mais, cette fois, l'histoire est devenue une affaire : elle trouble et inquiète. Elle risque même d'avoir dérangé quelques paroissiens d'Aubusson et de Fallet, qui, venus fêter la naissance de Jésus, ont entendu, le soir de Noël, leur curé parler de violence et de racisme.

Violence ? Racisme ? Quelle idée dans ce coin de Creuse, pays abandonné des siens et qui se meurt lentement dans l'indifférence générale. Pourtant, un homme est bien mort, un Algérien âgé de trente-six ans, agité en pleine rue, en pleine nuit, de deux balles d'une Winchester 22 long rifle.

C'était le 11 décembre, un samedi. En arrivant à Aubusson ce soir-là, MM. Elaid Djennat et Mohammed Benabed ne savent pas trop ce qu'ils pourraient faire. Ils veulent seulement s'amuser, oublier un peu les bassesses du chantier, le boulot des « trois-huit », et le samedi qui se creuse, à 30 kilomètres de là, depuis bientôt un an. Ils ne sont jamais venus « à la ville » : comment auraient-ils donc su qu'elle n'est, passé le dîner, qu'un entracte de rues désertes et de ruelles sombres ? Une lumière blafarde, à travers des rideaux sales, éclairait encore une salle de bistro, la dernière ouverte, le seul à avoir la permission de minuit. L'enseigne au néon n'est plus qu'un vague souvenir. Le « club », c'est évident, n'a jamais beaucoup soigné son image de marque.

Mérite-t-il pour autant la piètre réputation que les braves gens d'Aubusson lui accordent ? Les « on dit », les ragots, ont eu vite fait de transformer ce repaire de « couche-tard » en caboulot peu recommandable. Plaque de truands à la petite semaine, murmurent les uns ; rendez-vous de drogue, chuchotent les autres ; on s'ennuie même que la traite des Blanches... Il faut bien qu'Aubusson trissonne.

Les deux immigrés, eux, n'avaient cure des bruits et des rumeurs, qu'ils ne connaissent même pas. Ils s'installent, commandant un premier verre. Il n'y en aura pas d'autre. Que s'est-il donc passé ? Les quelques témoins ont le verbe rare et leurs versions diffèrent. Une dispute futile s'est élevée, c'est sûr, entre

les Algériens et un client, M. Gérard Grosset, un habitué de la maison, dont il fut, un temps, le cogérant. Le patron, inquiet pour sa licence, s'empresse de mettre tout le monde à la rue. Une minute plus tard, des coups de feu éclatent : M. Elaid Djennat s'effondre et meurt sur le trottoir. Son compagnon, touché à une jambe, tente de s'enfuir. M. Gérard Grosset, la Winchester sous le bras, rentre chez lui, juste en face.

Eberlue, même si chacun hésite à manifester trop ouvertement ses réactions, les Aubussonnais ont peine à comprendre ce qui est arrivé. A ceux qui invoquent le racisme ordinaire et quotidien, ils répondent, sceptiques, que rien, dans ce pays moribond, ne saurait créer ou entretenir un tel sentiment collectif. « On sont donc, chez nous, les Français qui viennent voler le pain des Français ? Il n'y a même pas de pain à voler », explique un jeune professeur. Les ateliers de tapisserie n'ont, il est vrai, guère l'habitude de recruter leur main-d'œuvre de l'autre côté de la Méditerranée. Aujourd'hui moins que jamais : l'heure est aux licenciements.

Ni quartier réservé aux allures de casbah ni « I.L.M. transformées en goulis ». Les bonnes distribses s'effacent ailleurs en d'autres temps pour justifier l'injustifiable n'ont pas, ici, la moindre prise. On aurait quelques mal en Creuse à dénicher ce prétendu « seuil de tolérance » au-delà duquel la présence de l'étranger — surtout s'il est de type méditerranéen prononcé — deviendrait insupportable. Il y a bien quelques Turcs perdus dans une forêt qu'ils défrichent et exploitent pour le compte de sociétés spécialisées dans le bas salaire ; des Maghrébins, cantonnés dans leurs baràques, sur les rails charnières importantes soumissionnées par de grandes compagnies marseillaises ou parisiennes ; des Portugais, dont nul ne s'est jamais plaint, dans certaines entreprises du bâtiment. Mais rien de plus. Aucune base « objective », « sociologique », à un quelconque phénomène de rejet.

L'autre bord

Un homme pourtant a payé de sa vie la couleur de sa peau. A la suite, dira-t-on, d'un incident local. C'est d'un incident banal (entre des antagonistes en nombre à peu près égal, mais qui n'étaient pas de même race). Si on ne croit guère à l'explosion brutale d'un racisme répandu et latent, bien des Aubussonnais refusent cependant

de classer l'accident au compte d'un hasard trop bien venu pour qu'on ne cherche pas plus loin. « Qu'on le veuille ou non, Gérard Grosset, le meurtrier, est aussi une victime », explique ainsi un notaire de la place. « Victime d'un milieu et victime d'une embuscade, il était de ces déçus qui, certains par là, n'hésitent pas à employer pour quelques tâches subalternes, mais musclées... »

Tout le monde n'est pas aussi prudent à Aubusson. On cite des noms — un fonctionnaire influent ici, ou bien encore le maire d'un bourg voisin. On parle d'une « officine » dont les services « recrutent de préférence parmi les plus gros gabarits », on désigne discrètement tel commerçant que « a pris sa carte pour éviter la saïe », tel autre dont les fils se sont bien « casés » grâce aux recommandations pressantes de gens très haut placés. Sans doute faut-il faire la part des choses, de la rumeur, des vieilles rancunes et des rivalités de canton. Il reste que le climat devient inconfortablement malaisé dès qu'il s'agit de politique dans ce coin de France, que l'on croirait abandonné tranquillement à son triste destin.

A Fallet, surtout (10 kilomètres d'Aubusson), fait « tenu » par la majorité dans une Creuse encore marquée par ses vieilles souches radicales, il ne fait pas toujours bon d'être « de l'autre bord ». M. Antoine Loulergue, soixante ans, dirigeant de la C.G.T., le sait mieux que quiconque. Attiqué et frappé dans la rue, un soir, vers 18 heures, il a porté plainte et désigné ses agresseurs. C'était dix jours avant le drame d'Aubusson. « On les connaît bien, dit-il, ils paraissent tous des qu'un de leurs patrons arrive. Le vieux cagiste ne se fait guère d'illusions. La thèse d'une erreur de navigation est généralement admise par les experts.

Celle d'Aubusson est trop grave pour connaître le même sort. Elle a déjà des suites et finira dans un procès d'assises. « Faut-à-dire, lance un ami du meurtrier, mais ce n'est pas perdu d'avance ». Et appelle le précédent de Fiers (Orne), où des jurés ont acquitté, il n'y a pas si longtemps, un homme accusé, lui aussi, d'avoir tiré sur un Algérien (Le Monde des 16, 20 et 23 novembre). Il ajoute, presque gouaillard : « On ne va tout de même pas prendre quinze ans pour un bougnou... »

DOMINIQUE POUCHIN.

FAITS ET JUGEMENTS

La patente n'est pas permis de chasse.

Pour avoir blessé d'un coup de feu un consommateur qui refusait de quitter son établissement, Bernard Guérin, cinquante ans, tenancier d'un débit de boissons à Mathieu (Calvados), a été condamné, le 23 décembre, à six mois de prison avec sursis, le tribunal correctionnel de Caen. Il devra, en outre, payer francs d'amende et verser à la victime une somme de 100 francs. Le 24 décembre 1976, Guérin avait tiré sur M. « Mi-Françoise, vingt et un ans,

qui, particulièrement agité, avait pénétré dans la cuisine du café et refusait d'en sortir. Quelques jours plus tôt, le jeune homme avait causé des dégâts à l'établissement et menacé la femme de M. Guérin.

Déclarant qu'il n'y avait « ni provocation, ni légitime défense », M. Eric de Montgolfier, substitut, devait déclarer à l'audience : « La patente n'est pas un permis de chasse ». Sur ces mots, le défenseur du commerçant, M. Jean-Marie Girault, sénateur (R.I.) et maire de Caen, s'est vivement indigné de voir « le représentant de la société paraître faire l'apologie de la canaille ».

Plasticage en Corse chez M. Ed. de Rothschild.

Un plasticage a été commis contre la maison du gardien d'une propriété appartenant à M. Edmond de Rothschild, entre Saint-Florent et Ile-Rousse, en Corse. La bâtisse a été détruite, ainsi que la voiture du gardien, M. Paul Mariani, sur laquelle les auteurs de l'attentat ont inscrit le sigle P.L.N.C. (Front de libération nationale corse). M. Mariani, qui s'était absenté pour les fêtes de Noël, n'a découvert le plasticage qu'en rentrant chez lui dimanche 26 décembre. — (Corresp.)

L'archevêque de Cantorbéry provoque des remous en évoquant le « droit de mourir »

Londres. — Tout en s'opposant catégoriquement à une légalisation de l'euthanasie, l'archevêque de Cantorbéry vient de jeter un pavé dans la mare en parlant sur un ton nouveau de ce qui paraît être à ses yeux le « droit de mourir ». L'archevêque Donald Coggan, s'adressant récemment aux membres de la Société royale de médecine, a estimé qu'aujourd'hui, peut-être, de chrétiens seraient encore partisans de prolonger artificiellement la vie des malades, quelles que soient les circonstances.

Citant le cas de Karen Quinlan, la jeune Américaine maintenue en vie par des moyens artificiels, l'archevêque a souligné que la décision de prolonger l'existence de la patiente avait été recommandée par les docteurs plutôt que par les prêtres. « Il est pro-

De notre correspondant

bable, a-t-il poursuivi, que nous sommes tous d'accord pour déplorer les événements qui, de manière effroyable, ont prolongé la vie — si tel est le mot convenable — du général Franco. L'archevêque a déploré aussi ce qu'il appelle la « conspiration du silence » autour de la mort. A ses yeux, il s'agit d'un sujet encore traité aujourd'hui comme l'étaient les problèmes sexuels dans le passé. Pour lui, lorsqu'un malade ne convient pas de jour à son chevet une « comédie » visant à lui faire croire que son rétablissement est possible.

Des réactions assez vives

Le refus de prolonger une vie par des artifices n'est pas, selon l'archevêque, un acte d'euthanasie. Il ne s'agit pas non plus d'euthanasie lorsqu'un administrateur des drogues calmantes à un patient, même lorsqu'une telle médication comporte le risque d'abréger « marginalement » la vie du consommé.

Des thèses de ce genre ne sont pas entièrement nouvelles chez les anglicans. Elles étaient formulées de manière assez explicite dans le rapport d'une commission ayant pour tâche d'étudier les « responsabilités sociales » de l'Eglise anglicane.

La société « pour l'euthanasie volontaire » estime que les propos de l'archevêque ne vont pas encore assez loin. Plus surprenant

est le fait que le docteur Richard Lamerton, président de la Société des droits humains, qui est fondamentalement hostile à l'euthanasie, paraît accepter la plupart des thèses de l'archevêque. « Le but de tout traitement médical, déclare le docteur Lamerton, est de rétablir la santé du malade. Si la chose est impossible, ce serait une erreur que de continuer le traitement. »

Un aspect de l'argumentation avancée par l'archevêque soulève toutefois des réactions assez vives. Le prêtre a soutenu, en effet, que les médecins ont aussi des responsabilités vis-à-vis des autres malades attendant de bénéficier de moyens trop limités du service national de santé. Au risque d'être « mal compris », comme l'écrit le Times, l'archevêque fait ainsi intervenir des considérations touchant le « rendement du capital » investi dans les services médicaux.

Même sur ce terrain le prêtre de l'Eglise anglicane trouve cependant des avocats résistants. Ceux-ci soutiennent qu'il lui aurait été facile de demander un accroissement des ressources publiques pour qu'aucun médecin ne se trouve jamais en face d'un choix impossible. Refusant une opinion assez répandue, l'éditorialiste de l'Evening Standard de Londres estime toutefois qu'il convient « de faire face à la situation réelle », en reconnaissant que lorsque la proportion des personnes âgées s'accroît constamment, tandis que les moyens dont dispose le médecin restent limités « des choix doivent être faits entre différents groupes de malades ».

JEAN WETZ.

FAITS DIVERS

● Le naufrage du paquebot égyptien Patra : 95 disparus. — Le dernier bilan du naufrage du paquebot égyptien Patra, dans la mer Rouge, publié par le journal égyptien Al-Ahram, fait état de 95 disparus sur 387 passagers et 94 membres d'équipage. Ce naufrage a été provoqué par un incendie survenu dans la salle des machines. Le port saoudien de Djeddah, le navire transportait des pétroles de retour à La Mecque. — (U.P.I., A.F.P.)

● Lourd bilan de la catastrophe aérienne de Bangkok. — Selon les autorités thaïlandaises, le bilan de la catastrophe au cours de laquelle un Boeing-707 égyptien s'est écrasé sur une usine près de Bangkok, pourrait être plus lourd que celui qui a été annoncé initialement. Les 43 passagers et 9 membres de l'équipage ont péri. De plus, les corps de 20 ouvriers de l'usine ont déjà été identifiés. D'après le chef de la police du nord de Bangkok, il y a encore une trentaine de cadavres d'ouvriers sous les décombres. La thèse d'une erreur de navigation est généralement admise par les experts.

● Vingt-trois personnes au moins ont péri dans un incendie qui a détruit, dans la nuit de samedi 25 au dimanche 26 décembre, un foyer de personnes âgées à Goudis, près de Saint-Sauveur. Les victimes sont des pensionnaires de l'établissement. Selon les autorités, tous les pensionnaires de l'établissement présents au moment du sinistre (entre vingt-trois et vingt-huit personnes) sont morts. — (A.F.P., A.P.)

● Un incendie criminel a entièrement détruit la salle du conseil municipal de l'île d'Ouessant (Finistère) dans la soirée du 24 décembre. Une bouteille de gaz destinée au chauffage de la mairie a été trouvée à l'intérieur de la pièce. La salle avait été renforcée il y a environ un an. L'incendie n'a pas été relevé. Pour M. Tico, maire d'Ouessant, il s'agit d'un acte de déséquilibre que d'un attentat. Un inconnu lui a téléphoné le lendemain pour annoncer que le central téléphonique de l'île allait sauter. Enfin, une bouteille de gaz vide a été découverte dans un autre bâtiment communal, la « maison du gouverneur », dont les portes avaient été fracturées. — (Corresp.)

● Citation à l'ordre de la nation. — Le 23 décembre, lors de l'attaque à main armée d'un supermarché de Châteaun-Thierry (Aisne) (Le Monde du 26 décembre), Richard Campion, inspecteur de police, est cité à l'ordre de la nation dans le Journal officiel daté 26-28 décembre.

S'ILS NE PEUVENT RIEN ILS VOUS LE DIRONT POUR VOS CHEVEUX AUSSI

L'EXPERIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cuir chevelus au cours de leur carrière. Ils savent ce qu'est un cheveu sain et un cheveu menacé.

L'AVIS D'UN SPECIALISTE

Rien ne peut expliquer le succès des méthodes de l'INSTITUT CAPILAIRE EUROCAP, si ce n'est leur sérieux et leur efficacité. Pour le confirmer, il suffit de prendre rendez-vous par téléphone ou d'écrire. Un SPECIALISTE vous consultera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les pos-

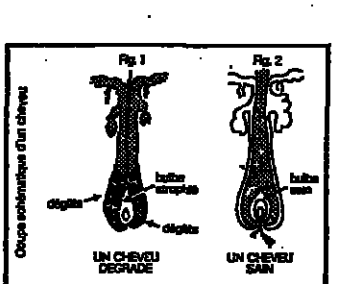
DES SYMPTOMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu hyper sensible ou tendu, des cheveux très secs ou, au contraire, se sont des manifestations d'auto-défense du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne se préoccupe de cette notion capitale. Elle a mis au point des produits hygiéniques traitant le cuir chevelu et favorisant ainsi la croissance naturelle du cheveu.

LA DIFFERENCE



stabilités d'amélioration, ainsi que sur la durée et le coût du traitement à suivre. Des traitements sont préparés pour les clients habitant en banlieue ou en province. L'INSTITUT CAPILAIRE EUROCAP est ouvert sans interruption du lundi au vendredi, de 11 h. à 20 h., et le samedi, de 10 h. à 17 h.

EUROCAP
INSTITUTS CAPILAIRES
4, rue de Castiglione
Paris (1^{er}) - Tél. 260-38-84
LILLE : 16, rue Falckherbe.
BORDEAUX : 34, place Gambetta
TOULOUSE : 45, rue de la Pomme
Tél. : 23-29-84
METZ : 34, rue Chapierne.
Tél. : 75-00-11.

INDRACLANE

le prix exceptionnels comme au bon vieux temps.

Galeries Lafayette

jusqu'au 21 janvier

SPORTS

1976 : L'année des Jeux olympiques

Une année sportive au cours de laquelle ont eu lieu des Jeux olympiques est regardée par rapport à cet événement. Vingt et une disciplines y ont trouvé leur consécration internationale, de sorte que chaque pays, pour ce qui le concerne, a pu dresser un bilan de ces quatre dernières années. Bilan positif pour les uns, plutôt négatif pour les autres, dont la France, à laquelle on fera pas croire que l'or d'une médaille vaut tous les trésors. Mais il est apparu plus que jamais, à la faveur des Jeux de Montréal, que la politique jouait un rôle de plus en plus grand sans que les autorités parviennent à le contrôler.

Cette « année olympique » a connu d'autres événements sportifs, parmi lesquels la traversée de l'Atlantique par des bateaux à voile ne fut pas des moindres. On attendait Alain Colas, ce fut Eric Tabarly qui toucha le premier Newport et eut droit, pour cette raison, à une descente triomphale des Champs-Élysées. Peu de temps auparavant, les onze footballeurs de Saint-Etienne avaient suivi le même itinéraire pour s'installer au palais de l'Élysée où ils furent reçus par le président de la République. Insigne honneur rendu aux finalistes de la Coupe d'Europe, finalistes vaincus, finalistes quand même. Au même moment, les vainqueurs

rentraient tranquillement à Munich, où ne les attendaient que leurs épouses. Il est vrai que le Bayern gagnait la Coupe pour la troisième fois et que l'on s'habitue à tout.

Sauf peut-être à la morosité qui paralysait le mouvement sportif français. On ne voit toujours pas quel magicien le tirera de sa léthargie. Après les Jeux de Montréal, M. Pierre Mazeaud a dû laisser le secrétariat d'État à M. Jean-Pierre Soisson, dont la première intention est de créer de nouveaux rapports avec les fédérations. On mélange les cartes et on redistribue. Pour quel jeu ?

Le C.I.O. face aux réalités internationales

L'événement de l'année a duré quinze jours, le temps de célébrer les dix-huitièmes Jeux olympiques d'été. Mais, dans les journées qui ont précédé, à Montréal, l'ouverture des compétitions, le Comité international olympique (C.I.O.) a surtout eu à connaître de politique. C'est désormais de mise. Le retardement des Jeux est devenu l'important pour qu'une nation ou un groupement d'idées laisse passer la meilleure occasion possible de se faire entendre. L'époque est bien révolue où le C.I.O. exerçait sans partage son autorité, toute morale, pour décider de tout. L'organisation du sport, comme le reste, est remise en cause : il n'existe plus de trêve, même et surtout pour les Jeux du stade.

La fragilité, la vulnérabilité du C.I.O. sont apparues à Montréal de manière exemplaire, et il en sera sans doute ainsi à l'avenir chaque fois que l'opportunité d'attirer l'attention de l'opinion publique en décidant, faute de disposer des moyens appropriés pour faire respecter sa charte, le

C.I.O. doit se rendre à l'évidence que son autorité ne sera respectée, quels que soient les engagements pris ou les assurances reçues, que si chacun y trouve son compte. Or il faudrait un heureux concours de circonstances pour qu'aucune nation, aucun mouvement d'idées, ne mettent à profit les Jeux pour élever la voix et menacer ce qui fut, autrefois, la « paix olympique ».

À Montréal, le gouvernement canadien a choisi de céder aux pressions de la Chine — toujours à l'écart du mouvement olympique — pour interdire à Taiwan de se présenter, comme convenu, en tant que République de Chine, appellation reconnue par le C.I.O. Le C.I.O. a cédé à son tour : Taiwan s'est retiré des Jeux. L'autre difficulté est venue du Conseil supérieur du sport africain (C.S.S.A.), qui exigeait l'exclusion de la Nouvelle-Zélande à cause d'une tournée qu'effectuaient les membres de ce pays dans l'Afrique du Sud ségrégationniste.

La R.D.A., qui a su mieux qu'aucun autre pays planifier le délégué, l'enseignement, l'entraînement et la surveillance médicale de la jeunesse athlétique, a montré la voie la plus efficace, la plus logique aussi, pour qui cherche à obtenir les meilleurs résultats. L'« anomalie » américaine repose sur la tradition sportive, la force des universités et des clubs et aussi sur la richesse de la plus puissante nation du monde. Aucun autre pays ne peut et n'a les moyens de s'en inspirer et ne pourra désormais substituer l'initiative privée à l'État.

En France, M. Jacques Chirac, ancien ministre, a condamné l'idée de créer des centres de super-champions qui lui étaient proposés par M. Pierre Mazeaud. Trois mois après, nous savons que le concept Pierre de Coubertin existe encore. Le sport a atteint l'âge adulte, et c'est tant mieux. — F. J.

ont refilé le plus grand nombre de titres olympiques et si aucune relation ne peut, à l'évidence, être établie entre une médaille d'or et la qualité réelle d'une société, il reste des XVIII^e Jeux olympiques que l'Occident, à l'exception des États-Unis, n'a plus qu'un rôle de faire-valoir à jouer dans les compétitions modernes. Rien ne peut désormais remplacer l'intervention de l'État, des plus jeunes sociétés, pour favoriser la pratique sportive.

Une profonde mutation

La mutation du sport a subi une profonde mutation. Des Jeux d'hiver à ceux d'été il est apparu que l'hypocrisie battait en retraite et que les champions d'aujourd'hui n'avaient plus rien en commun avec les fils de famille qui avaient au début du siècle et même un peu plus tard, le goût, les moyens et le loisir de se distraire sur les stades. La faillite de l'amateurisme est celle d'une caste. Tous désormais sont peus ou pro professionnels, surtout dans les pays socialistes, où la pratique athlétique au plus haut niveau est devenue sinon un métier, du moins une activité dominante. Les sports professionnels et les avantages concrets. Il ne reste, au C.I.O., que quelques hypocrites pour croire que l'olympisme tel que le concevait Pierre de Coubertin existe encore. Le sport a atteint l'âge adulte, et c'est tant mieux. — F. J.

FRANÇOIS JANIN.

La nouvelle donne

En France, les Jeux olympiques font tomber les ministres plus facilement que les records. M. Joseph Comill, gouverneur, M. Pierre Mazeaud, hier, n'ont pas survécu à la déroute quadriennale des athlètes français. Le premier a été remplacé par le second, qui a lui-même été remplacé par M. Jean-Pierre Soisson, élu passé les Jeux de Montréal. Si rien ne va plus, tout peut aller mieux, dira-t-on, mais à sa manière le nouveau secrétaire d'État.

Au bilan de l'année précédente, M. Pierre Mazeaud avait inscrit le vote d'une loi pour le développement du sport et se félicitait d'avoir, pour la première fois en France, amené sénateurs et députés à légiférer en la matière. Cependant, soit qu'il ait mal calculé son élan, soit que le mal reste plus profond qu'il ne le croyait, M. Mazeaud a eu beau tourner comme un écu d'un anneau à l'autre de Montréal, il n'a pas vu ses espoirs se concrétiser. Une fois de plus l'opposition prenait un plaisir facile à chanter la défaite, et le secrétaire d'État, sentant sonner l'heure de la retraite, lançait ses dernières idées dans la bataille.

La France doit procéder à un choix de société, dit-il, c'est à l'État de s'engager plus à fond, en créant « de véritables actions de commandos ». Persuadé qu'il avait contribué à fournir au sport français les structures nécessaires, M. Mazeaud estimait qu'il lui fallait redéfinir ses rapports avec les fédérations dans un sens qui soit favorable à l'État. « L'État est responsable du sport d'élite et assure son financement, mais il n'a aucune autorité sur lui », déplorait-il tout en cherchant à convaincre l'opinion publique du

bien-fondé de sa politique élitiste. Un mois plus tard, le poste de secrétaire d'État, les joutes et aux sports changés de titulaire et revenant à M. Jean-Pierre Soisson, pour qui les déclarations d'intention paraissent tout caractéristiques d'urgence. L'affabilité restant l'arme principale du nouveau secrétaire d'État, le mouvement sportif eut le sentiment qu'il échappait à la dictature gouvernementale, sentiment renforcé par le fait que M. Soisson trouvait une formule simplifiée pour signifier l'alliance nouvelle, en annonçant qu'il allait « établir une nouvelle donne » avec les fédérations. Sans préciser s'il voulait jouer au poker ou au bridge, il se mit en devoir de redistribuer les cartes afin que le partenaire ait le sentiment que lui aussi pouvait tenir la main.

La loi impose une collaboration entre le mouvement sportif et l'État, mais elle n'en indique que très vaguement les modalités. Les fédérations sont « habilitées » à gérer le domaine qui leur est propre et n'auront que peu de comptes à rendre au gouvernement, qui leur accorde cette habilitation, si celui-ci n'était aussi le bailleur de fonds. M. Soisson prévoyait les contrats en bonne et due forme, les premières signatures ont été échangées entre le secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports et la Fédération française d'athlétisme. Cette-ci s'engage à augmenter à la fois le nombre de ses licenciés et celui des athlètes classés (c'est-à-dire ayant atteint un certain niveau). Elle dégage une élite de sept cent cinquante membres pour former le club de France, etc. Le secrétaire d'État s'engage à soutenir cette action tant sur le plan financier que sur celui de l'encadrement.

L'intervention du trésorier

Des accords analogues vont être conclus avec la plupart des fédérations. Espérons que tous les trésoriers n'aient pas l'impression de celui de l'athlétisme qui s'est efforcé de tirer un trait en dessous des promesses pour affirmer que leur réalisation représenterait le double du budget annuel de la Fédération.

Le budget pour 1977, loin d'annoncer de telles possibilités, en atteste au contraire, l'insuffisance. M. Soisson n'est pas le ministre de la défense. Il ne peut sortir de sa manche, comme le fit M. Bourges, une rallonge qui représente plus de la moitié de son budget et qui suffirait à

régler ses malheurs, ses embarras, problèmes d'indemnité. « Le projet de budget pour 1977 s'inscrit dans le cadre de l'effort de redressement entreprise par le gouvernement. Il n'est pas celui qui pourrait révéler un nouveau secrétaire d'État, mais il est celui que la nation, dans une période difficile, peut consacrer à la jeunesse et aux sports », a reconnu M. Soisson devant l'Assemblée nationale. Pauvre jeunesse et pauvre sport qui, semble-t-il, n'ont toujours connu que des périodes difficiles — le budget du secrétariat d'État n'a jamais dépassé les 0,75 % du budget national — en raison de quoi les meilleurs sportifs sont toujours restés des projets. — F. S.

JANVIER

11. — RUGBY : Pour son premier match du Tournoi des cinq nations, la France bat l'Écosse, à Edimbourg, par 13 à 6.
23. — AUTOMOBILISME : L'Italien Sandro Munari, sur Lancia-Stratos, gagne le 46^e Rallye de Monte-Carlo.
25. — AUTOMOBILISME : L'Autrichien Niki Lauda (Ferrari) gagne le Grand Prix du Brésil.

FÉVRIER

6. — SKI : L'Autrichien Franz Klammer est champion olympique de descente.
7. — RUGBY : La France bat l'Irlande et remporte son deuxième match du Tournoi des cinq nations.
8. — SKI : Rolf Mittermaier (R.F.A.) est championne olympique de descente.
11. — PATINAGE ARTISTIQUE : Le Britannique John Curry gagne la médaille d'or des Jeux d'Innsbruck.

MARS

6. — AUTOMOBILISME : L'Autrichien Niki Lauda (Ferrari) gagne le Grand Prix d'Australie.
17. — RUGBY : A Cardiff, pour troisième match du Tournoi des cinq nations, la France est battue (19-13) par le Pays de Galles.
19. — FOOTBALL : En battant au match « retour », le Dynamo de Kiev, par 3 à 0, Saint-Etienne se qualifie pour les demi-finales de la Coupe d'Europe.
20. — RUGBY : L'équipe de France termine le Tournoi des cinq nations en battant l'Angleterre par 36 à 9.

LES GRANDES DATES

24. — AUTOMOBILISME : Le Suisse Clay Regazzoni gagne, sur Ferrari, le Grand Prix des États-Unis, côté ouest.

AVRIL

2. — CYCLISME : Début de l'ancien champion français Roger Rivière.
4. — TENNIS DE TABLE : Pour la première fois, un pongiste français, Jacques Secrétin, est champion d'Europe.
14. — FOOTBALL : Saint-Etienne, qui a battu Eintracht (1-0) sur son terrain, et fait match nul (0-0) sur l'herbe de la Coupe d'Europe, se qualifie pour la finale de la Coupe d'Europe.
15. — AUTOMOBILISME : Niki Lauda (Ferrari) gagne le Grand Prix de Belgique.

MAI

2. — AUTOMOBILISME : Le Britannique James Hunt (McLaren) gagne le Grand Prix d'Espagne.
6. — JUDO : Pour la troisième fois, le Français Jean-Paul Coche est champion d'Europe. La France est championne par équipes.
12. — FOOTBALL : Le F.C. Bayern Munich gagne pour la troisième fois consécutive la Coupe d'Europe des clubs champions en battant, à Glasgow, Saint-Etienne par 1 à 0.
14. — AUTOMOBILISME : Niki Lauda (Ferrari) gagne le Grand Prix de France.
21. — RUGBY : Agen bat Béziers (15-10) en finale du championnat de France.
28. — SKI : M. Walter Tölling est nommé directeur technique national du ski français.

JUIN

5. — ATHLÉTISME : L'Américain Dwight Stones bat le record du monde du saut en hauteur avec un bond de 2,32 mètres.
15. — AUTOMOBILISME : L'Espagnol Juan Watson gagne le Grand Prix d'Australie.
23. — AUTOMOBILISME : James Hunt (McLaren) gagne le Grand Prix des Pays-Bas.
25. — TENNIS : L'Allemand Adriano Panatta remporte, devant l'Américain Solomone, les championnats internationaux de France.
30. — FOOTBALL : Marseille domine Lyon (2-1) en finale de la Coupe de France.

JUILLET

3. — TENNIS : Le Soudais Rikis Borg et l'Américain John McEnroe sont champions de Wimbledon.
4. — AUTOMOBILISME : James Hunt (McLaren) vainqueur au Grand Prix de France.
17. — JEUX OLYMPIQUES : Ouverture des XVIII^e Jeux d'été à Montréal.
18. — CYCLISME : Le Belge Van Impe gagne le Tour de France.
28. — ATHLÉTISME : Guy Druet est champion olympique du 110 mètres haies.

AOÛT

4. — ATHLÉTISME : Dwight Stones bat le record du monde du saut en hauteur avec un bond de 2,32 mètres.
15. — AUTOMOBILISME : L'Espagnol Juan Watson gagne le Grand Prix d'Australie.
23. — AUTOMOBILISME : James Hunt (McLaren) gagne le Grand Prix des Pays-Bas.

SEPTEMBRE

12. — AUTOMOBILISME : Retour de Niki Lauda (Ferrari) après un accident au 1^{er} août, au Grand Prix d'Italie, gagné par le Suédois Ronnie Peterson (March).

OCTOBRE

24. — AUTOMOBILISME : Troisième du Grand Prix du Japon, James Hunt est champion du monde des conducteurs.

NOVEMBRE

— ATHLÉTISME : Guy Druet est radié à vie par la Fédération internationale d'athlétisme.
— NATATION : Kornelia Ender (R.D.A.), qui a remporté quatre titres olympiques à Montréal, renonce, à dix-huit ans, à la compétition.
— TENNIS : Pour la première fois de son histoire, l'Italie gagne la Coupe Davis.

DÉCEMBRE

19. — TENNIS : Pour la première fois de son histoire, l'Italie gagne la Coupe Davis.

LA RAGE DE VAINCRE

Désignée comme l'athlète de l'année, la 101^e Américaine Chris Evert, numéro un mondial du tennis féminin, championne de Wimbledon et de Forest Hills, qui a gagné quarante-trois tournois sur cinquante-deux au cours des trois dernières années, vient de déclarer : « On croit que je serai encore la meilleure en 1977, c'est trop vite dit, car une cohorte de joueuses d'espérance me menace ».

Cette déclaration, d'une sagesse étonnante chez une jeune « gagnante » de vingt et un ans, que nous avons vu disputer tous ses matches les dents serrées, avec un moral à toute épreuve, est à rapprocher de la position de « vedette qui s'accroche », occupée par une autre Américaine, la grande skieuse autrichienne de vingt-trois ans Anne-Marie Proell-Moser. Naguère surclassée ses rivaux sur toutes les pistes, sortant de sa retraite après avoir abandonné la compétition en

1975, elle vient de faire une rentrée remarquée dans les premières courses de descente, trouvant le moyen de se classer d'emblée aux places d'honneur et réussissant même à enlever le descente de Cortina d'Ampezzo.

« J'accuse une certaine fatigue à la fin de mes courses », a-t-elle dit, ce qui m'a valu de faire une chute à Zell-am-See, moi qui ne tombe jamais. Il est normal que l'ambition de mes jeunes adversaires en soit découlée. Mais j'ai retrouvé ma rage de vaincre, et je compte bien m'imposer de nouveau comme la descendue numéro un dès janvier ».

Chez ces deux stars du sport, dans la succession de leurs performances qui, tour à tour, les font douter de leur invincibilité ou les arment de certitude, le mystère permanent demeure les « égarements du cœur ».

OLIVIER MERLIN.

Le sport soupçonné

(Suite de la première page.)

Il le dit et sans fioritures : « Si toutes les formations sociales de la planète ont le même système sportif, c'est tout simplement que les ont, ou fond, malgré les différences de régimes politiques, les mêmes rapports sociaux de production ».

Des champs clos

Véhicule idéologique, sans distinction de type de société, le sport ne peut plus être regardé comme un élément neutre dont la seule variable serait l'utilisation qui en est faite. Pour l'auteur de cette sociologie politique, il a un rôle : « produire en quantité et en qualité des champions » et une fonction : « maintenir l'appareil idéologique d'État ». Toutes les techniques des sociétés ainsi mises en course seraient donc utilisées au niveau du sport pour dépersonnaliser l'individu, pour en faire un sujet sportif, comme on en fait un sujet juridique ou un sujet marchand.

Voilà le champion voué au rôle de héros national et sommé de se

tenir dans les limites d'une ligne conformiste, play-boy bien nourri, produit musclé de l'État ouvrier ; voilà le spectacle sportif érigé en mythe moderne ; voilà établie l'« industrie de la conscience chloroformée ».

Marx, Freud, Marcuse, deviennent les procureurs d'un procès qui n'a que le défaut de trop vouloir prouver, et vite, et péle-mêle. Jean-Marie Brohm ne se serait-il pas essouffé dans sa course contre les moulins à vent ? N'aurait-il pas perdu en chemin quelques billes d'agate parmi toutes celles en pierre qu'il abandonne aux mauvais joueurs ? Le sport, ce ne serait que cette duperie, et rien que cette duperie ?

Occupé à pourfendre les idées reçues, l'auteur en a oublié de nous indiquer les sentiers de son jargon secret, son terrain de sport à lui qui doit bien exister, sans quoi il ne mettrait pas tant d'acharnement à prendre les stades pour des champs clos.

FRANÇOIS SIMON.

★ Delagré, édit., 65,55 F.

Naissance de la formule 1 Renault

C'est le 19 juillet 1976 que la direction de la Régie Renault a décidé de se lancer dans l'aventure qui représente la course automobile « au sommet » : la formule 1. Pour une bonne part, ce sont les conclusions positives d'une enquête qui ont poussé le premier constructeur français à prendre le risque d'une confrontation technique avec ce qui se fait de plus sophistiqué dans le sport automobile.

Renault a cependant assorti son engagement dans cette voie d'une réserve. Il est convenu que la formule 1 de la Régie participera aux grands prix du championnat du monde — sans doute dans le milieu de l'année prochaine — si le cycle d'essai entreprise démontre la compétitivité de la voiture.

Or rien ne prouve jusqu'à présent qu'un tel résultat a été vraiment atteint. C'est que Renault, qui aura l'originalité d'être le seul constructeur d'envergure industrielle en formule 1 — les autres, excepté Ferrari, sont surtout des « assembleurs », et leur vocation est de ne pas dépasser le seuil de l'artisanat technique — n'a pas craint de se lancer dans l'inconnu.

Le moteur choisi pour la formule 1 est turbocompressé, c'est-à-dire que, en fonction de la réglementation en vigueur, sa cylindrée est limitée à 1,5 litre, au lieu de 3 litres pour les moteurs dits « atmosphériques », l'équivalence (coefficient 2) tenant compte de l'avantage apporté par la suralimentation. Tous les autres constructeurs ont des moteurs atmosphériques — Cosworth, Ferrari, Alfa-Romeo, Matra, BRM, et il n'est pas dit que Renault saura maîtriser la technique du turbocompresseur et obtenir des performances comparables à celles dont peut se prévaloir la concurrence.

Les meilleurs moteurs 3 litres développent 500 ch ou même un peu plus, et cette puissance des moteurs atmosphériques est permanente et immédiate. Le handicap du moteur turbocompressé, jusqu'à présent un moins, est de ne disposer d'une puissance

comparable que lorsque le turbocompresseur est en action, et c'est de l'extrême réduction du temps de réponse que dépend le succès ou l'échec, sur ce plan, de Renault.

En somme, la formule 1 Renault ne sera réellement compétitive que si le pilote peut disposer de toute sa puissance à tout moment, quel que soit le tracé — la sinuosité — d'un circuit. Les autres points d'interrogation concernent la qualité du châssis définitif, celle des pneus (1) et l'aptitude du pilote — Jean-Pierre Jabouille — à vite trouver la cadence et l'habileté consommées par la marque des conducteurs de formule 1. Jabouille semble avoir tout pour réussir, il ne lui manque que l'expérience des grands prix.

Si l'on réunit toutes les incognues du projet, force est de constater que Renault a accepté délibérément de prendre un risque important. Sa venue en formule 1 est cependant le fait nouveau de l'année automobile. Car les autres grands constructeurs industriels qui se sont toujours tenus, avec prudence, à l'écart de la formule 1, pour ne pas exposer leur image de marque, pourraient être incités en cas de succès de la Régie à revoir leur politique. Une formule 1 Renault gagnant des grands prix, assurant une performance spectaculaire dans le secteur de pointe du sport automobile, pourrait avoir valeur d'exemple. C'est une raison supplémentaire pour suivre avec intérêt l'expérience tentée par Renault. A l'inverse, en cas d'échec, la circonspection traditionnelle des grands constructeurs se manifesterait en tout point justifiée. — F. J.

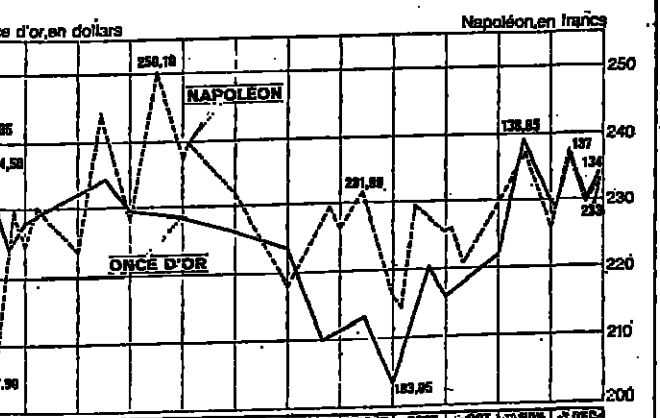
(1) Tous les constructeurs sont équipés de pneumatiques Goodyear. Renault a choisi de faire un contrat avec le manufacturier français Michelin et de ne pas changer de choix à la signature des constructeurs. On sait que les pneus ont une importance déterminante dans les grands prix.

Celle-ci a bien eu lieu, confirmant les

la Suisse — et à un moindre degré les Pays-Bas, — après une cure de déflation, représentent le meilleur exemple de l'expansion de la France. L'économie et la politique conjuguèrent leurs efforts pour provoquer une recrudescence d'autant plus sensible que la remontée des cours avait été forte en 1978 et même au début de 1976.

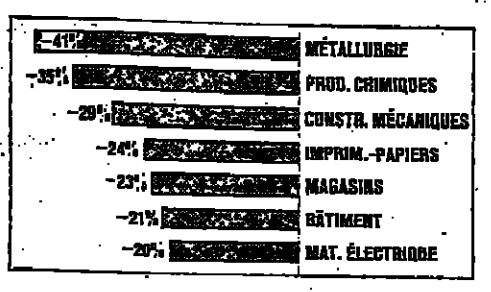
Dès le mois de mars, les discussions sur la hausse des valeurs eurent lieu, puis le vote du projet de loi correspondant, commençant à jeter une ombre sur les valeurs françaises, dont les étrangers cherchent, d'autre part, à se débarrasser en raison de la baisse du franc. Au sein de l'été, l'essoufflement de l'activité industrielle, ainsi que le plan de dépenses nourri le mois précédent, ont laissé prévoir la répétition des difficultés pour l'automne.

Par-dessus tout et ceci sans doute jusqu'à la fin des élections législatives de mars 1972, l'hypothèque politique pèse de tout son poids sur la corbeille. Les discussions au sein de la majorité et la multiplication des sondages favorables à la gauche rendent désormais plausible un changement d'équipe, dont la perspective ne séduit ni les chefs d'entreprise ni les possédants. En France plane le crillat. L'économie entraîne celle du capitalisme et débouche sur la crise politique tout court. Dans ces conditions, U n'est pas étonnant que les investisseurs restent sur la touche, attendant le verdict des urnes.



DANS LA CRISE

chérique lourd, du bâti-
ment. Sont affectés à un
degré élevé, l'alimenta-
tion, les banques, l'auto-
mobile, les assurances et
une des pétroles. Les ver-
gers divers, enfin, tirant
un honnorablement leur
logie du jeu, couvrant
seulement qui échappent
la crise ou présentent
points forts.



BATIMENT

Inquiétudes

RES éprouvé en 1974 avec une baisse
de 55 %, puis très favorisé en 1975,
avec une hausse de 62 %, sur l'im-
pulsion d'un redémarrage de l'économie,
le bâtiment a souffert à nouveau en 1976. Les
perspectives d'avenir
commencent à percer dès le début de
l'année : la stagnation persistante des investis-
sements, le marasme de la construction
à faible augmentation des crédits publics
en 1977 ont tout à fait exorcisé un effet
stimulant sur les cours. En surplus, les
lentes ont laissé prévoir une dégradation
de leurs résultats pour 1976, tout
moins pour le marché intérieur. D'excel-
lente résultats, en revanche, ont été acquis
sur les marchés extérieurs, qui ont permis
une dégradation en 1976 en hausse
de la conjonction de et de ne, pratique-
ment pas perdre de terrain. Autre grande
de l'année précédente, Maisons
a réussi à conserver une avance de
: c'est une véritable performance, due,

Valeurs	1975	1976	1977	1978
Auxil. d'Entrep.	225,50	229	172	222
Bouygues	325	337	250	224
Chim. et Bât.	142	132	96,20	183
Cim. Français	94,80	115	80	84
Dumas (1)	801	828	401	518
Ext. M. Lefebvre	245	229	155,50	190
Gén. d'Entrep.	138,80	172	122	135
Gds Trav. Mars	281,50	285,50	150	204
Lafarge	189	227,50	170	183
Mals. Phélic (2)	1845	2910	1150	1474
Poliet et Chant.	183,50	225	130,50	150

(1) Attribution gratuite 3 pour 5. Droits : 297 F.
(2) Attribution gratuite 3 pour 10. Droits : 396 F.

MAGASINS

Les difficultés des « grands »

ALGRIE une activité satisfai-
sante en septembre, le chiffre
d'affaires des grands magasins
a augmenté de 7 %, à la fin
du troisième trimestre, ce qui
répondait à une baisse du volume
des ventes si l'on tient compte de l'aug-
mentation moyenne des prix. Quelle que
soit l'importance des ventes de désem-
bre, dont on sait cependant qu'elles
sont très importantes dans les résul-
tats annuels, on peut penser que 1976
a été un exercice médiocre pour les
grands magasins et mauvais pour leurs
actions en Bourse : les replis atté-
nués jusqu'à 50 %, notamment sur le
niveau des ventes de fin d'année, ont
surtout pas redressé, bien au contraire,
la reprise de l'action Bon Marché faisant
l'exception.

Les comptoirs d'exportation et les
magasins de la vente par correspon-
dance sont un peu moins maltraités,
notamment de leur activité ayant été
favorable.

Valeurs	1975	1976	1977	1978
C.F.A.O.	427	528	361	489
R.H.F.	109	119	94,50	97,50
Gal. Lafayette	87	97	50	55,50
Nouv. Galeries	117,50	117,10	48	49,70
Paris-France	110	130	83,50	112
Prénatal	55,50	55,50	35,10	39,30
Printemps	61	71,50	36,20	41,50
La Redoute	685	723	538	599
SCOA	53,70	58	67	69,50
U.L.S.	175,50	215	175	226,50
Nouv. Marché	34,50	35	20,50	22,50
Darty	—	312	300	312

CHIMIE

Malade du textile et de la pharmacie

EN 1975, malgré la crise qui secouait
la profession, le compartiment des
produits chimiques avait accompli
une véritable prouesse : un chiffre
d'affaires de 14,5 %. Cette année, au contraire, il a li-
téralement « craqué », se classant avant-
dernier, tout près de la métallurgie,
avec une baisse de 32,4 %. Singulière-
ment, la production de l'industrie chi-
mique a augmenté plus vite (+ 13 %) que
la moyenne nationale (+ 10 %), son
chiffre d'affaires s'est élevé au niveau
record de 90 milliards de francs
(+ 17 %) et la balance des échanges
avec l'étranger a été largement positive
(12 %).

Le paradoxe est seulement apparemment.
La chimie a encore beaucoup souffert
cette année. Seule la branche « orga-
nique » (pétrochimie, grands intermé-
diaires, bases chimiques) a fait un
bon spectacle (+ 35 %). Tous en
presque tous les progrès accomplis lui
sont imputables. La conjoncture dans
les fibres et les filaments chimiques est restée
détériorée. Le déficit de Rhône-Poulenc
dans ses activités d'activités atteindra
encore 500 millions de francs. Ni la chi-
mie minérale, malade de ses engrais, qui
lui causeront une perte sèche supérieure
à 500 millions de francs, ni la parachi-
mie, avec le poids d'une phytochimie
encore 500 millions de francs. Ni la chi-
mie minérale, malade de ses engrais, qui
lui causeront une perte sèche supérieure
à 500 millions de francs, ni la parachi-
mie, avec le poids d'une phytochimie
encore 500 millions de francs. Ni la chi-
mie minérale, malade de ses engrais, qui
lui causeront une perte sèche supérieure
à 500 millions de francs, ni la parachi-
mie, avec le poids d'une phytochimie
encore 500 millions de francs.

Valeurs	1975	1976	1977	1978
C.M.-Ind. (1)	90,50	215	114,50	141,50
Cot.	—	—	—	—
et Poulenc	50,50	94	52	55,10
L. Mérieux (2)	517	539	270,10	273,50
Lab. Ballou	248	248	148	158
Nobel-Bosel	183	114,90	67,50	78
P.U.E.	104	119	65	75
Pierrel-Alby	71,50	85	58,40	59,50
Rhône-Poul.	195,50	128	68	78
Rouss-Uclaf	240	273	191,50	133,50

(1) Attribution gratuite 1 pour 10.
Droits : 11,50 F.
(2) Attribution gratuite 1 pour 5.
Droits : 94,50 F.

MATÉRIEL ÉLECTRIQUE

Perspectives incertaines

LES industries de la construction
électrique et électronique, qui
ont connu au cours de ces der-
nières années une expansion de
l'ordre de 10 %, ont constaté en
1976 un léger ralentissement qui devrait
ramener leur rythme de progression à
8 ou 9 %. La dégradation risque de se
poursuivre en 1977 : relativement bonnes
pour les biens de consommation et les
biens intermédiaires, les perspectives
sont en effet plus incertaines pour les
biens d'équipement.

Dans ce dernier domaine, le secteur
le plus favorisé demeure celui des télé-
communications. L'année qui vient de
s'achever a été marquée par une impor-
tante décision des pouvoirs publics, qui
ont fait connaître leur choix en matière
de communication téléphonique électro-
nique. Après avoir écarté le procédé Nor-
thern Electric proposé par Thomson-
C.S.F., le gouvernement s'est prononcé
pour les systèmes Axi, présentés par la
Française des téléphones Ericsson, et
Métacom, exploités par L.E.T., en
mettant pour préalable la franchise de
cette dernière firme. Le groupe Thom-
son-Brandt a donc acquis de la société
américaine L.E.T. les 68 % du
capital de L.M.T. qu'elle détenait. Il est
évidemment prévu que la Française des
téléphones Ericsson passera sous son
contrôle. Le procédé japonais proposé
par le groupe C.G.E. n'a pas été retenu,
mais ce groupe reste chef de file pour
la communication électronique « tempo-
raire », technologie d'avenir appelée à
remplacer, à terme, la communication
électronique traditionnelle. Il a même été
renforcé par un accord de rachat, par
C.I.T.-Alcatel, de la participa-
tion minoritaire de son associé, la
Française des téléphones Ericsson, dans
S.I.E.-Citrel.

Un autre événement d'importance a
été constitué par le lancement officiel
du plan de réorganisation de la péri-
informatique, qui concerne les mini-
ordinateurs et le matériel annexé. L'ac-
tivité exercée dans cette branche par
l'ancienne C.I.L. n'a pas été reprise par
la C.I.L.-Honeywell-Bull créée en 1975 :
elle a été apportée à un groupe de
sociétés contrôlé par Thomson-Brandt
et Télécom, tandis qu'un second
pôle de restructuration est formé par
Sintex et Intercom, sous l'égide de
C.G.E. A noter que la Compagnie des
Machines Bull a distribué son premier
dividende depuis juin 1962 (1,50 F avec
l'avoir fiscal).

Une redistribution est en train de
s'opérer dans le secteur du gros maté-
riel. Après la fusion d'Alstom et des
Chantiers de l'Atlantique, la nouvelle
société a acquis les activités « turbo-
alternateurs » exercées par C.E.M. Elec-
tro-Mécanique, ce qui a mis fin à l'asso-
ciation qui existait dans ce domaine entre
C.E.M. et Creusot-Loire. En revanche,
Alstom-Atlantique ne possède pas les
activités contrôlées par Creusot-Loire ses
intérêts en matière de turbines hydro-
électriques, bloc-pôle de surrégénérateurs
et engineering nucléaire, se réservant la
majorité dans une filiale commune
chargée des centrales électriques pour
l'exportation. L'opération se traduit donc
par un certain retrait du groupe C.G.E.
à l'égard de l'industrie nucléaire.

Le comportement boursier des valeurs
de la construction électrique s'est redressé
très récemment en 1976. Les baisses qui les
ont affectées ont été sans doute plus
profondes que l'évolution économique ne
le justifiait, même compte tenu de l'in-
certitude des perspectives ; mais le
compartiment n'a pas pu échapper à la
faiblesse générale qui a prévalu sur l'en-
semble de la cote.

Valeurs	1975	1976	1977	1978
Alstom-Alcat.	75	35,20	51	77,50
C.E.M. (C.E.M.-M.)	52	37,40	58	77,50
C.I.T.-Alcatel	1659	1735	1263	1270
C.T.E.	312	374	235	270
C.S.F.	257,50	244	142	144,50
Ext. M. Lefebvre	22	14,40	24,50	24,50
L.M.T.	2523	2534	1325	1554
Matra	434,50	533	382	428,50
Moulinex (1)	308	315	178	285
Printemps	183	585	324	449,50
Télécom	850	870	480	617
Fec Tél. Ericsson	779	845	380	290
Thomson-Brandt	257	268	152	175,50

(1) Cours au droit : 38 F. Attribution gratuite 1 pour 10. Droits : 38 F.

MINES MÉTALLIQUES

Difficultés

LES résultats des sociétés minières
ont été médiocres en 1976 après
une mauvaise année 1975 : les
espèces nées de la hausse des cours des
métaux non ferreux au premier se-
mestre 1976 ont été balayées par
l'ensauvagement de la reprise mondiale.
En valeur réelle, le prix du minerai tend
à baisser sur le moyen terme.

Valeurs	1975	1976	1977	1978
Imetal	77	124,70	78,10	87,50
Penarroy	49	62,10	41,20	62
Astoria	191	199	126,50	134,50
Chariot	16,75	15,30	8	10,30
INCO	196,50	172,50	113	157
R.T.Z.	17	20,35	10,70	14,35
Union Minière	144,10	170	125,60	136
Z.C.I.	2,29	2,55	0,90	0,94

MÉTALLURGIE

L'année terrible

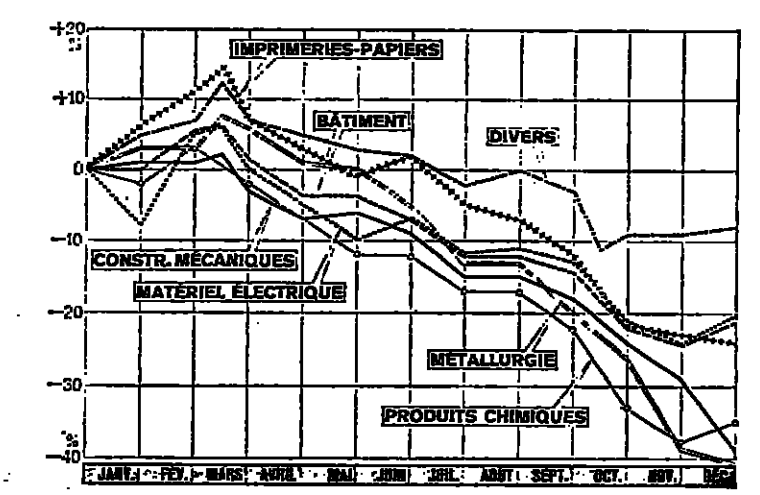
SEUL compartiment perdant dans la
reprise générale de 1975, la métal-
lurgie, qui avait déjà connu une
année noire, enregistrée cette fois-ci une
année terrible. Après la crise la plus
violente de son histoire, elle avait
nourri de timides espoirs au cours du
premier semestre de 1976, un regain
de confiance de commandes paralé-
sant s'engouffrer. Mais dès le début
de l'été, ces espoirs s'évanouissent, et il
fallait bien se rendre à l'évidence : la
crise continuait, et même s'aggravait.
Le taux de marche des aciéries tombait
à 55 % en fin d'année, au-dessous du
niveau de l'année précédente. Le marché
des produits longs s'effondrait à nou-
veau, victime du marasme persistant
dans la construction et le bâtiment,
tandis que celui des produits plats (tôle
mince) donnait les premiers signes de
faiblesse, en raison de la concurrence
sauvage des Japonais, qui se sont mis
à envahir les marchés d'exportation
périphérique de la C.E.E. Résultats : la
situation des deux géants de la profes-
sion, Sacilor et Usinor, est devenue cri-
tique. Pour la deuxième année consé-
cutive, les résultats sont très lourde-
ment déficitaires, les pertes avoisinant
à chaque fois le milliard de francs
avant amortissements, et représentant
15 % à 25 % du chiffre d'affaires après
amortissements normaux. L'endettement
devient formidable, et les frais finan-
ciers dépassent largement 10 % de ce
chiffre d'affaires.

Sur le plan économique, cette lourde
rechute a entraîné, dans l'immédiat, les
espoirs de redressement nommés au

début de l'année ; elle conduira les en-
treprises à envisager des licenciements
pour la première fois depuis la fin de
la guerre et à solliciter pour la qua-
trième fois l'aide de l'Etat. Sur le plan
boursier, c'est la catastrophe. La sup-
pression du dividende d'Usinor et Saci-
lor en 1976 comme en 1975, et éven-
tuellement en 1977, a fait tomber leurs
cours à un niveau jamais atteint, avec
des pertes atteignant jusqu'à 60 %.
La valeur la moins touchée est Vallourec,
dont le dividende est maintenu grâce
à ses marchés de tubes avec l'étranger.

La dernière grande opération de res-
tructuration s'est traduite par le re-
groupement sur Châtillon-Commentry-
Blache, devenant la Compagnie Indus-
trielle Châtillon-Commentry, des actifs in-
dustriels des Hauts Fourneaux de la
Chiers et de ceux de Neuve-Maison-
Châtillon, le tout sous l'égide de Paribas,
qui contrôle le nouveau groupe. La
parité d'échange était 5 actions Châtillon
pour 2 actions Chiers.

Valeurs	1975	1976	1977	1978
Châtillon	61,50	80,50	35	28,20
La Chiers	185	190,50	65	70,10
Cr. - Loire	171	173	32,40	89,50
Den.-N.E.L.	147,50	155	54,50	64,70
Mar.-West	111	122	31	34,50
Mét. norm.	130,80	133,50	54,50	65
Poussy	77,50	81	39,50	78
Sacilor	65	78,50	27	38,50
Sarlat	138,50	147,50	75	80
Usinor	72	81,20	39	31,50
Vallourec	190	198,50	120	143,50



CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES

Vicimes de la crise

E PARAGNEES de façon surprenante en
1975, les sociétés de constructions
mécaniques ont été très durement
touchées en 1976 par une crise qui, en se
prolongeant, risque de mettre en jeu leur
existence, du moins pour certaines. C'est
le cas pour Poclain (- 58 %), qui a dû
se résigner en fin d'année à faire entrer,
dans son capital des partenaires français
et européens, à défaut d'américains. La
Générale de Fonderie, dont les résultats
négatifs en 1975, se sont redressés en 1976,
est relativement optimiste pour l'avenir.
Elle a repris en gérance plusieurs usines

d'idéal Standard de concert avec De Dietrich, dont le bénéfice continuait à croître
vigoureusement en dépit de la crise, grâce
à la répartition des activités en quatre
secteurs bien différents.

Valeurs	1975	1976	1977	1978
Sabcock-Fives	168	111,50	74,10	75,40
De Dietrich	490	520	425,50	449
Gén. Fonderie	159	130	128	123,50
Penabot	281	291	185	188
Poclain	363	415	115	155
Sagem	673	704	433	514
Sanzier-Duvai	138	144	77	88,50

MINES D'OR

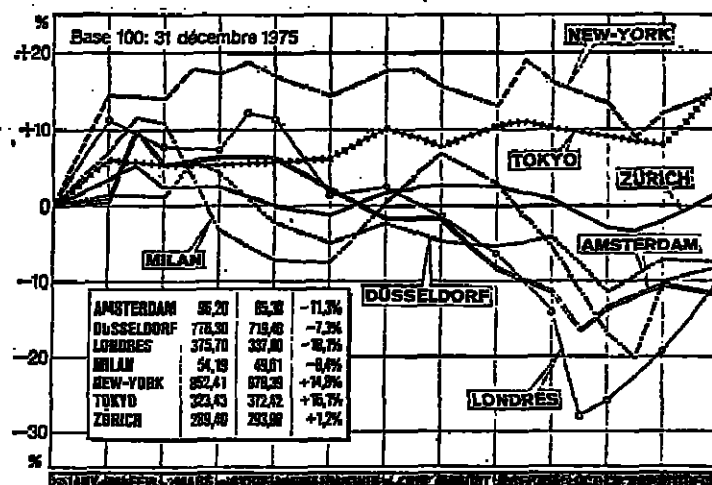
Le plongeon

D ÉA très éprouvées en 1975, les mines
d'or ont encore beaucoup souffert
pendant l'année écoulée, subissant
même une des plus sévères « positions »
de leur histoire. Malgré le replis
survenu depuis la fin d'août, bien
timide au demeurant et entrecoupé de
fréquentes recules, elles ne sont pas
parvenues à combler les énormes per-
tes accumulées durant huit mois de
repli presque incessant. Loin s'en faut.
En l'espace d'un an, elles ont baissé de
51 % à Londres et de 32,5 % à Paris,
la différence étant particulièrement mar-
quée dans les mines provenant du décalage de
la livre sterling vis-à-vis du franc.
Après avoir perdu 66,6 % et 44,4 % de
leur valeur, de part et d'autre de la
Manche, au plus bas de l'année, le
25 août, et malgré une reprise, elles n'en
sont pas moins revenues à leur plus bas
niveau depuis avril 1973. Une fois encore
les mines ont été largement dévaluées
l'or dans sa retraite. Mais, le phénomène
est nouveau, elles l'ont ensuite suivi
d'assez loin dans sa remontée, contrai-
nement à ce qui s'était produit au cours
des années fastes (1972, 1973, 1974). Ce
décalage apparaît normal dans la
mesure où le préjudice causé aux
compagnies exploitantes croît consi-
dérablement plus vite que la baisse du métal
elle-même à mesure que l'on s'appro-
che du seuil de rentabilité, et que ce
préjudice est ensuite plus long à répa-
rer dans le temps. Très logiquement,
les mines les plus pauvres sont les plus
touchées. Ainsi, le coût de revient d'une
once d'or est de 33 dollars pour la
West African, une des mines les
plus riches, et de 274 dollars (record
absolu) pour la West Rand Consoli-
dated. « Grosso modo », l'on estime qu'à
100 dollars l'once, le prix auquel l'or était
pratiquement tombé à la fin août, un
tiers des mines travaillent à perte. Or le
prix moyen mondial par les mines sud-
africaines pour toute l'année 1976 a été
à grandement dévalué pour tomber de
123 dollars l'once, au cours du premier
trimestre, à 113 dollars, pendant le troi-
sième, et de 105 dollars durant le
quatrième trimestre de 1976.

En dépit de ces conditions défavora-
bles, les sociétés minières ne se sont pas
trop mal tirées d'affaires, compensant une
partie de leur manque à gagner par un
accroissement de production et une
augmentation des rendements obtenus
en sélectionnant plus rigoureusement
les minerais à forte teneur. Résultat :
pour la première fois depuis plusieurs
années, la hausse des coûts s'est rallen-
tie en 1976. Selon la banque Dreyfus, elle
devrait atteindre 12 % pour l'année
entière, au lieu de 20 % en 1975, et au
lieu de 15 % en 1974. Cette baisse est
à l'origine des bénéfices d'exploitation
(711,6 millions de francs pour les neuf
premiers mois, contre 1 010 millions de
francs au 30 septembre 1975) et les divi-
dendes ont, contre proportion gardée,
moins diminué que prévu. Pourquoi,
alors, cette chute profonde des cours ?
En fait, la baisse du prix de l'or n'a
été que l'un des facteurs du vit repli
des valeurs aurifères, un autre étant
constitué par l'aggravation du risque
politique. Ce n'est pas la première fois
que des émeutes raciales éclatent en
Afrique du Sud. Mais, cette année, elles
ont pris une ampleur et une gravité
sans précédent.

En 1960, les graves troubles de Shar-
peville avaient provoqué une baisse de
30 % des valeurs aurifères. L'on ne man-
rait vraiment s'attendre à ce plongeon
quelles ont effectué en 1976, quand se
pose la question brûlante du devenir
politique de l'Afrique du Sud.

Valeurs	1975	1976	1977	1978
Amgold	158,50	162,50	90,30	80,10
Ang.-Am.	28,10	29,50	11,50	15,10
Baiffelst.	75	77,50	26	37,50
Free St.	117,50	125,00	45,00	55,50
Goldfield	19,10	19,50	9,45	12,40
Harmony	25,00	26,50	10	16,30
Pr. Rand	94,50	180	41,80	45,50
Sandfont.	96,50	192,00	53,40	129,50
St.-Helen	120,10	122	42	67,70
Un. Corp.	23,90	25,30	10,55	11,85
West. Afr.	198,20	284,50	67,50	108,70
West. Deep	83	87,50	29,50	41,10
West. Gold.	129,60	149,50	57	75,50
De Beers	17,30	18,30	10,90	12,80

BOURSES
ÉTRANGÈRES

LONDRES

Des dégâts limités

DÉTENANT le record de la hausse 1975 (+126 %), le London Stock Exchange a reperdu une partie de ses gains en 1976.

S'il retrouve ainsi le niveau qu'il occupait déjà en fin 1975, les cours des actions britanniques atteints en 1976, eux, ne sont aucunement retombés aussi bas qu'en 1974, année noire... L'on peut même ajouter que, finalement, ces douze derniers mois ne se sont pas — compte tenu des fortes difficultés monétaires, et autres, du pays — trop mal déroulés. La pire était à craindre. Seul un recul, somme toute limité, a été enregistré.

Le premier mois de l'année laisse pourtant bien augurer de la suite. En dépit de l'annonce d'un sévère plan anti-inflationniste, les cours progressent sans à-coups jusqu'au 30 janvier. A cette date l'indice Financial Times s'établit à 417,40, dépassant nettement son plus haut niveau de 1975. Tant bien que mal, le marché se maintiendra autour de ce niveau jusqu'à fin avril. Entre-temps, il aura digéré, avec quelques difficultés, certes, la démission instantanée et brutale, le 15 mars, du premier ministre, M. Wilson; l'annonce d'un budget déficitaire de 100 milliards de francs par M. Healey, le 6 avril; un record de baisse pour le livre, le 20 avril; et, finalement, le relèvement à 10,50 % du taux de l'escompte trois jours plus tard. Ces événements n'empêcheront pas l'indice Financial Times de se hisser, le 4 mai, à 420,50. Ce sera son plus haut niveau de l'année. Il n'ira pas au-delà. Dix jours plus tard, aléché sans doute par les énormes liquidités qui transitent au Stock Exchange, le groupe I.C.I. procède à l'un des plus importants appels de fonds de l'histoire boursière britannique. Les actionnaires sont sollicités pour 200 millions de livres. Cette opération, très mal ressentie par les opérateurs, donnera le signal de la baisse.

Le 10 juin, le livre sterling pour suit sa chute, un crédit « stand-by » de 5 milliards de dollars est accordé au Royaume. Une touche de confiance réapparaît dans la City, permettant à l'indice des actions de se maintenir entre 380 et 390 jusqu'à la mi-juillet. Mais la Bourse de Londres n'est pas au bout de ses peines. Quelques semaines après éclate l'affaire Lohr (pots-de-vin, trafics d'influence, etc.). Elle ébranle brutalement la façade de respectabilité de la City, puis sera oubliée. Mais le marché, au cours des deux mois suivants, devra encore faire face à une demande de nationalisation des grandes banques de dépôt émanant de l'aile gauche du parti travailliste; à la révélation de lourdes pertes chez Slater Walker; à l'annonce de l'aggravation du déficit commercial britannique; au déclenchement d'une grève dans la marine marchande; et au redémarrage de l'inflation... Dans un tel contexte, même la publication d'un plan de resserrement des dépenses publiques, fin juillet, ne convaincra pas les milieux d'affaires.

Fournant, à partir du 21 octobre — date du réajustement monétaire, — les cours remontent. La nouvelle chute de la livre et le très sensible relèvement du taux de l'escompte à

MILAN

Une résistance inespérée

BIEN que tombée au plus bas depuis vingt ans, la Bourse de Milan a fait preuve d'une résistance assez inespérée en baissant de 8,4 % seulement.

Toutes les données propices à un effondrement des cours étaient pourtant réunies : crise gouvernementale aiguë, chute vertigineuse de la monnaie, déficits budgétaires et commerciaux records, économie au bord de la faillite, mesures d'austérité drastiques... rien n'a manqué. Sans le constant soutien apporté par les banques, le marché aurait probablement été voué à un inévitable naufrage. Il reste que, par rapport au plus haut atteint le 23 février, le repli se chiffre à 17,8 %.

TOKYO

Une remarquable performance

SUL marché financier avec Wall Street à enregistrer en 1976 une progression assez sensible, le marché de Tokyo (Kabuto Cho) a réalisé une performance d'autant plus remarquable que la conjoncture politico-économique ne lui fut pas toujours favorable.

L'année boursière japonaise donne l'impression d'avoir été trappée d'une espèce de torpeur peu coutumière. De fait, il aura fallu attendre la mi-mars pour qu'un mouvement véritablement sensible soit enregistré. Il s'agira d'ailleurs d'un recul qui se prolongera près d'un mois. L'affaire Lockheed a pris, c'est vrai, d'inquiétantes proportions, une quarantaine de fonctionnaires y étant impliqués. De plus, le chômage a atteint son niveau le plus élevé depuis seize ans : 1 240 000 salariés sans travail. Enfin, la sidérurgie va mal. Les concentrations se multiplient. Paradoxalement, le marché se

remettra de ses émotions, et les cours se redresseront au lendemain d'une grève suivie par neuf millions de travailleurs du secteur public le 15 avril. Mais les ventes ont eu lieu peu de temps après le coup de cloche : marquant, le 30 mars de chaque année, la fin de l'exercice fiscal de la majorité des sociétés financières (et industrielles) du Japon.

Russite, traditionnellement ces entreprises regorgent leurs portefeuilles.

Le courant d'achats se ralentira d'ailleurs peu après. Mais l'absence de ventes massives permettra au marché de se maintenir au même niveau jusqu'à la mi-juin. Une légère correction à la baisse se produira alors, avant que l'indice général des actions atteigne le 1^{er} juillet son plus haut : veau depuis trente-quatre mois (337,33). Le Kabuto Cho sort-il enfin de sa langueur ? Trois semaines plus tard, l'incorporation puis l'incarcération de M. Tanaka, ex-premier ministre, accusé d'avoir reçu des pots-de-vin de la société Lockheed, provoqueront tout juste un léger repli.

Plus lentement, mais plus sûrement, les cours reprennent ensuite leur mouvement de hausse. Les résultats annuels (exercice au 30 mars) des sociétés sont souvent brillants pour l'automobile, les banques, les assurances. Seuls les sidérurgistes se plaignent. Les valeurs des sociétés exportatrices grimpent toujours. Elles le feront jusqu'au 15 septembre environ. A cette date, le gouvernement est réélu. Il doit faire face à un relèvement sensible de la reprise économique interne. Le 25 octobre, la Diète adopte un programme de relance. Stimulamment, le Japon ressent le contrecoup de ses succès à l'exportation. Les tensions avec ses partenaires commerciaux se développent. Elles conduiront à des négociations multilatérales dont l'objet est de limiter les exportations japonaises. En Bourse, cela se traduit par la fin du régime sans partage des valeurs liées à l'exportation.

Après les élections, qui consacrent le recul du parti au pouvoir, la démission de M. Miki remplacé par M. Fukuda, le Kabuto Cho accentue son avance dans la perspective de cette relance qu'on lui promet, et cette troisième année de hausse consécutive se termine sur une note de vif espoir.

	Fin 1975	Fin 1976
A.R.G.	87	82,40
B.S.F.	157	157,50
Bayer	130	134,50
Chemiebank	217	181
Deutsche Bank	339	385
Hoechst	159	156,10
Manneberg	331	175,50
Neckermann	106	64,50
Reichardt	204	204,20
Thyssen	114	112,50
Volkswagen	139	136

FRANCFORT

Une baisse un peu paradoxale

LA forte hausse des cours des actions allemandes en 1975 a-t-elle été exagérée, trop hâtive ? En tout cas, la Bourse de Francfort affiche pour 1976 un chiffre d'affaires en recul de 8 % à 25 milliards de deutschemarks et une baisse moyenne des cours de 8 % également, qui, compte tenu d'une conjoncture économique, dont bien des pays européens se seraient satisfaits, apparaît quelque peu paradoxale.

La radieuse optimisme dont ont fait preuve en 1975 les opérateurs d'outre-Rhin a prévalu jusqu'à la mi-mars. C'est à ce moment que l'indice Commerzbank des actions atteint son point culminant pour 1976. A 821,70, la progression, par rapport à son plus bas niveau (touché en octobre 1974), s'établit à près de 34 %. Le mouvement sera stoppé net, le 18 mars, date d'adoption par le Bundestag d'un projet de cession des entreprises, ardemment combattu par le patronat ouest-allemand. Puis, les premières dissonances dans l'appréciation de la conjoncture économique apparaissent et accélèrent encore le mouvement de repli. Fin mai, un léger retournement se produit, qui confère le 15 juin, l'annonce de la fin de la double imposition du dividende. Désormais, les porteurs ouest-allemands bénéficient de l'intégralité de l'avoir fiscal.

Mesure technique qui, si elle met du baume au cœur des actionnaires, ne suffit pas à entretenir un mouve-

ment de redressement qui prendra fin à la mi-juillet environ. La reprise s'essouffie, il faut alors les magazines d'outre-Rhin.

C'est vrai, le chômage reste à un haut niveau, les faillites s'accroissent et les investissements font défaut, beaucoup d'entreprises ayant encore de fortes capacités de production inemployées. Jusqu'au 30 octobre, date des élections générales du pays, la Bourse évolue cahin-caha, au gré des sondages et des déclarations d'intention. Malgré le recul sensible de la social-démocratie, parti au pouvoir, les cours baissent encore jusqu'à la fin du mois.

Depuis, les indices boursiers remontent. Les liquidités sont exceptionnellement abondantes, les perspectives sur l'évolution des taux d'intérêt sont favorables, et un nouveau train de mesures de relance conjoncturelles seraient à l'étude. Nul doute que la Bourse de Francfort saluera, comme il se doit, sa mise en application. Mais, en 1977, elle devra aussi compter avec la menace d'une instabilité politique probable à laquelle elle n'était guère accoutumée.

SUISSE

La crainte d'une monnaie forte

PARMI les grands gagnants au palmarès de 1975, les marchés suisses se sont encore distingués cette année en montant de 1,2 %. C'est peu en comparaison des scores affichés par New-York et Tokyo, mais incomparablement meilleur que tout ce que les autres places ont pu faire.

La reprise de la production industrielle, le rétablissement de l'équilibre commercial et la disparition à peu près totale du chômage avaient joué en faveur de l'armistissement des cours durant le premier semestre. Mais la remontée trop vive du franc suisse avait laissé craindre que la compétitivité de l'économie helvétique ne soit à nouveau compromise, l'ardeur des opérateurs est retombée, et ce d'autant que l'activité industrielle, un peu partout dans le monde, donnait des signes d'essoufflement. Au cours du second semestre, une bonne partie des gains acquis durant le premier ont été ainsi reperdus.

	Fin 1975	Fin 1976
Brown-Boveri	1 318	1 629
Ciba (pharmaceutique)	650	687
Hoffmann-La Roche	107 750	81 750
Nestlé (porteurs)	3 400	3 640
Sulzer	2 500	2 945
U.B. Suisse	2 620	2 190

Le baromètre de la confiance

LE ralentissement d'une reprise que toutes les Bourses étrangères avaient amplement « jouée » en 1975 n'a pas manqué de peser sur leur tenue en 1976. Mais l'élément principal a peut-être été le degré de confiance que les milieux financiers ont pu éprouver à l'égard des différents pays, de la robustesse de leur économie et de la capacité de leurs dirigeants à s'en élever.

Il était donc normal que New-York et Tokyo s'inscrivent dans le clan des gagnants. Aux Etats-Unis, l'activité industrielle semble reprendre de la vigueur après un fléchissement que beaucoup estiment temporaire. L'élection d'un nouveau président, plus expansionniste — que le précédent, a, de plus, levé les doutes qui pouvaient encore freiner les initiatives. Au Japon, le maintien au pou-

voir du parti en charge du gouvernement, malgré un recul aux élections, le remplacement d'un premier ministre déconsidéré et la certitude de la mise en œuvre prochaine d'un plan de relance ont rendu aux investisseurs nationaux un optimisme qu'ils n'avaient jamais véritablement perdu.

Il est également normal que Londres et Milan aient figuré parmi les perdants. Quant à l'Allemagne fédérale, à la Suisse et aux Pays-Bas, les dégâts causés dans ces pays par la dégradation de la conjoncture ont été contrebalancés par le vif ralentissement de l'inflation, la spectaculaire fermeté de leur monnaie et, surtout, la possibilité de relancer l'économie si besoin était. Dans le tiers des nations, le classement opéré par les Bourses est donc conforme à la réalité.

WALL STREET

Un optimisme bien enraciné

AVEC une hausse inférieure à 15 % en 1976, Wall Street n'a que partiellement confirmé les promesses de la fin de 1975. L'essoufflement d'une reprise économique tant espérée — et tant anticipée — a cassé son élan initial, le fameux palier de 1 000 de l'indice Dow Jones, atteint et dépassé en 1973, ne pouvant être durablement franchi. De plus, un certain flottement, pour ne pas dire une rechute, s'est même produit à l'automne, à l'approche des élections présidentielles. Mais les marchés américains, après une période d'hésitation, semblent faire confiance à M. Jimmy Carter pour relancer l'économie, du moins dans l'immédiat, de sorte que l'année boursière se termine sur une note d'espoir.

Elle avait commencé de façon fructueuse. Dès le début de janvier, les ventes — fiscales — de décembre 1975 une fois faites, une véritable flambée de hausse se produit, qui fait gagner à l'indice Dow Jones plus de 100 points en quelques semaines, tout près du palier de 1 000. Par deux fois, le record absolu du volume des transactions est battu, s'établissant à 38,5 millions de titres échangés le vendredi 30 janvier. L'accélération de la reprise de l'économie, la diminution des stocks des entreprises (promesse d'une reconstitution), la poursuite de la baisse des taux d'intérêt et le ralentissement du rythme de l'inflation constituent autant de stimulants pour les opérateurs. Dans l'industrie, le véritable « boom » de la construction automobile est accueilli avec satisfaction. Le mouvement hausse, interrompu par des pauses et des saccades de ventes défavorables, se poursuit en février et pendant le mois suivant : fin mars, l'indice Dow Jones franchit le barre des 1 000 pour la première fois depuis le 23 janvier 1973.

Mais son incapacité à le dépasser franchement, puis à s'y maintenir, déçoit nettement les opérateurs. Un flottement se manifeste, qui entraîne une stagnation des cours. A plusieurs reprises, ceux-ci amorcent une tension passagère sur les taux d'intérêt, est provoquée en mai et en juin par les autorités monétaires américaines, désireuses de freiner l'accroissement de la masse monétaire, jugé trop rapide; le relèvement des taux de base des banques en juin donne le signal d'un net repli, ramenant un peu plus tard, le cap des 1 000 à un nouveau fugitivement atteint en juillet (1 011). Pendant l'été, l'immobilisme s'installe. A la fin septembre, néanmoins, l'abaissement du taux de base des banques, ramené de 7 1/4 à 6 3/4 %, déclenche une brillante reprise, qui hausse l'indice Dow Jones à son niveau le plus élevé de l'année (1 014,74).

Hélas ! c'est la prélude à une lourde chute, l'indice Dow Jones perdant 75 points en trois semaines, pour se retrouver au niveau du mois de janvier précédent. Le marché réagit de façon pessimiste à l'essoufflement de la reprise économique, fort perceptible en cet automne 1976. De plus, les incertitudes politiques

Une très nette reprise est enregistrée au cours des dernières semaines de l'année : avec, toutefois, le frein des traditionnelles ventes de fin d'année à caractère fiscal. A l'aube de 1977, l'optimisme est donc revenu à Wall Street : à vrai dire, il n'en avait jamais totalement disparu.

Dans les compartiments, les hausses les plus notables ont été celles de Boeing (80 %) et d'I.T.T. (50 %), qui reprenait la pente graduelle (+ 57 % en 1975) après sa chute vertigineuse les années précédentes. A relever également la fermeté des valeurs d'automobile, stimulées par la haute conjoncture régnant ce secteur (General Motors, + 30 % et Ford, + 34 %). Les pétroles ont également progressé (+ 27 % pour Exxon et + 34 % pour Mobil Oil), mais les compagnies pétrolières trouveront la nouvelle administration beaucoup moins bien disposée à leur égard que ne l'était l'ancienne. Quant aux « vedettes » traditionnelles, Eastman Kodak, Polaroid, Xerox, leur comportement a été décevant, en raison des conflits qui opposent les compagnies, notamment en matière de brevets.

BRUXELLES

Le mauvais élève

LE marché de Bruxelles s'est résolu à classer dans le groupe des mauvais élèves en 1976 avec une baisse légèrement supérieure à 15 % (22 % par rapport au plus haut atteint le 5 février).

Le relèvement brutal des taux d'intérêt consécutif à la lutte mené par la Banque nationale pour défendre la monnaie et les craintes de résultats décevants pour les entreprises ont forcé le marché à battre en retraite.

	Fin 1975	Fin 1976
Arbed	4 000	3 105
Asturienne des Mines	1 740	990
Cock Ougree	810	540
Sieckrobel	6 650	5 870
Bruxelles-Lambert	3 860	1 775
Pétrofin	6 050	4 480
Gevaert	1 300	1 124
Sé Générale Belg.	2 600	2 155
Union Minière	1 314	990

AMSTERDAM

Malade des taux

LA répulsion presque malade du marché pour la hausse des taux d'intérêt a précipité son déclin. Tous les gains acquis durant le premier trimestre ont été ainsi largement reperdus et, en dépit d'une reprise favorisée à l'approche de la fin de l'année par la détente du loyer de l'argent, les cours ont baissé de 11,7 % en moyenne, se retrouvant ainsi à leurs niveaux de mars 1975. Deux valeurs ont été plus durement touchées que les autres : AKZO (- 37,7 %), en raison des difficultés croissantes enregistrées par la société dans le secteur des fibres chimiques, et Hoogovens (- 40,8 %), qui a pâti de la crise de la sidérurgie.

	Fin 1975	Fin 1976
AKZO	41,70	25,50
Allgäu Bank	320	300
Beincken	177	126,70
Hoogovens	88	56
K.A.M.	75	88
Philips	26,30	25,40
Parkoed	145	75
Royal Dutch	112	128,30
Unilever	120,00	119,40

	Fin 1975	Fin 1976
Alcoa	38 5/8	35 3/4
A.T.T.	50 5/8	44
Boeing	24 3/8	44
Chase Man. Bank	27 1/2	28 3/4
Du Pont Nemours	126 1/2	126 1/2
Eastman Kodak	106 1/8	95 3/4
Exxon (1)	85 3/4	81 3/4
Ford	44	69 1/8
General Electric	48 1/8	53
General Foods	27 5/8	31 1/8
General Motors	57 5/8	72 1/8
Goodyear	21 3/4	23 3/8
I.B.M.	224 1/2	217 5/8
L.T.C.	22 1/2	23
Kennecott	28 1/8	26 5/8
Mobil Oil	47 3/4	42 1/2
Pfizer	27 5/8	27 1/8
Schlumberger	78	83 1/4
Tesaco	23 3/8	27 1/4
U.S.I. Inc.	28 3/8	28 5/8
Union Carbide	61	61 1/2
U.S. Steel (2)	55	56 1/4
Westinghouse	13 3/8	16 3/4
Xerox	50 7/8	53 3/8

(1) Division du titre : 2 p. 1.
(2) Division du titre : 3 p. 2.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

QUALITÉ DE LA VIE

1976, année de la « relance » ?

C'était le 24 décembre 1975, à la fin du conseil des ministres. Les membres du gouvernement s'apprêtaient à prendre congé de M. Giscard d'Estaing lorsque celui-ci reprit la parole, à la surprise générale. Il insista pour qu'en 1976 la

politique de la qualité de la vie soit poursuivie d'une manière « plus précise et plus vigoureuse ». Il indiqua les axes de cette « relance » : aménagement du temps, développement de la vie associative, réforme des enquêtes d'utilité publique,

lutte renforcée contre la pollution de l'air, de l'eau, contre le bruit, etc. Ces bonnes intentions de fin d'année ont-elles été suivies d'effet ? Un an après, voici le bilan de ce qui devait être l'année de la qualité de la vie.

Trop de mesures en trompe-l'œil

ÉLYSÉE : le président de la République a montré l'exemple en donnant de sa personne à plusieurs reprises. L'action la plus notable a été son déplacement à Angers, le 11 juillet, pour les Journées nationales du cadre de vie. Là, devant sept cents fonctionnaires, il déclara : « Il y a eu de la qualité de la vie, mais elle est éphémère. » Autre coup de pouce, mineur mais significatif : c'est au printemps 1976 que l'Etat a voté les 15 hectares d'espaces verts prévus à l'emplacement des anciens abattoirs de la Villette sont passés à 23 (sur 54 hectares).

MINISTÈRE : MM. André Fosset et Paul Granet, respectivement ministre de la qualité de la vie et secrétaire d'Etat à l'environnement, ont tenu en fonction en janvier. Ils sont remplacés le 1^{er} septembre par M. Vincent Auzou, huitième homme politique chargé de ces problèmes depuis mars 1974. L'environnement bat tous les records d'installabilité ministérielle.

Le budget de l'environnement, qui se montait à 356 millions de francs pour 1976, a été simplement reconduit pour 1977, soit une diminution effective qui sera celle du taux d'inflation. Les effectifs, qui étaient de sept cent quarante et un agents en 1975, ont été portés à neuf cent cinquante en 1976. Les attributions du ministère de la qualité de la vie ont été élargies, par décret, à la police des eaux douces et à la lutte contre la pollution marine. Cependant, pour l'exécution de ces nouvelles tâches, il devra faire appel aux autres services publics, « en tant que de besoin ».

PARLEMENT : les parlementaires ont voté quatre nouveaux textes d'importance diverse : la loi sur les incinérations en mer (brûlage de déchets) et la loi sur les immersions en mer (listes de déchets interdits et soumis à autorisation) le 7 juillet ; la loi sur les installations classées (établissements nuisibles) le 19 juillet ; enfin la loi de protection de la nature votée le 10 juillet 1976. Elle crée l'obligation d'une étude préalable d'impact sur l'environnement pour tout grand aménagement, organise la protection de la faune et de la flore sauvage, réglemente les zoos, établit une charte des animaux domestiques et permet de classer un site pour motif écologique. Mais on attend les sept décrets d'application (promis à présent pour mars 1977) et surtout celui organisant les

études d'impact, qui semble rencontrer de grandes difficultés. L'atelier central d'environnement créé par M. Granet pour juger les études d'impact les plus importantes est en sommeil. Résultat : les grands aménagements nationaux tels que les centrales nucléaires, la zone industrielle du Verdun, la ligne S.N.C.F. à grande vitesse Paris-Lyon, le canal à grand gabarit Rhin-Rhône, échappent à un examen vraiment sérieux des services de l'environnement.

En revanche, la nouvelle loi sur l'urbanisme, présentée par l'équipement et adoptée juste avant la fin de l'année, contient de nombreuses dispositions favorables au cadre de vie, comme la généralisation du permis de construire, la création de zones d'environnement protégé, etc. Mais une quinzaine de décrets seront nécessaires pour la rendre applicable.

LE VIEUX PLAN : fonctionnaires et membres du haut comité de l'environnement ont participé aux travaux des commissions préparatoires du Plan, et particulièrement à ceux de la commission de l'aménagement du territoire et du cadre de vie. Parmi les vingt-cinq programmes d'action prioritaire (PAP) retenus, deux concernent l'environnement. Le n° 24 — « défendre le patrimoine naturel » — implique un effort de l'Etat de 1,8 milliard en cinq ans. Le ministère de la qualité de la vie est chargé de son exécution. Le n° 21 — « améliorer dans la ville » — prévoit des dépenses de 12,8 milliards et dépend principalement du ministère de l'équipement.

AMÉNAGEMENT DU TEMPS : des cent mesures proposées par le rapport Labrousse, une vingtaine ont été retenues. Une mission pour l'aménagement du temps a été créée au sein du ministère de la qualité de la vie. Elle compte trois fonctionnaires. Des groupes locaux devaient voir le jour dans quatorze villes. Quatre ont effectivement élaboré un plan d'aménagement du temps pour leur localité. Lors des vacances de la Toussaint 1976, l'éducation nationale a accepté de décaler les jours de sortie et de rentrée par rapport au début et à la fin du week-end. Les industries automobiles ont refusé de bouger en 1976, mais pour 1977 elles promettent d'avancer leur fermeture simultanée au 23 juillet.

VIE ASSOCIATIVE : des quarante-cinq mesures proposées par le rapport Delmon pour favoriser la participation des Français à l'amélioration du cadre de vie, le gouvernement en a retenu une douzaine. Les enquêtes d'utilité publique ont été réformées par un décret et une circulaire du 19 mai 1976. Enlancée en 1976, la formation des responsables d'association a été poursuivie. Quatre décrets ont permis d'organiser la participation de « personnalités appartenant à des associations » au Comité national des déchets, aux conseils d'administration de l'Agence des déchets, de l'Agence des espaces verts Ile-de-France et des cinq parcs nationaux. On est en route pour la reconnaissance officielle d'un nouveau syndicalisme du cadre de vie.

POLLUTION DES MERS : la France a signé le 16 février 1976, à Barcelone, une convention-cadre et deux protocoles techniques sur la lutte contre la pollution de la Méditerranée. Elle a également participé avec l'Italie et Monaco, le 10 mai 1976, à un accord sur la protection des eaux littorales d'Hyères, Gênes et Marseille. Le 1^{er} juillet 1976, a été signé un accord de coopération (CROS) la haute mer sur la surveillance des mers.

POLLUTION DES EAUX DOUCES : la France a signé le 4 décembre, à Bonn, la convention sur la protection du Rhin contre les déversements de produits chimiques et de sel. Le gouvernement a financé mille deux cents opérations d'antipollution au lieu de mille deux cent cinquante-cinq l'année précédente.

POLLUTION DE L'AIR : le gouvernement a décidé le 12 mai 1976 de créer une agence de l'air, en 1978. Une campagne de réglage des carburateurs auto a été lancée par le ministère, ainsi qu'un concours pour la mise au point de moteurs à combustion. Un contrat d'entreprise a été signé le 9 novembre avec Pechiney-Ugine-Kuhlmann, selon lequel l'entreprise s'engage à dépenser 250 millions de francs d'équipement antipollution d'ici à 1979.

Mais les pourparlers engagés avec Saint-Gobain et Cressot-Loire n'ont pas abouti. Aucun nouveau contrat intéressant une branche industrielle n'a été signé sans autorité et sans moyens ? Est-ce enfin une consolation que de constater que, malgré ce handicap, la France reste en tête des nations européennes dans la recherche d'une meilleure qualité de vie ?

ESPACES NATURELS : création de la Haute-Normandie hors des clichés

Journaliste au Nouveau Journal, Pierre de la Basse-Normandie, de 1975 à 1985. Mais, très vite, il faut sortir de ces clichés. « Certes, la guerre de 1939-1945 était intervenue dans une Basse-Normandie traditionnelle, mais elle n'a pas effacé les structures du siècle dernier, largement à l'écart de l'évolution du monde moderne. »

Pourquoi la Basse-Normandie, c'est bien autre chose que les images dont on fait les cartes postales. C'est une région qui, tranquillement, a effectué depuis trente ans les plus grandes transformations qu'elle ait sans doute jamais connues : sans jamais avoir fait parler d'elle, elle recèle de multiples trésors cachés, des performances et des expériences qui méritent d'être connues.

La recherche : un des axes de développement. Dans les années 80, Caen, siège d'un équipement de recherche de dimension internationale, sera certes facilement accessible de Paris par le TGV, mais les chercheurs se déplacent plus couramment en avion, et il serait préjudiciable pour le rayonnement de Caen que deux cotés du triangle européen des grands accélérateurs d'ions lourds ne soient pas reliés par air.

On imagine déjà des charters de chercheurs arrivant à Caen... * Basse-Normandie de 1975 à 1985, par Gisèle Prevost - Conclusions de Jacques Bloch-Moisan, Informations et Conjonctions, 24, rue Danielle-Casanova, 75001 Paris, 35 F.

P. T. T.

L'administration toulousaine appelle une entreprise privée à son secours

De notre correspondant régional

Toulouse. — Pour éponger le retard pris dans l'achèvement du courrier en cette fin d'année, l'administration régionale des P.T.T. vient de demander le concours d'une entreprise privée qui aidera les postiers à transporter colis et correspondances de la gare de Matabiau au centre de tri de Saint-Cyprien.

La direction précise qu'il ne s'agit là que d'un coup de main provisoire. Sa décision est toutefois contestée par le syndicat C.F.D.T. des P.T.T. de la

Haute-Garonne qui « constate que l'administration a brisé des crédits pour lui permettre de faire effectuer en dehors des P.T.T. un travail normalement confié à ses services, alors que les revendications présentées par le syndicat concernant l'amélioration des effectifs, notamment au service des transbordements de Toulouse-Gare, ont été refusées ». Le C.F.D.T. précise que les postiers s'opposent par tous les moyens à cette nouvelle forme de privatisation de leur entreprise. — L. F.

Paris

BEAUCOUP DE PLACES VIDES DANS LES PARCS DE STATIONNEMENT

La fréquentation des 40 parcs publics souterrains de stationnement a augmenté de 4 % en 1976 par rapport à 1975, a indiqué M. Jean Tauliella, préfet de Paris, en réponse à deux conseillers socialistes, MM. Louis Moulinet et Georges Sarre (Bulletin municipal du 22 décembre). Mais l'augmentation des recettes a été beaucoup plus notable : + 15,5 %.

Toutefois si certains parkings connaissent un taux de remplissage satisfaisant (qui démontre leur utilité), d'autres restent pratiquement vides. Parmi les parcs bien utilisés, il faut citer : Montholon (282 places), Montparnasse (489), Notre-Dame (287), avec des taux d'occupation variant de 70 à 80 %. Les plus délaissés sont Anteuil (1 052 places), Champerret (1 680

et Maillot (1 230), qui sont aussi les plus vastes et dont le taux de fréquentation oscille entre 13 et 21 %. Enfin, les parkings qui ont le rendement par place le plus élevé sont : Notre-Dame (12 353 F), Saint-Sulpice (7 309 F) et George-V (6 309 F). A la lecture du tableau publié par la préfecture de Paris, on constate que les parcs situés aux portes de la capitale ne jouent pas le rôle de dissuasion qui devrait être le leur, ce qui laisse supposer que de nombreux banlieusards continuent à emprunter leur automobile pour pénétrer dans le centre de Paris. Les parcs d'Auteuil, de Champerret, de Maillot, mais aussi de Saint-Clément, des Ternes, de la Villette, d'Orléans, des Lilas, d'Itaube, de Clignancourt, sont très insuffisamment occupés.

Faits et projets

Paris

● PARIS AURA UNE RUE GEORGES-BRAQUE. — Le Bulletin municipal officiel du 24 décembre publie un arrêté préfectoral approuvant la décision du Conseil de Paris de donner à la rue du Douanier (14^e arrondissement) le nom de Georges Braque, le peintre, fondateur du cubisme avec Picasso, né à Argenteuil en 1882 et mort à Paris en 1963.

P.T.T.

● L'INSTITUT DE RECHERCHES ECONOMIQUES ET SOCIALES SUR LES TELECOMMUNICATIONS (IREST) (*), association régie par la loi de 1901, se propose de réunir exploitants, usagers et fournisseurs de télécommunications afin qu'ils puissent confronter leurs points de vue et réfléchir en commun sur la place et le développement de ce secteur d'activités dans l'économie nationale. Cet institut a été récemment créé à l'initiative de M. Jacques

Dondoux, ingénieur général des télécommunications, + 48, rue de la Procession, 75013 Paris.

Transports

● ATERRISSAGE TOUT TEMPS POUR L'AIRBUS. — La compagnie Air Inter vient de réaliser les deux premiers atterrissages tout temps avec un Airbus A-300 B3 qu'elle a récemment mis en ligne. Ces « premières » ont eu lieu à l'arrivée d'un vol Paris-Lyon et d'un vol Lyon-Paris. — (G.P.I.)

● LA CATASTROPHE AERIENNE DE ZAGREB. — L'enquête internationale conduite par des experts yougoslaves, britanniques et allemands, sur la collision entre un Trident de British Airways et un DC 9 yougoslave près de Zagreb, qui avait provoqué la mort de cent soixante-seize personnes le 10 septembre dernier, vient de conclure à une faute de la tour de contrôle de Zagreb et en particulier à celle d'un de ses employés. — (A.P.)

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Propriété 5.245 M2 à THIMECOURT
Commune de LUZARCHES (95) - Lieu-dit : Hameau de Thimecourt - Le Moulin - Mise à prix : 110.000 F - Vente sur sais. Pal. Just. Pontoise le 13 janvier 1977 à 14 heures - S'adr. à M^{re} MALHERBE, av. à PONTOISE (95) - T. 464-17-16

Vte sais. Immob. Palais Justice Nanterre, MESSAGRI 19 JANVIER, 14 h. EN UN SEUL LOT

UN ENSEMBLE IMMOBILIER
Cont. superficie d'ap. titres 1.530 m2 cadast. sec. Q. N° 31 pour 1.795 m2 à usage commercial de bureaux commerciaux et d'annexes à ces locaux à BAGNEUX (Hauts-de-Seine)
8, avenue Aristide-Briand
Mise à prix : 6.000.000 de francs
Ces locaux sont loués pour moitié à usage commercial de bureaux et d'annexes à la Société LEBONNETIER et à la Société C.I.T. ALCAUTEL. Vente sur sais. Pal. Just. Pontoise le 13 janvier 1977 à 14 heures - S'adresser à M^{re} COYDON, Versailles - Tél. 951-21-53 - 953-45-50. Greffe des Créés 27bis, Cde Just. Nanterre, 178-181, av. Joliot-Curie. Et sur les lieux pour visiter.

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 6 JANVIER 1977, à 14 h.
UN TERRAIN sis à CLAMART (92)
Et les constructions y édifiées, d'une contenance de 7 a 13 ca
40, AVENUE VICTOR-HUGO
LIBRE DE TOUTE OCCUPATION
MISE A PRIX : 200.000 F
S'adresser à : 1) M^{re} LYONNET du Montier, av., 182, rue de Rivoli, Paris (7^e), 2) M^{re} J.-M. GARNIER, synd., 63, bd Saint-Germain, Paris (5^e), 3) au Greffe ou le cahier des charges est déposé, 4) et sur les lieux pour visiter.

Etudes de M^{re} INZIAN, not. à PERROS-GUIREC (22) et de M^{re} GAILLODECO, not. de just., synd. admn., à MORLAIX, et Cde de M^{re} COURENIN et PACON, et de M^{re} CHAPPEL et LE BRUN, avocats à MORLAIX. VENTE AUX ENCHÈRES, après conversion de sais. immob., le Samedi 29 janvier 1977, à 15 heures, en la Mairie de PERROS-GUIREC, et par le ministère de M^{re} INZIAN.
VILLE DE PERROS-GUIREC - Rue de la Salle
Dans un ensemble immobilier DOMINANT LE PORT ET DENOMME « RESIDENCE LA SALLE »
— 1 GARAGE M. à P. : 15.000 F
— 2 CHAMBRES MEUBLEES M. à P. : 25.000 F chacun
— 3 STUDIOS MEUBLES M. à P. : 25.000 F chacun
— 1 APPARTEMENT F.3 M. à P. : 130.000 F
— 7 APPARTEMENTS F.4 M. à P. : 150.000 F chacun
— 2 APPARTEMENTS F.5 M. à P. : 180.000 F chacun
Pour tous renseignements, s'adresser au notaire : 28-30-33.

BIBLIOGRAPHIE

La Normandie hors des clichés

Journaliste au Nouveau Journal, Pierre de la Basse-Normandie, de 1975 à 1985. Mais, très vite, il faut sortir de ces clichés. « Certes, la guerre de 1939-1945 était intervenue dans une Basse-Normandie traditionnelle, mais elle n'a pas effacé les structures du siècle dernier, largement à l'écart de l'évolution du monde moderne. »

Pourquoi la Basse-Normandie, c'est bien autre chose que les images dont on fait les cartes postales. C'est une région qui, tranquillement, a effectué depuis trente ans les plus grandes transformations qu'elle ait sans doute jamais connues : sans jamais avoir fait parler d'elle, elle recèle de multiples trésors cachés, des performances et des expériences qui méritent d'être connues.

La recherche : un des axes de développement. Dans les années 80, Caen, siège d'un équipement de recherche de dimension internationale, sera certes facilement accessible de Paris par le TGV, mais les chercheurs se déplacent plus couramment en avion, et il serait préjudiciable pour le rayonnement de Caen que deux cotés du triangle européen des grands accélérateurs d'ions lourds ne soient pas reliés par air.

On imagine déjà des charters de chercheurs arrivant à Caen... * Basse-Normandie de 1975 à 1985, par Gisèle Prevost - Conclusions de Jacques Bloch-Moisan, Informations et Conjonctions, 24, rue Danielle-Casanova, 75001 Paris, 35 F.

(PUBLICITE)

PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DE LA RÉGLEMENTATION

Bureau de l'Administration Générale et des Elections
Ligne nouvelle ferroviaire Paris-Sud-Est et artère de télécommunications à grande capacité Paris - Sud-Est

AVIS D'OUVERTURE DE L'ENQUÊTE PARCELLAIRE
dans les communes de LIERNAIS, CENSEREY, VIANGES, MARCHESEUL, MANLAY, VOUDENAY

Une enquête parcellaire destinée à déterminer l'identité des propriétés et les caractéristiques des parcelles dont l'acquisition est nécessaire pour permettre la construction de la ligne nouvelle ferroviaire Paris-Sud-Est, d'une part, et l'établissement de l'artère de télécommunications Paris-Sud-Est, d'autre part, se déroulera dans les communes de Liermais, Censerey, Vianges, Marchesreuil, Manlay, Voudenay, du 18 janvier 1977 au 8 février 1977 inclus. Pendant cette période, les pièces du dossier seront déposées dans les mairies et pourront être consultées aux jours et heures suivants : LIERNAIS : de 10 h à 12 h, du lundi au vendredi inclus ; CENSEREY : de 10 h à 12 h, du lundi au vendredi inclus ; VIANGES : de 11 h à 13 h, du lundi au vendredi inclus ; MARCHESREUIL : de 17 h à 19 h, du lundi au vendredi inclus ; MANLAY : de 17 h à 19 h, du lundi au vendredi inclus ; VOUDENAY : de 17 h à 19 h, du lundi au vendredi inclus. Afin que les personnes qui le désirent puissent en prendre connaissance et consigner leurs observations sur le registre ouvert à cet effet, par écrit au commissaire-enquêteur, M. VERMOREL PAUL, Directeur des Impôts (Contributions directes et indirectes) en retraite, soit à son domicile, 63, rue de la République, à Dijon, soit en mairie de l'une des communes indiquées ci-dessus.

A l'issue de l'enquête, les personnes concernées pourront demander à prendre connaissance des conclusions du commissaire-enquêteur en adressant leur requête à M. le Préfet de la Côte-d'Or, Direction de l'Administration générale et des Elections, 21004 DIJON CEDEX. DIJON, le 10 décembre 1976

LE PRÉFET
Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général,
Michel BACHMANN.

هنا من الأصل

La région parisienne

Administration plus près des administrés

mars 1977 les mairies de la capitale seront remplacées par des commissions d'arrondissement

Les élus communistes de Paris viennent de déposer au bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi tendant à démocratiser la position et le fonctionnement des commissions d'arrondissement de la ville de Paris. Le nouveau statut de Paris, qui sera en place en mars 1977, prévoit, en effet, la création dans chaque arrondissement de commissions siégeant à la mairie. Ces commissions donneront leur avis sur les affaires locales qui leur sont soumises par le Conseil de Paris ou par le maire. Elles seront composées : les élus de Paris élus de l'arrondissement, les officiers municipaux nommés par le maire et les représentants d'associations élus par le Conseil de Paris.

Non sans raison, l'opposition critique la composition de ces commissions. En effet, la majorité du Conseil de Paris se trouve inévitablement conduite à désigner des membres d'associations qui lui sont favorables dans des arrondissements où l'opposition aura triomphé. « Ces commissions d'arrondissement, telles qu'elles sont conçues dans le nouveau statut, sont des caricatures de structures démocratiques », a déclaré M. Louis Baillet, député communiste de Paris. Un fait demeure certain : la vie de ces commissions transformera la vie des mairies.

Vingt arrondissements depuis 1860

Paris ne compte, jusqu'en 1860, que douze arrondissements. En 1860, la capitale absorbant les villages situés à sa périphérie s'étendit sur vingt arrondissements. Toutes les mairies, sauf celle du dix-septième qui vient d'être reconstruite, sont pratiquement centenaires. Elles demeurent, en fait, peu connues des Parisiens, car elles ressemblent peu à la « maison communale » traditionnelle. Dans le cadre du statut actuel de la ville de Paris, les mairies d'arrondissement ne sont que des antennes de la préfecture de Paris. « Il ne faut pas cependant pas mésestimer leur rôle auprès de la population », estime M. Jean-Claude Auger, secrétaire général de la mairie du vingtième arrondissement.

Qui gère ces mairies ? — Le maire et ses adjoints, non pas élus, mais nommés par le gouvernement et placés sous l'autorité du préfet de Paris. Ils sont de droit : officiers de l'état civil (naissance, décès, mariage), président de la caisse des écoles et président du bureau d'aide sociale. En fait, suivant leur personnalité et leur tempérament, ils peuvent intervenir efficacement dans l'animation culturelle et sociale de l'arrondissement ; — Les élus : députés et conseillers de Paris de l'arrondissement tenant chaque semaine une permanence à la mairie, où ils peuvent recevoir leurs électeurs. Ils n'interviennent pas dans le fonctionnement des services de la mairie ; — Les services : état civil, éco-

les, services sociaux, demandes de logement, attribution d'aides et gestion d'équipements pour personnes âgées.

Le nouveau statut de Paris supprime les maires et maires adjoints actuels et crée une commission d'arrondissement dans laquelle siègeront notamment plusieurs officiers municipaux. Afin de rapprocher « l'administration d'administrés », comme le déclarait récemment le ministre de l'Intérieur, M. Michel Poniatowski, plusieurs services de la préfecture de Paris et de la préfecture de police s'installeront dans les mairies. C'est ainsi, par exemple, que, dès 1977, des « antennes » de la préfecture de police seront mises en place progressivement pour délivrer immédiatement les passeports, les cartes nationales d'identité et les cartes grises pour véhicules d'occasion. Ces « antennes » sont obtenues aujourd'hui dans les commissariats de quartier et délivrées dans un délai de quinze jours. Le recours à l'informatique permettra leur délivrance en quelques minutes.

Plus de maire pour le mariage

D'autre part, le programme de libération et d'aménagement de locaux permettra d'installer dans les mairies de nouveaux services. Des « cellules » consacrées à l'urbanisme devraient pouvoir permettre aux citoyens de se renseigner sur l'avenir de leur quartier ou de leur arrondissement. Enfin, dès 1977, toutes les mairies de Paris seront pourvues d'un « bureau de médiation », fonction « permettant aux Parisiens de connaître tous les services offerts par leur ville.

Le nouveau statut de la capitale aura une dernière conséquence : la présence à l'hôtel de ville d'un maire élu par son conseil municipal, comme dans l'ancienne commune de Paris. Ce sera, dira-t-on, la mairie de Paris, mais le maire pour se marier. Ils seront, certes, toujours accolés à la mairie, mais par l'officier municipal.

JEAN PERRIN.

Paris-Cergy-Pontoise en trente minutes

M. MICHEL PONIAWSKI, ministre de l'Intérieur et maire de l'Isle-Adam (Val-d'Oise), a posé le lundi 20 décembre la première pierre de la future gare de Cergy-Pontoise qui ouvrira ses portes en 1978.

La liaison entre la ville nouvelle et la capitale devait initialement être assurée via la Défense par l'aéroport, mais les pouvoirs publics renoncèrent à ce projet en raison de son coût et des difficultés techniques qu'il soulevait. Il fut donc décidé, durant l'été 1974, que la jonction entre les deux villes serait faite par le train. Le premier projet de la S.N.C.F. qui reprenait très exactement le tracé du futur aéroport, abandonné au profit d'un autre chemin, plus rationnel et plus économique, puisqu'il utilisait pour sa majeure partie la voie existante. De Paris-Saint-Lazare à Cergy-Pontoise par Nanterre-Université, seuls 8 kilomètres de voies nouvelles seront construits. La réalisation du projet nécessite également le franchissement de la Seine et de l'Oise, la mise en œuvre de lignes existantes.

Fin 1978, le trajet Paris-Cergy sera en trente minutes avec trois arrêts : Achères, Sartrouville, Nanterre. Les usagers à destination de la capitale pourront alors également utiliser le réseau express régional. Coût de l'opération, 480 millions de francs. La S.N.C.F. et la région d'Ile-de-France.

Le but essentiel de cette liaison est de relier directement Paris à la ville nouvelle en évitant les zones urbanisées, et les élus du département ne se font pas faute de rappeler qu'il existe un autre projet plus à l'est de la ligne en cours de construction. Ainsi, M. André Petit, Centre démocrate, maire d'Eaubonne, conseiller général et conseiller régional, a souligné au cours de la dernière assemblée régionale que le projet Ermon-Maillet (que bon nombre d'élus préfèrent à la liaison Ermon-La Défense) ressusciterait le trajet de dix mille personnes à l'heure de pointe. « Personne ne peut en cause la nécessité de cette nouvelle ligne, déclare-t-il, nous espérons que les travaux pourront commencer en 1978. »

Avec les voies rapides récemment mises en service entre La Défense et Cergy-Pontoise, et les projets par fer prévus ou en construction, le desserte de la ville nouvelle, qui jusqu'à présent souffrait d'un certain isolement, sera assurée.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

POINT DE VUE

La ville « ouverte »

Par JEAN-CLAUDE DELARUE (*)

CINQUANTE ET UN pour cent des jeunes, selon un récent sondage publié par le Point, se déclarent « très tentés » ou « assez tentés » de voter pour des candidats écologiques.

Ainsi il est clair que ce qu'on appelle l'écologie, ou la protection de l'environnement, ou encore la défense de la qualité de la vie, est devenue une préoccupation majeure des Français. On s'en était déjà rendu compte lors des élections cantonales de mars dernier, où les candidats « verts » au Chesnay, à Poissy ou à Pontoise, les candidats écologiques en Alsace, avaient obtenu entre 10 et 25 % des voix. Les élections législatives partielles, dans le 5^e arrondissement et à Versailles, ont confirmé cette impression.

Moins de priorité à la voiture

Le phénomène est d'autant plus significatif que les autres sujets d'inquiétude ne manquent pas. Or, malgré la persistance — pour ne pas dire l'aggravation — du chômage et de l'inflation, il est évident que beaucoup de Français ne se contentent plus de remèdes quantitatifs (un taux de croissance plus élevé) et qu'ils veulent en réalité une autre orientation de l'activité économique et de l'aménagement du territoire.

C'est particulièrement net à Paris et dans sa banlieue qui, il faut le dire, ont été touchés de plein fouet par les excès de croissance — sauvage — de ces dernières années. Les Parisiens et les banlieusards ne veulent plus de la politique de priorité à la voiture (il faut adapter Paris à l'automobile), disait Georges Pompidou, qui mutila les villes, sacro-saintes les espaces verts et bloqua les transports en commun : 67,5 % des femmes de la région parisienne, interrogées par Vivre, considéraient les transports comme le problème numéro un, 59,5 % d'entre elles sont pour l'interdiction de la circulation automobile à Paris et la gratuité des transports. On est loin du débat dans lequel se perdent les hommes politiques sur les moyens de financer les nouvelles autoroutes urbaines.

Les Parisiens et les banlieusards ne veulent plus que l'aménagement de leur région soit livré aux caprices des intérêts privés. Paris a perdu plus de cinq cent mille habitants en vingt-cinq ans. La population de l'Essonne est passée de deux cent quatre-vingt mille habitants en 1945 à près d'un million aujourd'hui. Imagine-t-on la somme de detresses que ces chiffres représentent, les personnes qu'on expulse, celles qui ont perdu leur logement, celles qui ont perdu leur travail, celles dont le cadre de vie a été sacrifié ? Cette dégradation de la qualité de notre vie, le fait aussi que les préoccupations de la plupart des hommes politiques sont, dans ce domaine, à des années-lumière de celles des populations, tout concourt à expli-

quer la floraison des candidats écologiques.

Ainsi à Paris, les animateurs d'associations comme la Fédération des usagers des transports, les Amis de la terre, S.O.S. environnement, Sauver Paris, le mouvement écologiste ou le centre interdisciplinaire de socio-écologie, ont décidé de présenter cent neuf candidats dans les dix-huit circonscriptions électorales sous la bannière de Paris-Ecologie.

Ces candidats proposent aux Parisiens un programme en trois points.

1. — Sauver l'environnement de notre ville. L'automobile et les moteurs — privés et publics — défigurent Paris. Nous voulons donner une priorité absolue aux transports en commun et aux piétons, bloquer les projets de voie express comme la radiale Vincennes-Orly. Brierre l'ardeur de ceux qui multiplient les « rénovations » destructrices. Éliminer les pollutions (y compris les risques de pollution nucléaire), la saleté et le bruit.

2. — Déclarer Paris « ville ouverte » à tous, sans distinction de ressources, d'âge, de capacités physiques. Nous voulons réintégrer dans la ville tous ceux qui en sont, d'une manière ou d'une autre, exclus : les personnes âgées, les handicapés, les enfants aussi. Arrêter les expulsions. Adapter les logements, les bâtiments publics et les transports aux cent mille handicapés parisiens. Multiplier les espaces libres pour les enfants.

3. — Faire de l'administration municipale une « maison de verre ». Nous entendons faire connaître les comptes détaillés des sociétés d'économie mixte, l'inventaire immobilier et les critères d'attribution des nombreux logements de la ville. Assurer une véritable publicité des marchés. Informer la population de tous les projets d'aménagement et la consulter par référendum — comme en Suisse — pour toutes les décisions importantes.

En 1978, nous élirons nos députés. Ce sera une élection politique. En mars 1977, Paris-Ecologie veut permettre aux Parisiens de choisir, en toute connaissance de cause, l'avenir de leur ville.

Pendant ce temps, les aspirants à la mairie réduisent le débat à une simple querelle de personnes ou de clans. La gestion municipale serait-elle une chose trop sérieuse pour être confiée aux professionnels de la politique ?

* Président de la Fédération des usagers des transports.

LA FIN D'UN CLUB

La page de l'histoire de la capitale a été tournée le mardi 20 décembre : le Conseil de Paris n'existera plus. Les élus parisiens se retrouveront en mars prochain, juste après les élections municipales, pour élire un nouveau conseil de Paris. Le statut actuel de Paris voté par le Parlement en décembre 1976, en dernière heure du Conseil de Paris, a été, notamment, quinqués par l'intervention de Jean Tautou, préfet de la Seine, qui a déclaré : « Le Conseil de Paris n'existera plus. Il a permis — durant cent cinquante ans — de faire coexister une paix relative les armées possédant le pouvoir et les conquérants conquies de la ville. »

Le conseil des citoyens, le conseil de Paris, a, durant ces années, géré la capitale. De fortes personnalités de majorité comme de l'opposition l'ont dominé. Elles ont souvent entraîné à leur suite des élus timides, qui se sont souvent réfugiés dans une administration « tout-à-fait ».

ans un hémicycle qui ressemblait à celui de l'Assemblée nationale, les quatre-vingt-dix-sept élus de Paris ont bien des fois joué aux députés. Empruntés les décors de la capitale politique, ils n'ont cependant pas eu la conduite de députés responsables. Surtout, l'administration s'était faite une sorte de complicité qui permettait d'arranger les choses à l'amiable. L'hôtel de ville était devenu un club où l'on ignorait des Parisiens, absents des tribunes sans que les grands débats aient eu lieu. La rénovation de la capitale, le projet de voie nouvelle, le futur maire de Paris, les élus et les Parisiens ont changé ces habitudes et ont pris leurs responsabilités. C'est un début, mais l'objet du nouveau statut, qui s'en plain-

CORRESPONDANCE

M. Robert Segond, d'Anzin-sur-Scal (Seine-Saint-Denis), nous adresse la lettre suivante :

Station Châtelet, le 7 décembre. Il est 12 heures. A cinquante mètres de la salle des guichets, une boucherie de portillons automatiques commande l'accès de la direction Porte de la Villette. J'introduis mon précieux coupon de

Orange magnétique

carte orange qui disparaît, aspiré par la machine à l'entrée normale. Mais, ô surprise, me le rend pas. Quelques instants de patience, peine perdue. Une personne de la guichet, alertée, ouvre la machine et ne trouve aucune trace de mon billet.

12 h. 30. Le sous-chef de la station, qui engage à aller trouver dans sa cabine (direction Les Lilas) procède à son tour à une inspection, trouve une anomalie de fonctionnement, mais de billet point. Il met la machine hors service.

On m'explique que mon coupon orange ne peut manquer de se trouver à l'intérieur : la machine n'accepte qu'un billet à la fois et le risque de vol, par un voyageur utilisant ce portillon pendant que je m'en étais éloigné pour chercher une employée, est exclu. Mais que se passe-t-il pour le voyageur qui perd ainsi son titre de transport ?

« Vous me paraissez de bonne foi, me répond-on. Mais rien n'a été prévu. La R.A.T.P. ne peut pas garantir l'infailibilité de ces machines. J'insiste, et l'on me remet un billet jaune, barré de vert, en remplacement du mien. Il n'est pas sur une ligne S.N.C.F., deux jours après, m'apprendra que ce billet n'est qu'une contre-marque gratuite que l'on remet aux voyageurs dont le coupon s'est démagmatisé. Bien entendu cette contre-marque, seule, n'est pas un titre de transport valable, pas plus pour la S.N.C.F. que pour les compagnies d'autocars agréées et, c'est le comble, pas davantage pour les agents de contrôle de la R.A.T.P. !

Je voyage maintenant frauduleusement jusqu'à mon moment où

un contrôleur, moins compréhensif que les autres, qui, quatre aux- quels j'ai déjà dû raconter mon histoire, engagera contre moi des poursuites. Parce que je n'ai rien intenté, je me suis vu assigner à comparaître. Sans doute, conviendra-t-il que je dépose, à mon tour, une plainte contre la R.A.T.P.

Sur la route des cimaises

chacun son métier ? Non, ce n'est pas de cette manière-là que Pierre Fritsch, transporteur routier de l'État, aient conduit ses affaires. Pourquoi être l'homme d'une seule ambition ? Pourquoi les gens seraient-ils tout d'une pièce, s'interroge-t-il ?

Patron des Transports Eclair — 600 employés, 200 véhicules, — il vient d'ouvrir, au chevet du Centre Georges-Pompidou, dans le quartier des Halles, une galerie d'art, à l'enseigne de l'Est du beau bourg. « Pour quelqu'un qui, comme moi, a peu de temps de libre, le meilleur moyen de voir de la peinture, c'est d'en vendre, explique-t-il. J'assiste au moins à tous les vernissages. »

A son entreprise, Pierre Fritsch a su intéresser — financièrement parlant — une dizaine d'amis transporteurs. C'est bien là le signe d'une mutation de la profession : moins d'autodidactes, davantage d'intellectuels, pourrait-on dire. « Hélas ! nous traitons encore l'image de marque de la peinture de petits artisans déplorables, seuls des lende-mains incertains, sans esprit d'ouverture sur le monde extérieur », se plaint-il.

En accrochant aux cimaises de sa galerie les œuvres de jeunes surréalistes — Valerio Trubiani, Carlo Berté, Jean-Pierre Verlet — Pierre Fritsch ne joue pas la carte de la facilité. Qu'importe ! Il faut être de son temps : impossible d'arrêter l'histoire de l'art à Cézanne et à Picasso.

Découvrir des signatures inconnues, c'est l'affaire de Roberto Garcia York, son directeur artistique. « Cela ne leur coûte rien d'exposer chez nous, précise celui-ci, nous ne voulons pas être de simples marchands de biens. Au bon fonctionnement de sa galerie, le patron des Transports Eclair apporte son expérience de chef d'entreprise. Son souci : diffuser les œuvres d'art, et, pour cela, vendre à bon marché et faire crédit. » Tous les peintres doivent gagner leur vie, pas seulement les grandes vedettes.

S'aventurer dans une galerie, trop peu s'y risquent encore : à l'occasion, il préfère prendre le chemin du musée. « Timidité excessive, juge Pierre Fritsch. Il y a aujourd'hui, entre l'artiste et son public, trois générations d'écart. » Comment réduire ce décalage, et ce n'est en exposant peintures et sculptures dans les rues, les halls de gares, les bureaux et les ateliers ? C'est maintenant chose faite aux Transports Eclair.

Créer, dit-il. Pas question de s'arrêter en chemin. Après la galerie d'art, un jour un restaurant. Un moyen comme un autre pour Pierre Fritsch de « voir des gens », en somme, de communiquer, ce qui, pour un transporteur, est un peu l'essence de l'art. — J.-J. B.

* Galerie l'Est du beau bourg, 58, rue Beaubeau, 75003 Paris. Tél. 887-74-96.

mettez la chance dans votre poche avec un billet de la loterie nationale

TRANCHE DE LA SAINT SYLVESTRE

GROS LOT 2.000.000 F

TIRAGE LE 29 DECEMBRE



Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Halles
75001 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois	
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	90 F	160 F	232 F	300 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS	100 F	180 F	252 F	320 F

ÉTRANGERS (par mandat)

1. — ALGERIE - ALGER	125 F	230 F	335 F	440 F
2. — TUNISIE	125 F	230 F	335 F	440 F

Par voie aérienne
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Remettre aux publications de l'éditeur tous les numéros en capital, d'impression.

L'automatisme pour 19.985 F*

HONDA CIVIC

option air conditionné 2.400 F*
version boîte mécanique 19.985 F*

JAPAUTO

concessionnaire exclusif
27, avenue de la Grande-Armée - Paris 16^e
Tél. 500.14.51

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A L'ÉTRANGER

ALMAREZ DE LA BANQUE MONDIALE

plus riches et les plus pauvres

London. — Le Koweït est en 1975 le pays où le national brut par habitant le plus élevé du monde (dollars = 97 560 F). Il a les Emirats arabes unis, occupent cette place les années précédentes, indique l'Atlas annuel de la Banque mondiale. A l'autre bout de l'échelle, le Bouthan est resté, dollars (350 F), le pays le plus pauvre, précédé de trois pays : le Mali, la Haute-Volta, le Rwanda.

Les pays industrialisés, la Suisse ont devancé l'Allemagne (6 510 dollars), la Belgique (6 540 dollars), la France (6 580 dollars), la Suède (7 680 dollars). Se classent ensuite le Japon (9 950 dollars), le Danemark (9 920 dollars), l'Allemagne (6 510 dollars), la Belgique (6 540 dollars), la France (6 580 dollars), la Suède (7 680 dollars).

Le P.N.B. par habitant de la Suisse est de 97 560 dollars, celui de l'Allemagne de 6 510 dollars, de la Belgique de 6 540 dollars, de la France de 6 580 dollars, de la Suède de 7 680 dollars.

(PUBLIÉ)

UBIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

DIRECTION NATIONALE DES COOPÉRATIVES

DE L'A.N.P.

DÉLÉGATION INDUSTRIELLE

E. N. I. B.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

N° P.M.I. 76-001

a D.N.C./A.N.P. - Délégation Industrielle, lance un appel d'offres

national, pour la réalisation d'une menuiserie industrielle complète

unique clé en main.

Les dossiers de soumissions sont à retirer contre la somme de

1 DA (huit cents Dinars) à D.N.C./A.N.P. - Délégation Industrielle

Alger, 12 février 1977, terme de rigueur, le cachet de la poste

en folio.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant

une période de trois (3) mois.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires devront

être sous pli recommandé avec la mention « APPEL D'OFFRES

N° 76-001 », à A. N. P. S. OUVRIER, à D.N.C./A.N.P. - Délégation

Industrielle, Commission des Marchés, de Sid-Moussa (ALGER),

le 12 février 1977, terme de rigueur, le cachet de la poste

en folio.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant

une période de trois (3) mois.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires devront

être sous pli recommandé avec la mention « APPEL D'OFFRES

N° 76-001 », à A. N. P. S. OUVRIER, à D.N.C./A.N.P. - Délégation

Industrielle, Commission des Marchés, de Sid-Moussa (ALGER),

le 12 février 1977, terme de rigueur, le cachet de la poste

en folio.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant

une période de trois (3) mois.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires devront

être sous pli recommandé avec la mention « APPEL D'OFFRES

N° 76-001 », à A. N. P. S. OUVRIER, à D.N.C./A.N.P. - Délégation

Industrielle, Commission des Marchés, de Sid-Moussa (ALGER),

le 12 février 1977, terme de rigueur, le cachet de la poste

en folio.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant

une période de trois (3) mois.

Le gouvernement italien n'exclut pas la mise en place du rationnement de l'essence et de la viande

De notre correspondant

Rome. — Interrogé sur l'éventualité d'un rationnement de l'essence et de la viande, le président du conseil italien, M. Andreotti, a répondu, dimanche 26 décembre, que « le rationnement est un mot démodé qui rappelle les années de guerre, mais qui peut constituer un mal mineur dans des circonstances déterminées. » Cette déclaration faite à la radio s'annonce par le fait formel l'application de mesures de rationnement, mais elle est suffisamment explicite pour avoir provoqué dans l'opinion publique une réelle inquiétude, dont se font l'écho les quotidiens de ce lundi 27 décembre.

Depuis un certain temps déjà, il est question d'obliger les Italiens à réduire leur consommation d'essence, et de limiter les importations massives de viande, ce qui est le déficit vertigineux de

la balance commerciale (25 milliards de francs pour les dix premiers mois de 1976). Il s'agit de créer un double marché : d'un côté l'essence rationnée à une certaine quantité par mois, vendue sur présentation de tickets de l'autre l'essence en vente libre, au prix dissuasif pour la majorité des automobilistes de 600 ou 700 litres par litre (3,50 ou 4 francs).

Les partis de gauche ont déjà manifesté leur opposition au principe du marché libre dont ne pourraient profiter que les citoyens les plus fortunés. En outre, certains experts affirment que la distribution de bons ou de tickets de rationnement obligerait que certains « indices » laissent prévoir la possibilité de « sortir d'une situation difficile ».

pas exclure la fraude et le système des attributions de complaisance.

En ce qui concerne la viande, c'est avant tout la viande bovine importée qui risquerait d'être rationnée, en interdisant, par exemple, aux bouchers de vendre ce genre de produit au moins une semaine sur quatre. La Fédération nationale des bouchers a déjà eu l'occasion, à la fin de l'été, d'exprimer son opposition catégorique à cette éventualité et menaçait de déclencher une grève illimitée, ce qui ne manquerait pas de créer des problèmes considérables pour la population et de faire reculer le gouvernement. Avant d'évoquer cette question brûlante du rationnement, M. Andreotti avait toutefois affirmé que certains « indices » laissent prévoir la possibilité de « sortir d'une situation difficile ».

Le procès de l'échelle mobile des salaires

Rome. — Les syndicats italiens ne sont pas opposés au principe d'un rationnement de l'essence et de la viande, qui leur a été présenté comme probable par le président du conseil. Ils ne veulent pas entendre parler, en revanche, d'une réforme de l'échelle mobile, jugée indigne par le patronat.

Le « panier » se fonde sur le budget-type d'une famille d'ouvriers. Établi en 1949, il a été révisé depuis, ce qui fait par exemple que le poste alimentaire (57 %) y est surévalué, alors que l'essence n'y figure pas. Des salaires, effectués tous les mois dans les principales villes, permettent d'établir chaque trimestre un indice national. Une augmentation de 1 % de celui-ci entraîne une augmentation d'un point de l'indemnité dite de « contingenza », dont la valeur en lire a été unifiée en janvier 1975 : elle tient compte de la catégorie et de la qualification professionnelle des salariés. Un accord semblable a été obtenu dans les secteurs primaire et tertiaire.

Ce nouveau système s'attire plusieurs reproches : la distribution salariale est soumise aux caprices de l'inflation ; les augmentations sectorielles, nécessitées par les lois du marché, sont impossibles ; les petites entreprises, aux salaires plus bas, sont pénalisées ; le système ne protège que les salariés et accroît le fossé entre eux et les marginaux (chômeurs ou « semi-chômeurs »). Ce sont les effets inflationnistes de l'échelle mobile qui sont critiqués, car ce système fait, en réalité, progresser les salaires plus vite que les prix.

Un ouvrier de la chimie qui gagnait 300 000 lire par mois en janvier en recevait 397 000 en décembre, soit 22,3 % de plus. Or l'augmentation du coût de la vie n'a été, si l'on peut dire, que de 20 % cette année. Dans le secteur des services, l'indexation porte non seulement sur le traitement de base, mais sur les primes de production, le travail en équipe et l'ancienneté. Dès 1975, avec la réforme, les salaires avaient progressé (+ 21 %) plus vite que les prix (17 %) ; l'Italie était devenue le pays le plus inflationniste d'Europe.

Beaucoup dépend, en fait, de la manière dont on compte. Calculée en monnaie locale, la hausse des coûts salariaux horaires, entre 1970 et 1975, a été deux fois plus élevée en Italie qu'en Allemagne fédérale. Mais, si l'on calcule en dollars, les pourcentages sont à peu près équivalents, compte tenu de la dépréciation de la lire par rapport à la monnaie américaine. Le salaire horaire d'un ouvrier italien restait en juillet 1975 l'un des plus bas des pays industrialisés : 4,53 dollars contre 4,57 en France et 6,19 en R.F.A.

Les charges sociales sont-elles, pour leur part, très différentes d'ailleurs ? Les patrons italiens sont fortement défavorisés, par rapport à leurs collègues allemands, luxembourgeois ou hollandais, avec des cotisations représentant environ 48 % du salaire. La différence avec la France est, toutefois, assez faible.

Grèves, absentéisme et jours fériés

Le patronat s'en tient, lui, à ses propres calculs. Selon une étude publiée par la Confédération, entre 1970 et 1975, le coût du travail en Italie est passé de l'indice 100 à l'indice 209 (130,5 en Allemagne de l'Ouest, 159 en France, 180 en Grande-Bretagne). Et les produits italiens auraient respectivement perdu en compétitivité 60 %, 31 % et 16 % par rapport à ces pays.

En-dehors des salaires, des charges sociales et des fortes indemnités de départ, le débat porte sur la durée du travail. Les trois points noirs de l'Italie sont les grèves, l'absentéisme et les jours fériés.

Le gouvernement avait demandé aux deux parties, le 11 novembre, de fixer d'un commun accord les modalités d'une réduction du coût du travail. La négociation piétine. Elle ne se réduit pas à l'échelle mobile, mais fournit l'occasion d'un véritable procès de ce mécanisme d'adaptation des salaires au coût de la vie.

Le record de dix-sept par année. Leur réduction est décidée, mais elle n'est pas encore entrée en vigueur. Les syndicats reconnaissent que l'Italie doit rattraper le terrain perdu en matière de compétitivité. Ils soulignent toutefois que seule une véritable reconversion industrielle, et dans chaque entreprise, de meilleures conditions de travail permettront de l'obtenir. Sur l'échelle mobile, leur position est claire : « On n'y touche pas. » C'est, en effet, le seul moyen — malgré les imperfections du « panier » — d'empêcher une baisse du pouvoir d'achat. Mais ne pas toucher au mécanisme n'empêche pas de bloquer provisoirement les salaires les plus élevés, comme le gouvernement l'a d'ailleurs fait par décret.

On attache une grande importance à la réduction du coût du travail. Sa réussite ou son échec peuvent avoir de sérieuses conséquences politiques, malgré l'attitude « molle » du parti communiste. En 1975, chaque jour un peu plus un parti de gouvernement.

En Belgique mise à part, l'horaire contractuel de travail en Italie est le plus court d'Europe occidentale : 1 202,5 heures par an, contre 1 600 en France. Les jours fériés non dominicaux atteignent, en effet,

le record de dix-sept par année.

Le « panier » se fonde sur le budget-type d'une famille d'ouvriers.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

En 1975 les conflits du travail ont fait perdre en moyenne 1 748 heures pour 1 000 salariés.

GALLON D'EAU MINÉRALE ET BARIL DE PÉTROLE

Les propos de M. Giscard d'Estaing assimilant les augmentations du prix du pétrole brut à une « rançon » ont été commentés sans aménité par la presse iranienne. Ainsi, le journal de langue anglaise Kayhan, après avoir indiqué qu'un gallon (4,54 litres) d'eau d'Érian vaut en Arabie Saoudite deux fois plus cher qu'un baril (159,88 litres) de pétrole et que quelques grammes de parfum français coûtent autant qu'un baril de brut, écrit dans ses éditions du 26 décembre : « Dans un monde interdépendant, dont l'existence même est liée à la coopération et à la compréhension, ce serait une rhétorique dangereuse de parler d'« rançon ». » Le président Giscard d'Estaing ne marque aucun point et il pourrait bien, en fait, rendre la situation confuse à un moment où le monde tout entier a besoin de clarté pour trouver un remède à ses maux actuels. »

LES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES AUX ÉTATS-UNIS

Les prix des produits alimentaires aux États-Unis devraient augmenter de 3 à 4 % en 1977, selon les estimations des services de recherche du département de l'agriculture. Cette progression serait à peu près égale à celle de cette année (3 % jusqu'à présent), et nettement inférieure à celle des trois années précédentes (14,3 % en 1973 et 1974), et 8,5 % en 1975. — (A.F.P.)

L'IRAN VA EMPRUNTER 500 MILLIONS DE DOLLARS

500 MILLIONS DE DOLLARS sur le marché international des capitaux pour faciliter le financement de ses projets de développement industriel. Organisé par un groupement international de onze banques, dont la Chase Manhattan est le coordinateur, cet emprunt sera émis pour sept ans à un taux d'intérêt supérieur de 1,25 % à celui de l'eurodollar. — (A.F.P.)

LE WORLD TRADE CENTER DE NEW-YORK

LE WORLD TRADE CENTER DE NEW-YORK a perdu 19 millions de dollars en 1975. Les deux tours jumelles de cent dix étages dont la construction avait coûté 741 millions de dollars à la Régie autonome des ports de New York et de New-Jersey, ne sont en effet pas entièrement occupées, la location de bureaux de sociétés privées étant difficile sur un marché très concurrentiel. — (A.F.P.)

AGRICULTURE

APRÈS LES DÉCLARATIONS DE M. BONNET

« Dire tout haut... »

Le « Qu'ils crévent » lancé aux producteurs viticulteurs de la « bibine » par M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture (« le Monde » daté 28-27 décembre), n'a pas manqué d'être relevé par nos confrères parisiens lundi 27 décembre.

« Oui, ils crévent », écrit Michel Doumenge dans L'HUMANITÉ. Après avoir rappelé la mort d'un vigneron à Montredon et les licenciements dans les entreprises de la région, il note : « Le « Volcan » n'a pas craqué. (...) Et c'est parce que cette résistance boussale les nouveaux projets liquidateurs des monopoles — on veut arracher 100 000 hectares de vigne comme

on veut licencier 12 000 sidérurgistes — que leurs hommes perdent leur sang-froid. L'apogée de M. Bonnet est la cri du cœur d'un régime en difficulté. Il est temps qu'ils s'en aillent. »

ROUGE rappelle d'abord, à propos de la fusillade de Montredon, que « le fusil d'Albert Teissie n'a pas tué le C.R.S. ». Puis, estimant que « ce qui tient lieu de ministère de l'Agriculture n'est encore fait remonter en tout haut ce que le pouvoir organise tout bas », le quotidien de la Ligue communiste assure : « Comme c'est le négoce qui tient le cours des choses, on ne vienne pas nous parler de « politique de qualité » puisque le capital n'encourage (pour couper avec les importations) que la « bibine ». » Qu'on ne nous dise pas non plus qu'on produit trop de vin

dans le Midi, puisque le négoce international importe des millions d'hectolitres et refuse d'acheter les vins de qualité. »

Pour LIBÉRATION, les déclarations de M. Bonnet reviennent à « opposer la plaine aux coteaux pour le plus grand profit du négoce », explique le quotidien. « Jusqu'ici, le grand négoce s'était opposé à tout changement dans ce Midi viticole, faisant échouer notamment la politique de promotion des vins de pays initiée par la V^e République dans les années 1962-1966. »

Actuellement, le grand négoce change de politique. En principe, on ne devrait pas s'en plaindre. Seulement voilà : tout le problème est que les vins de consommation courante continueront à exister. Ils seront tout simplement importés d'Italie. A la France les vins de qualité très chers, à l'Italie les vins de table ultra-ajustés, au négoce les super-bénéfices. »

Sous l'appel de page une « Bonnet contre la bibine », Jean-François Colomer estime, dans LE FIGARO, que « le pari de Christian Bonnet, c'est sans doute d'empêcher les vigneron du Midi, qui ont formé les gros bataillons de manifestants, de janvier à mars dernier, à produire du vin de qualité. Mais en accusant ainsi le Midi viticole, il risque également de donner des armes à ceux qui pensent que c'est en barrant les routes comme dans le passé qu'ils obtiendront satisfaction. »

Les six députés communistes du Languedoc-Roussillon, MM. Emile Jourdan, Roger Boucaute et Gilbert Millet, députés du Gard, Pierre Arraut, Paul Salmeron, députés de l'Hérault, et André Tourné, député des Pyrénées-Orientales, ont adressé au premier ministre, M. Raymond Barre, un télégramme dans lequel ils dénoncent « la déclaration provocatrice du ministre de l'Agriculture » (le Monde daté 26-27 décembre). Ils ajoutent : « Exigeons garanties pour l'achat des viticulteurs, notamment fixation prix minimum 13 francs degré-hecto. »

ACTION SOCIALE

L'obligation alimentaire sera supprimée le 1^{er} janvier

L'obligation alimentaire — qui consiste à imposer aux plus proches parents d'une personne âgée ou handicapée la prise en charge « alimentaire » de cette personne — cessera à partir du 1^{er} janvier prochain. C'est ce qu'a rappelé le dimanche 26 décembre, au micro de France-Inter, M. René Lenoir, secrétaire d'Etat à l'action sociale. Cette contrainte était considérée depuis de nombreuses années comme une injustice par les familles concernées, car elle permettait à l'Etat et à la communauté d'échapper à leurs propres devoirs dans ce domaine. De nombreuses personnes âgées, en outre, hésitaient à réclamer des secours aux pouvoirs publics, afin de ne pas être une source de charges supplémentaires pour leurs enfants.

M. Lenoir a indiqué que les handicapés, notamment, vivront désormais de leurs ressources et de l'aide sociale. « Une garantie de ressources, a-t-il précisé, sera mise en œuvre à compter du 1^{er} janvier 1978. » D'autre part, comme prévu, M. Lenoir s'est engagé à faire paraître avant cette même date — c'est-à-dire dans le délai d'un an — tous les décrets d'application de la loi d'orientation des personnes handicapées votée en juin 1975.

[Comme prévu également, le salaire versé aux handicapés ne pourra être inférieur à 90 % du SMIC en atelier protégé. Il « pourra » atteindre 90 % du SMIC dans ce même type d'atelier. Mais au-delà de ces 90 % et au-delà du SMIC en milieu normal, — les handicapés qui travaillent perdront le bénéfice de l'aide accordée.]

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

SUPPRESSION DE LA COMMISSION DE L'ÉLECTRONIQUE DU PLAN

La fin d'une ambition ?

Quelques lignes noyées dans un Journal officiel dominical. Tel est l'acte de décès officiel de la Commission permanente de l'électronique du Plan (COPEP), portée sur les fonts baptismaux, le 30 mars 1961, par M. Debré, alors premier ministre, et supprimée, le 19 décembre, dans une semi-clandestinité, inconnue du grand public, la COPEP a pourtant été, quinze ans durant, l'inspiratrice de l'action des pouvoirs publics dans plusieurs secteurs stratégiques : l'informatique, les télécommunications, l'aéronautique, l'électronique.

Rattachée au commissariat du Plan, donc au premier ministre, elle avait de multiples tâches. Elle devait notamment : apprécier la situation et les développements de l'équipement électronique français, examiner les problèmes généraux qui commandent l'expansion de ces industries, proposer une politique d'ensemble et servir de conseil permanent au gouvernement pour les problèmes relatifs aux industries de ce secteur. Organisme de réflexion et de recommandation, la COPEP était également un lieu de concertation où se retrouvaient, plusieurs fois par an, directeurs généraux des grandes entreprises électroniques, représentants des organisations professionnelles, des P.M.E., hauts fonctionnaires des ministères concernés.

Des hommes comme MM. Danzin, Roux, Ponte, Doumenc, Lhermitte, ont largement participé aux travaux de la COPEP, dont les deux derniers présidents avaient pour noms Robert Galley et Maurice Allégret. Les plans « calcul », « mesure », « composants », « électronique professionnelle », sont directement issus de ses réflexions. La COPEP a été à l'origine d'une prise de conscience essentielle : dans les années 60 : la France devait se doter d'une industrie électronique puissante pour s'affranchir autant que faire se peut de la domination américaine. Ses réflexions ont servi à l'élaboration de la doctrine gaullienne sur les technologies de pointe.

Au fil des ans, l'action de la COPEP, sous l'impulsion notamment de son dernier secrétaire général, M. Jean-Michel Treille, s'est affinée, renforcée, grâce à la mise au point d'un vaste système informatique baptisé « Mars ». Cet « outil » devait permettre tout à la fois de suivre l'exécution du Plan dans les secteurs l'électronique, les télécommunications et de fournir des rapports annuels sur ces branches industrielles, d'avoir les moyens nécessaires pour aider l'Etat dans les décisions de stratégie industrielle à prendre. « Mars » fonctionnait, d'abord, comme une banque de données, nourrie par les informations (protégées par le secret

professionnel) en provenance de deux cent cinquante entreprises, trente services administratifs et vingt-trois syndicats professionnels. « Mars » a ainsi enregistré quelque 20 millions d'informations. Depuis un an, l'information circule dans les deux sens. Les industriels avaient accès — sous certaines conditions — au système et pouvaient s'en servir pour déterminer leur stratégie et améliorer leur gestion. « Mars » permettait simultanément à l'Etat de mesurer l'efficacité des crédits, fort nombreux, injectés dans l'électronique. On avait même songé à étendre le système à l'ensemble de l'industrie française.

Autres temps, autres mœurs. Les doctrines ont évolué. Dans ces secteurs de pointe, on ne cherche plus à s'affranchir avec les firmes américaines, mais à coopérer avec elles. Le plan n'est plus « une ardeur obligation ». La COPEP, qui avait pris une part prépondérante à l'élaboration du VI^e Plan, a été plus ou moins mise à l'écart pour la préparation du VII^e Plan. Elle a vu peu à peu se dessiner contre elle ceux qui avaient dû accepter sa prééminence : des fonctionnaires, qui avaient dû céder une parcelle de leur pouvoir, ont relevé la tête ; certains industriels privés (dans les filiales des groupes multinationaux notamment) n'avaient jamais complètement accepté le système « Mars » et ne l'auraient qu'à contrecœur les informations nécessaires ; que des fonctionnaires puissent contrôler au jour le jour l'utilisation des fonds publics injectés dans l'industrie et connaître le détail des prix de revient, aussi bien que la gestion des entreprises, cela leur semblait anormal.

Sans doute aurait-on pu améliorer le fonctionnement de la COPEP : mettre en place des instruments de contrôle de son action, donner un peu plus aux industriels le sentiment que « Mars » ne raquait pas de se retourner contre eux pour servir de base à une possible inquisition étatique et technocratique. Telle n'a pas été la voie choisie. L'Etat et les industriels perdent un outil qui leur aurait été pourtant bien utile dans la difficile conjoncture présente. Les renseignements contenus dans les bandes magnétiques de « Mars » ont été redistribués aux ministères intéressés, l'industrie et la recherche en reprenant l'essentiel. La force et l'originalité de la COPEP et du système « Mars », l'association d'industriels et de fonctionnaires au sein d'un organisme pouvant avoir une vision d'ensemble et proposer, à partir de données concrètes, une politique à long terme — apparemment au passé.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT

FAITS ET CHIFFRES

Commerce extérieur

UN « CARNET D'ADRESSES DE L'EXPORTATEUR » vient d'être publié par le Centre français du commerce extérieur (C.F.C.E.). Ce guide présente, sous forme de fiches mobiles, les principaux organismes, publics ou privés, qui ont vocation à traiter des échanges internationaux.

Energie

TECHNIQUES DE L'ENERGIE, revue mensuelle, vient de publier son premier numéro. Elle se propose de « mettre en valeur la technologie et les équipements qui concourent au développement et au progrès du secteur énergétique ». Le n° 1 (décembre 1976) comporte des articles sur la gazéification du charbon à grande échelle, le transport de chaleur par réseaux d'eau chaude à 90° C et sur les crédits accordés à l'énergie dans le budget 1977, ainsi qu'une série de nouvelles sur l'équipement des sociétés ou l'actualité dans le domaine énergétique.

* Techniques de l'énergie, décembre 1976, 20 F.

Etranger

LE MEXIQUE A ADOPTÉ un budget de 616 milliards de pesos pour 1977, en hausse

d'environ 40 % sur celui de 1976. Toutefois, en termes réels, les dépenses ne progressent que légèrement. — (Agefi.)

Patronat

INFORMATIONS TELEPHONÉES DU C.N.P.F. — Le Conseil national du patronat français vient de créer un bulletin quotidien d'informations téléphoniques qu'il a intitulé la Voix des entreprises et que l'on peut obtenir en composant le 730 CNEP (730-25-73). Dès 11 heures, chaque matin, un bulletin de trois minutes environ présente les principales déclarations et commentaires du C.N.P.F. sur l'actualité économique et sociale.

Prestations sociales

LE RELEVEMENT DU PLAFOND DES SALAIRES soumis aux cotisations de la Sécurité sociale suscite la protestation de la C.G.C. Elle considère que cette majoration de 14,2 % à compter du 1^{er} janvier 1977 est une atteinte à la liberté d'entreprise (C.G.C.) qui témoigne de l'embarras du gouvernement. Ce dernier n'a pas tenu ses promesses, estime la C.G.C., qui réclame une nouvelle règle de définition du plafond à partir de la variation d'un salaire annuel moyen, et non plus des salaires horaires.

SEPT ENTREPRISES D'HORLOGERIE SUISSES ET ALLEMANDES CRÉENT UN ORGANISME D'ACHAT ET DE FABRICATION

Devant la dangereuse montée de la concurrence américaine et japonaise dans l'horlogerie suisse et allemande, sept entreprises ont décidé de réagir. A cette fin, ils viennent de créer un organisme commun, la coopérative des industries de précision électronique (S.P.I.C.), qui sera chargée de centraliser les achats de pièces détachées et de promouvoir la fabrication des montres et de leurs composants. Sept entreprises ont adhéré à cette coopérative, deux allemandes, les firmes Diehl et Jungheans, spécialistes l'une et l'autre du gros volume (réveilleurs, pendules, horloges), et cinq suisses, le groupe Mondaine Watch (8,5 millions de montres produites en 1976), qui regroupe une vingtaine de petites firmes horlogères, Timelec, Modules Electroniques, Remonta Bernheim et Nepro Watch. Cette dernière société, anciennement reconstruite à l'horlogerie électronique (montres et modules), compte notamment parmi ses clients français, Yema, le groupe Finhor (Hermès, Lov) et Bifor. Dès 1977, l'S.P.I.C. envisage de produire 3 millions de montres électroniques (12 % de la production mondiale escomptée).

LES IMMATRICULATIONS DE TRACTEURS EN FRANCE ont enregistré en octobre une chute vertigineuse : 95,8 % par rapport à la même période de l'année précédente. Avec 4730 engins contre 7910 en 1975. Pour les dix premiers mois de l'année, les premiers sont néanmoins légèrement supérieurs à ceux de 1975, avec 63 022 unités contre 62 683, soit + 0,7 %. vient d'indiquer le Syndicat général des constructeurs de tracteurs et machines agricoles.

L'Association de Documentation Comptable

réédite

LA VIE OUVRIÈRE

(Octobre 1909-juliet 1914)

Revue syndicale animée par Monatte, Merheim, Griffuelhes, Rosmer et de nombreux militants révolutionnaires de la C.G.T.

Une information exceptionnelle riche et vivante sur le mouvement ouvrier français et international du début du siècle, ses idées pour une transformation radicale de la vie sociale, sa lutte pour empêcher la guerre mondiale.

Collection complète en fac-similé - 110 numéros - 7.552 pages - Format 20x12,5, tirage très limité

Prix de souscription : 1.400 F (dont 20 F de cotisation). Règlement à l'ordre de « Alain BOUC, trésorier à l'ADVO », à adresser 11, rue Jean-de-Beaune, 75005 PARIS.

Hôtel Sheraton.

Des boutiques, des restaurants, des jardins, entre votre chambre et Montparnasse...

«Le Montparnasse 25», une table gastronomique dans un décor des «années folles», «Le Corail», un bar feutré où il fait bon s'attarder, «La Ruche», un restaurant à service rapide et permanent (de 7 h. à 23 h.), des chambres vastes et silencieuses dominant Paris (équipées d'un bar, d'un téléphone direct, de chaînes couleur et de programmes de films sur TV), des salles de réceptions et de conférences, 2.500 places de parking. Confort, calme, détente... Voilà ce que vous offre l'Hôtel Sheraton, au milieu de ses pelouses et jardins... en plein cœur de Montparnasse.

Pour réserver : 260.35.11



Paris-Sheraton Hotel

AVENUE DU MARSE - RUE DU COMMANDEUR MOUCROTTE TELEX 20015

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CONDOR - PUBLICIDAD

Société à responsabilité limitée au capital de 20 000 francs Siège social : 22, rue Blanche 75009 PARIS

CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 12 décembre 1976 enregistré à Melun (Seine-et-Marne), il a été constitué, sous la dénomination sociale « Condor Publicidad », une société à responsabilité limitée ayant pour objet la diffusion de la publicité sous toutes les formes connues à ce jour ou inconnues.

Le siège social a été fixé à 75009 Paris, 22, rue Blanche. Le capital social, formé par les apports des associés, s'élève à la somme de 20 000 francs. Ce capital est divisé en deux cents parts sociales de 100 francs chacune, librement souscrites et intégralement libérées, lesquelles ont été réparties entre les associés dans la proportion de leurs apports.

La société est gérée et administrée par M. Antoine Rosmer, organisateur, domicilié 117, allée des Abeilles, 71300 Le Mée-sur-Seine, désigné en qualité de gérant associé, lequel jouit, vis-à-vis des tiers, des pouvoirs les plus étendus pour contracter en son nom de la société et l'engager pour tous les actes et opérations entrant dans l'objet social sans limitation.

La société sera immatriculée au registre du commerce tenu au greffe du tribunal de commerce de Paris.

Le gérant : M. Rosmer.

CESSATION DE GARANTIE

La Discount Bank (France) S.A., 1, boulevard des Capucines-lystées, 75008 Paris, par application des articles prévus par les articles 44 à 48 de la loi du 2 janvier 1970, dénonce, dans le délai de trois jours francs à compter de la présente publication, la garantie financière délivrée le 21 avril 1976 à la société Giler S.A., 21, avenue d'Orléans, à Paris-16^e, au titre de l'activité de « transactions sur immeubles et fonds de commerce ».

Tous les événements créanciers au sein de la loi précitée ont un délai de trois mois pour produire entre les mains du gérant.

La présente publication obligeant n'emporte en rien la moralité de la S.A. Giler.

INTERCROISSANCE

SICAV

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 23 décembre 1976, sous la présidence de M. Claude Solvay-Champoux, pour approuver les comptes de l'exercice 1976-1977, clos le 30 septembre dernier.

Au cours de cet exercice, la valeur liquidative de l'action est passée de 126,11 F à 141,25 F, soit une augmentation de 15,13 F. En y ajoutant le revenu global par action afférent à l'exercice 1976-1977, la progression pour l'actionnaire ressort à 15,93 F pour l'exercice au 30 septembre 1976.

Le dividende sera mis en paiement le 3 janvier 1977 contre remise de coupons n° 11 et 12 aux guichets des banques fondatrices : Société Générale, Société Générale Alsacienne de Banque, Société Générale de Belgique.

Les actionnaires d'Intercroissance pourront, jusqu'au 1^{er} avril 1977, réinvestir la dividende net en souscrivant des actions de la SICAV sans droit d'entrée.

Au cours de cette assemblée, le président Solvay-Champoux a notamment déclaré :

« Comme l'a souligné votre conseil dans son rapport, les marchés boursiers dans leur ensemble ont été dominés durant notre exercice par un manque de confiance dû aux incertitudes politiques, à la faiblesse d'un certain nombre de monnaies et à l'inflation persistante. A ces facteurs se sont ajoutés, depuis la fin de notre exercice, deux autres de nature à peser sur l'économie qui ont marqué le début de l'année. »

Malgré ces efforts pour augmenter la rentabilité de notre portefeuille d'obligations, le dividende qui vous est proposé est en baisse ; celle-ci est imputable, d'une part, à la diminution du produit des liquidités, et, d'autre part, à une moindre rentabilité des valeurs étrangères qui ont remplacé dans notre portefeuille une partie des valeurs françaises.

Cette politique, comme vous avez pu le constater à la lecture du rapport, a permis à Intercroissance de conserver, et même d'améliorer, la valeur de l'action. Le produit net de l'exercice 1976-1977, au cours duquel, je vous le rappelle, la progression de la valeur liquidative (coupon inclus) était ressortie à 15,93 F.

En conclusion, sur ces deux exercices, la plus-value d'un actionnaire aura été de 41,4 %, en y incluant les coupons distribués (coupon d'impôt compris).

Je viens de prononcer le terme de plus-value, dont la taxation, comme vous le savez, fait toujours beaucoup d'ombre et n'a pas été sans

avoir été spécialement mis sur le tapis de consommation.

Le compte de pertes et profits fait apparaître un bénéfice distribuable de 430 millions de francs permettant la mise en paiement d'un dividende net par action de 4,30 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,92 F soit un revenu global de 5,22 F contre 5,83 F pour l'exercice précédent, qui, sur la base de la valeur liquidative ex-coupon 30 septembre 1976, assure un rendement de 3,96 %.

Le dividende sera mis en paiement le 3 janvier 1977 contre remise de coupons n° 11 et 12 aux guichets des banques fondatrices : Société Générale, Société Générale Alsacienne de Banque, Société Générale de Belgique.

Les actionnaires d'Intercroissance pourront, jusqu'au 1^{er} avril 1977, réinvestir la dividende net en souscrivant des actions de la SICAV sans droit d'entrée.

influencer défavorablement nos marchés.

Bien que mon application se rapporte au 1^{er} janvier 1977, je tiens à souligner que, dans une période globale qui s'ouvre à nous et les actions de SICAV, comme les autres éléments d'un patrimoine, doivent être analysés à la lumière de ce nouvel environnement.

Les valeurs mobilières, dans ce cadre, sont certainement plus complexes, dans cette perspective d'investissement, que les valeurs immobilières, pour le détenteur de titres, une situation relativement confortable. Les SICAV, pour leur part, comme je l'ai déjà dit, ne peuvent pas procéder aux arbitrages nécessaires par l'analyse des marchés et des valeurs, arbitrage qui ne se passe pas obéir par le souci d'équilibre plus-value et moins-value.

De ce fait, la position des SICAV demeurera aussi simple et logique que par le passé.

Par ailleurs, le fait de détenir des actions de SICAV sur une longue période vous permettra de bénéficier de la réalisation de ces actions soit à l'expiration d'une période de cinq ans, soit à l'expiration d'une période de dix ans, moyennant un paiement de 10 % du montant nominal, soit, au-delà de dix ans, d'une exonération d'impôt totale.

Il semble donc que les SICAV soient appelées à devenir un véhicule privilégié d'un investissement sur le marché des valeurs mobilières.

Je souhaite que nombreux soient ceux qui ont pris conscience de la portée de ces longues perspectives de leur avenir.

LES PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT DE LA BANQUE DE L'INDOCHINE ET DE SUEZ

Une gestion de patrimoine personnalisée

Des solutions originales et variées

Le montant global des programmes souscrits auprès de la Banque de l'Indochine et de Suez, au titre des valeurs mobilières, par les particuliers descripteurs de bénéficiaires de la gestion de cette banque d'affaires du groupe BOCI, s'élève, au 30 septembre 1976, à 1 350 000 F.

Les avois de chaque titulaire sont répartis, après une analyse de particularités personnelles, entre les secteurs suivants : Investissements en valeurs mobilières gérées par l'Etat. Conçu pour permettre une croissance régulière grâce à un revenu important (valorisations globales : + 16,50 % en 1975 + 4,80 % en 1976 au 30 septembre 1976, dividendes bruts inclus dans les deux cas).

Investissements internationaux à caractère immobilier. Bénéficiant des avantages d'un « placement sûr » en vue d'obtenir une croissance progressive grâce à des plus-values soutenues d'impôts et des revenus équilibrés (valorisations globales : + 18 % en 1975 + 5,70 % en 1976 au 30 septembre 1976, dividendes bruts inclus dans les deux cas).

Investissements industriels internationaux. Axés sur la recherche de plus-values importantes à long terme par la gestion diversifiée de grandes valeurs internationales, sans exposer l'éventualité de fluctuations sensibles à court terme (valorisations globales : + 18,75 % en 1975, + 13,50 % du 1^{er} janvier 1976 au 30 septembre 1976, dividendes bruts inclus dans les deux cas).

Investissements industriels français. Dans des entreprises de moyenne importance et choisies pour leurs fortes perspectives de plus-values en vue d'obtenir une croissance globale : + 18,75 % en 1975, + 13,50 % du 1^{er} janvier 1976 au 30 septembre 1976, dividendes bruts inclus dans les deux cas).

Eventuellement assortis de garanties d'assurance de déductibilité et d'exonération fiscale, ces programmes permettent désormais d'offrir des solutions « sur mesure » adaptées à tous les problèmes d'épargne et de placement.

Des informations détaillées peuvent être obtenues sur ces programmes ainsi que sur toute autre forme de placement, sur rendez-vous ou par correspondance auprès du Groupe d'Etudes de la Banque de l'Indochine et de Suez, 1, rue de Tilsit, tél. : 924-48-34, ou dans l'une de ses délégations régionales.

INTERSELECTION

SICAV

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 23 décembre 1976, sous la présidence de M. François Tabard, pour approuver les comptes de l'exercice 1976-1977, clos le 30 septembre dernier.

Au cours de cet exercice, la valeur liquidative de l'action est passée de 126,11 F à 141,25 F, soit une augmentation de 15,13 F. En y ajoutant le revenu global par action afférent à l'exercice 1976-1977, la progression pour l'actionnaire ressort à 15,93 F pour l'exercice au 30 septembre 1976.

Le dividende sera mis en paiement le 3 janvier 1977 contre remise de coupons n° 11 et 12 aux guichets des banques fondatrices : Société Générale, Société Générale Alsacienne de Banque, Société Générale de Belgique.

Les actionnaires d'Intercroissance pourront, jusqu'au 1^{er} avril 1977, réinvestir la dividende net en souscrivant des actions de la SICAV sans droit d'entrée.

COMPAGNIE OPTORG

Une copieuse s'étant glissée au hasard par notre numéro du 24 décembre, nous la reproduisons intégralement ci-dessous :

A partir de deux points de vente à la périphérie de Bordeaux (Saint-Jean-d'Estime et Cadillac), représentant 10 000 mètres carrés de surface couverte, la société occupe dans le Sud-Ouest une position régionale de premier plan. Elle réalisera en 1976 environ 35 millions de francs (hors taxes) de chiffre d'affaires, en dépassant d'excellents résultats.

Votre voiture immobilisée Louez-en une chez

europcar 645.21.25

هكزام الأمل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AMERIQUES
 - Le ton monte entre le Pérou et le Chili à propos de l'accès à la mer de la Bolivie.
2. EUROPE
 - ESPAGNE : M. Santiago Carrillo et ses camarades pourrissent être libérés sous caution prochainement.
3. PROCHE-ORIENT
 - LIBAN : accrochages et duels d'artillerie dans le sud du pays.
- 3-4. ASIE
 - JAPON : M. Fukuda a dû composer avec la faction de M. Tanaka pour former le gouvernement.
 - TÉMOIGNAGE : Mulronx vu de Changai et à Pékin.
- 4-5. AFRIQUE
 - BURUNDI : un vent de liberté.
6. POLITIQUE
 - LIBRE OPINION : « Conservatisme et rigidité », par Jacques de Montela.
7. ÉDUCATION
 - La norme des enseignants s'accroît.
8. RELIGION
- 8-9. JUSTICE
10. SPORTS
 - Le bilan de l'année 1976.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE
Pages 11 à 14

— La grande déception des marchés financiers en 1976 : A nouveau la recrudescence.

15. LÉGIION D'HONNEUR
15. ORDRE DU MÉRITE
- 16-17. ARTS ET SPECTACLES
 - THÉÂTRE : « Le Surmôle » aux Ateliers de Lyon.
18. ÉQUIPEMENTS ET RÉGIONS
19. LA RÉGION PARISIENNE
 - POINT DE VUE : la ville « ouverte » par Jean-Claude Delor.
- 21-22. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
 - Le gouvernement italien envisage de rationner l'essence et le viande.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (16)
Annonces classées (20) : Aujourd'hui (15) : Carroz (15) : Journal officiel (15) : Météorologie (15) : Mots croisés (15) : Suisse (25).

UN SHOW-ROOM INTERNATIONAL DES NOUVEAUTÉS "DECORATION" EN TISSUS D'AMEUBLEMENT

En direct des USA, Italie, Angleterre, Suède, Belgique, R.F.A., Hollande, etc., toutes les dernières créations :

- Toiles, satins, chintz imprimés
- Tous les velours unis et jacquard
- Tweeds et tissages épais
- Lampas, tapisseries et unis de style
- Tissus spéciaux pour tentures murales

de 28F à 175F le mètre
(tous nos articles sont en stock)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

LATREILLE
LE SPÉCIALISTE DU TRÈS BEAU VÊTEMENT

SOLDES ANNUELS
QUALITÉS IRRÉPROCHABLES
PRIX EXCEPTIONNELS

62, R. St-ANDRÉ-des-ARTS - 6^e
PARISING ATTENDANT À NOS MAGASINS

Le numéro du « Monde » daté 26-27 décembre 1976 a été tiré à 412 574 exemplaires.

A B C D E F G

L'ASSASSINAT DU DÉPUTÉ DE L'EURE

Les enquêteurs examinent les activités personnelles de M. de Broglie

L'enquête des policiers de la brigade criminelle sur le meurtre de M. Jean de Broglie (« le Monde » des 25 et 26-27 décembre) semble devoir porter sur les activités financières et les relations d'affaires du député de l'Eure.

M. Patrick Allenet de Ribemont, directeur d'un cabinet juridique et ami de M. de Broglie, a été longuement entendu à ce sujet par les policiers le 26 décembre. Placé en garde à vue dans les locaux de la police judiciaire — qui était allé le chercher à Caussade (Tarn-et-Garonne) samedi après-midi, — il devait être de nouveau entendu lundi 27 décembre.

Le collaborateur de M. de Ribemont, M. Pierre de Varga, qui habite lui aussi l'immeuble du 2, rue des Dardanelles, devant lequel a été tué M. de Broglie, a été également interrogé, ainsi qu'un homme d'affaires allemand de passage à Paris, qui occupait l'appartement de M. de Ribemont ces derniers jours. Des perquisitions ont été effectuées dans l'immeuble.

A sa sortie du quel des Orfèvres, M. de Varga a déclaré qu'il traitait pour le compte de M. de Broglie des « dossiers très complexes » et que le député « s'occupait beaucoup de politique non spectaculaire ». M. de Varga n'a pas dit davantage pour expliquer ces allusions. M. de Varga a seulement conclu : « Tout le monde avait intérêt à ce que M. de Broglie se porte bien ».

LES IMMEUBLES DE LA RUE WEBER

Outre son domicile du 9, rue Adolphe-Yvon, dans le 18^e arrondissement, M. Jean de Broglie possédait également des biens immobiliers rue Weber, dans le même arrondissement. D'une part, au 14, où il était propriétaire de plusieurs appartements, dont les loyers étaient perçus par son homme d'affaires, M. Laudé. Parmi ces appartements figuraient encore, il y a un peu plus d'un an, un studio réservé à son usage personnel.

D'autre part, il y a cinq ans, le député de l'Eure a vendu l'hôtel particulier qu'il possédait au 5 de la rue Weber à une société RALL. Mais il ne l'a définitivement quitté qu'il y a un peu moins de deux ans. Ce qui correspondrait à son départ du 14. Les loyers du 14 étaient perçus par M. Laudé dans les locaux de la société RALL.

Le nom de M. de Broglie figure cependant à ces adresses dans l'annuaire téléphonique « por-rues » de 1976.

Politique non spectaculaire

« Le fait d'entendre une relation de M. de Broglie ne prouve pas que l'on tient une piste, a précisé le commissaire. Ce sont des vérifications nécessaires qui sont quelques fois longues et compliquées » ; le chef de la brigade criminelle a déclaré : « De nombreuses autres personnes seront entendues ultérieurement ».

Les policiers portent pour le moment peu de crédit au fait qu'un groupe qui se nomme « Club Charles-Marcel » ait revendiqué le meurtre de M. de Broglie à cause, semble-t-il, des négociations que ce dernier avait menées avec le F.L.N. avant l'indépendance de l'Algérie (le Monde des 25-27 décembre). Les investigations ont actuellement trait aux raisons de la venue de M. de Broglie rue des Dardanelles. A ce propos, Mlle de Varga a déclaré que le passage du député chez M. de Varga (quelques instants avant le meurtre) était « tout à fait normal ».

Elle a ajouté : « Les papiers de Broglie avaient rendez-vous chez nous pour affaires, et il est venu ici comme il le faisait souvent ». Les enquêteurs sont de plus en plus persuadés que le meurtrier connaissait les habitudes de sa victime et savait qu'il pourrait le trouver rue des Dardanelles. Il est d'autre part vraisemblable que le meurtrier connaissait M. de Broglie. Ce fait a plusieurs témoignages ont indiqué que les deux hommes ont parlé ensemble sur le trottoir avant que le jeune homme fasse feu.

L'audition de l'homme d'affaires allemand — dont l'identité n'a pas été rendue publique, — ne semble guère avoir été concluante. Il a été rapidement relâché, ainsi que M. de Varga. Cependant, on signale qu'au cours des perquisitions effectuées dans les bureaux de MM. de Varga et de Ribemont, les policiers ont saisi plusieurs dossiers.

Ceux-ci pourraient peut-être fournir des indications sur la nature des activités de M. de Broglie, sur ses relations en France et sur les raisons que l'on pouvait avoir de le

L'AFFAIRE DES FAUX STARTRON

Le dossier des faux Startron, que « le Monde » a ouvert le premier à ses lecteurs dans son numéro daté du 25 décembre, a suscité une enquête des dirigeants de Thomson-C.S.F., très émus de découvrir que leur membre de service des ventes internationales, M. Abbatecci, s'y trouvait mêlé.

D'après M. Gérard Canvin, responsable des ventes d'armes de la firme M. Abbatecci remplit dès le 21 décembre sa démission au directeur général de Thomson-C.S.F.

Dans une interview, M. Gérard Canvin, qui a « assisté » les résultats de l'enquête pour savoir que penser, le directeur des ventes internationales, reconnaît aussi qu'il faut parfois « avoir recours à des agents économiques dévoués et efficients, qui gagnent légitimement des sommes qui leur sont allouées pour favoriser un marché ».

Si de telles pratiques courantes apparaissent comme la justification des pots-de-vin distribués dans certains marchés, elles ne constituent pas une excuse dans l'affaire des faux Startron, dont le procédé relève de la simple arnaque.

Sur les marchés des changes

- EFFRÈMENT DU DOLLAR
 - RECUL DE LA LIRE
- Les marchés des changes étaient calmes lundi matin 27 décembre, à l'ouverture. Le dollar a continué de s'effriter : il valait 4,9816 francs (contre 4,9850 francs) à Paris, et 2,3690 deutschemarks (contre 2,3698 deutschemarks) à Francfort. Le franc était résistent : son cours n'a pas varié à l'égard du deutschemark, — bien que la Banque de France ait décidé de ramener de 10 3/4 à 10 5/8 % le taux de l'argent sur le marché monétaire.
- Par contre, la lire italienne a fléchi. Les transactions sur cette devise étaient cependant très peu importantes, les opérateurs attendant manifestement de savoir, avant de s'engager, si la Banque d'Italie serait présente sur le marché après la décision prise par Rome de ramener à compter de ce 27 décembre — et non du 3 janvier comme nous l'avions indiqué — de 7 à 3,5 % la taxe applicable aux achats de devises.

15 000 SUICIDES PAR AN EN FRANCE

Le 17 janvier 1977 ouverture d'un nouveau poste S.O.S. AMITIE

S.O.S. AMITIE 857-31-31

L'équipe recherche des bénévoles pour écouter.

Ecr. B.P. 111, 93170 BAGNOLET.

Inquiétude en Belgique

LA SABENA NE DISPARAITRA PAS MAIS DEVRA FAIRE DES ÉCONOMIES

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — En aucun cas, le pavillon belge ne disparaîtra du ciel européen. C'est la conclusion à tirer d'une série de rumeurs et de démentis publiés à La Haye et à Bruxelles. Mais il n'est pas exclu qu'un jour, quelques lignes linguistiques belges seront oubliées (ce qui n'est sans doute pas pour demain), la Sabena fusionnera avec la K.L.M. et peut-être avec Lufthansa.

La compagnie belge née en 1923 ne passe pratiquement sous contrôle saxon directement des Pays-Bas, du moins d'une majorité néerlandophone formée par la Hollande et la partie flamande de la Belgique.

En attendant, contrairement à ce qu'écrivait « De Telegraaf » — et les milieux francophones belges vont jusqu'à soupçonner le journal hollandais de lancer un ballon d'essai, — la Sabena ne sera pas dissoute en 1979 quand la concession accordée à la compagnie en 1949 viendra à échéance. Un nouveau projet de convention sera alors soumis à l'approbation du Parlement.

D'ici là, des mesures sévères d'économies seront sans doute décidées pour réduire le déficit de la compagnie belge, qui doit faire face à une situation financière critique. Le ministre des communications, M. Chabert, a rappelé que le gouvernement avait consacré plus de 6 milliards de francs (730 millions de francs français) à la survie de la Sabena. Le 1^{er} janvier prochain, une nouvelle tranche de 1,5 milliard (180 millions de francs) doit, en principe, être versée par l'Etat à la compagnie.

PIERRE DE VOS.

● Cinq magistrats roumains, qui ont obtenu le droit d'asile en Italie, sont installés place de Venise, à Rome, sous une tente, depuis le 17 décembre. Ils font une grève de la faim pour obtenir que leurs familles soient autorisées à les rejoindre. — (A.F.P.)

UNE INTERVIEW DU PRÉSIDENT A.A.B.C.

M. Gerald Ford savait que l'amnistie accordée à M. Nixon risquait de compromettre sa carrière

Washington (U.P.I.). — Le président Ford savait, avant d'amnistier M. Richard Nixon, que cette décision aurait une « influence très néfaste » sur l'avenir de sa carrière politique. C'est ce qui ressort d'une interview de M. Ford, qui sera diffusée le 3 janvier par la chaîne de télévision A.B.C.

Le chef de l'exécutif révèle qu'il a amnistié M. Nixon, non pas parce que celui-ci était malade, mais parce que la « contreverse, jour après jour », autour de l'ancien président l'empêchait de consacrer tout son temps aux affaires de l'Etat, desv.M.F. Pour conseiller venant sans cesse lui soumettre tel problème juridique.

Le problème avec le Congrès, liés à la démission de son prédécesseur, « Je passais au moins le quart de mon temps à écouter des arguments juridiques sur ce que nous devions faire des documents de Nixon, au moment où j'aurais dû consacrer tout pour cent de mon temps à la guerre du Vietnam et aux problèmes économiques. C'est vraiment la seule raison pour laquelle j'ai pris cette décision », a déclaré M. Ford.

Le président a ajouté qu'il avait parlé « six à huit fois » avec M. Nixon depuis deux ans et demi. Il a ajouté que M. Nixon avait passé une grande partie de sa vie au service de l'Etat, qu'il avait beaucoup d'expérience, et qu'il avait obtenu d'excellents résultats en politique étrangère. « C'était un ami », a encore dit M. Ford.

A l'île Maurice

SIR SEEWOSAGUR RAMGOOLAM FORMERA LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Port-Louis (A.F.P.). — Le parti de l'indépendance (travailleurs) de Sir Seewosagur Ramgoolam, premier ministre, formera le prochain gouvernement mauricien. Sir Seewosagur a en effet annoncé lundi 27 décembre que sa formation, minoritaire, dirigerait le pays grâce au soutien des huit parlementaires du parti mauricien social-démocrate de M. Gaëtan Duval.

Le prochain gouvernement aura toutefois à faire face à une très forte opposition, le mouvement militant mauricien comptant trente-quatre sièges au Parlement contre vingt-huit au parti de l'indépendance.

La nouvelle Assemblée législative mauricienne se réunira mardi pour la première fois pour la cérémonie de prestation de serment, qui sera suivie par le discours du Trône du gouverneur général. Ce discours précisera la politique du gouvernement pour la durée de la session parlementaire.

● Rousselot aux Etats-Unis. — Le groupe français Rousselot, premier producteur européen de gélatine, vient d'acquiescer la totalité du capital de la firme américaine Peter Cooper Corporation pour la somme de 22 millions de dollars (environ 110 millions de francs). Peter Cooper, qui assure son chiffre d'affaires de 30 millions de dollars. Cette acquisition permettra à Rousselot, qui possède déjà une filiale commerciale outre-Atlantique, de réaliser 30 % de son chiffre d'affaires consolidé (878 millions de francs en 1976).

LE NOËL DE QUATRE ENFANTS

Une information pour « abandon physique et moral » a été ouverte par le parquet de Rouen contre les parents des quatre enfants qui ont passé la nuit de Noël dans un jardin public de la ville. Gardé à vue au commissariat depuis dimanche soir, le couple dénoté qui désirait bloquer l'entrée du domicile, a été libéré ce lundi 27 décembre.

Pensionnaires dans un établissement de Neuilly-sur-Seine, Thierry Fain, quatorze ans, et ses frères Gabriel, treize ans, Guy, douze ans, et Christophe, neuf ans, étaient depuis un an confiés à la garde de leur mère, séparée de son mari, par une décision du juge des enfants. Arrivés chez leur père pour déjeuner le 24 décembre, ils furent reçus par celui-ci, qui les encouragea à passer la soirée chez leur mère. La jeune femme devait alors leur annoncer qu'elle résolvait à Dieppe et leur demandait de reporter chez leur père. Mais les enfants troublés par la porte close. Ne sachant où aller, ils errèrent dans un square où ils résistèrent jusqu'au matin. Il faisait - 2°C, à Rouen, durant cette nuit de Noël.

Samedi matin, les quatre garçons se sont présentés au commissariat, où les policiers leur ont offert du chocolat chaud et des croissants. Ils ont été conduits ensuite chez leur grand-mère paternelle.

soldes ANNUELS NICOLL

La tradition anglaise au service de l'élégance masculine

29 RUE TRONCHET PARIS 8^e

A « la Règle à Calcul », une exclusivité Hewlett-Packard : vos données, vos programmes, sur carte magnétique !

A « la Règle à Calcul », découvrez les deux nouveaux calculateurs programmables HP 224 « lignes » de programmes ou 25 registres de données sur une carte magnétique, 3 niveaux de sous-programmes, 10 fonctions à définir, 3 types d'adressage (symbolique, indirect, relatif, 4 indicateurs, 10 instructions conditionnelles).

le HP-67 : format de poche 3 420 F.T.T.
le HP-97 : version avec imprimante 5 700 F.T.T.

la Règle à Calcul

1^{er} distributeur agréé en France des calculateurs électroniques HP
65 Bd Saint-Germain 75005 Paris
Tél. 033 02-63/033 94-91

HEWLETT-PACKARD

هكذا من الأمل